



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Rapport 2007 au Parlement**  
**sur les missions d'intérêt général et l'aide à la contractualisation**  
**des établissements de santé**

## SOMMAIRE

	page
<b>AVANT-PROPOS</b>	4
<b>INTRODUCTION</b>	7
<b>1<sup>ère</sup> PARTIE :</b>	8
<b>Les enjeux de la dotation MIGAC sont maîtrisés</b>	
1. La doctrine d'utilisation de la dotation MIGAC est précisée et basée sur quelques grands principes que les ARH doivent intégrer dans leur propre politique régionale	8
2. L'année 2006 est marquée par un réel effort collectif de transparence et d'efficacité dans la fixation des dotations MIGAC	10
3. Pour les ARH, la contractualisation est l'outil incontournable de leur politique régionale en matière de MIGAC	16
<b>2<sup>ème</sup> PARTIE :</b>	22
<b>La progression en 2006-2007 est liée à la délégation de mesures nouvelles (relevant notamment de plans de santé publique) et à la poursuite du renforcement des enveloppes régionales de contractualisation</b>	
1. Les données chiffrées 2006 et de mi-campagne 2007	22
2. Focus sur l'aide à la contractualisation	27
<b>CONCLUSION</b>	29
<b>TABLEAUX</b>	
<b>Tableaux 1 et 1A :</b> Evolution de la dotation nationale MIGAC en 2006 et à mi campagne 2007	31
<b>Tableaux 2 et 2A :</b> Evolution des dotations régionales MIGAC en 2006 et à mi-campagne 2007	32
<b>Tableaux 3 et 3A :</b> Analyse du respect par les ARH en 2006 des dotations régionales MIGAC	34
<b>Tableau 4 :</b> Poids relatif des régions au titre de la dotation MIGAC entre le début et la fin de campagne 2006	35
<b>Tableau 5 :</b> Répartition régionale 2006 des délégations MIGAC entre établissements ex-DG et établissements ex-OQN	36
<b>Tableau 6 :</b> Poids relatif en 2006 des aides à la contractualisation (AC) dans les délégations MIGAC	37
<b>Tableaux 7 :</b> Dotations MIG et AC par établissement et par région (1 tableau par région)	38
<b>Tableaux 8A à 8J :</b> Délégations régionales 2006 aux établissements	63
8 : MERRI fixes	
8A : MERRI de l'art. D162-6 1° a) CSS <i>Recherche médicale et innovation</i>	
8B : MERRI de l'art. D 162-6 1° b) et c) CSS <i>Enseignement, expertise, référence et recours</i>	
8C : MERRI de l'art. D162-6 1° d) CSS : <i>Activités innovantes et expérimentales</i>	
8D : MIG de l'art. D 162-6 2° a) CSS : <i>Veille et vigilance</i>	
8E : MIG de l'art. D 162-6 2° b) CSS : <i>Equipes pluri-disciplinaires</i>	

8F : MIG de l'art. D 162-6 2° c) CSS : <i>Produits humains</i>	
8G : MIG de l'art. D 162-6 2° d) à i) CSS : <i>Prises en charge spécifiques</i>	
8H : MIG de l'art. D 162-6 2° j) CSS : <i>Aide médicale urgente</i>	
8I : MIG de l'art. D 162-6 3° a) à c) CSS	
<i>Définition et mise en œuvre des politiques publiques</i>	
8J : MIG de l'art. D 162-7 2° CSS : <i>Soins aux détenus</i>	
<b>Tableau 9</b> : Réalisation régionale par catégorie de AC	74
<b>Tableau 9A</b> : Poids des mesures nouvelles AC dans le total AC	75

## ANNEXES

<b>Annexe 1</b>	
<b>Exemple de fiche technique par mission</b> (équipe hospitalière de liaison en addictologie)	76
<b>Exemple de modélisation du financement d'une MIG (CCLIN)</b>	77
<b>Annexe 2</b>	
<b>Annexe juridique :</b>	80
Extraits du Code de la sécurité sociale Articles L 162-22-13, D 162-6, D 162-7, D 162-8, R 162-42-4 Extraits du Code de la santé publique Articles D 6114-2, D 6114-5	
Arrêté MIGAC du 23 mars 2007 listant les missions d'intérêt général	84
<b>Annexe 3</b>	
<b>Liste des sigles utilisés</b>	87

## **Avant-propos :**

### **Rappels sur la notion de MIGAC**

La réforme de la tarification à l'activité (T2A), volet majeur du « plan hôpital 2007 » engagé à partir de 2002, a modifié profondément le mode de financement des établissements de santé publics et privés. Cette réforme comporte deux volets complémentaires qui sont au fondement du modèle :

- le financement de l'activité de diagnostic, de traitement et de soins par des tarifs nationaux de prestation et des forfaits nationaux
- la compensation de charges liées à l'accomplissement de missions d'intérêt général par une dotation ad hoc.

La co-existence de deux modes de financement (dotation globale annuelle pour les établissements publics ou participant au service public hospitalier (PSPH); facturation de prestations hospitalières dans le cadre d'un objectif quantifié national annuel pour les cliniques privés) a ainsi laissé la place, dans le champ concerné par la réforme, à un mode de financement commun. Celui-ci repose sur une tarification de l'activité produite par les établissements. Il fonde ainsi l'allocation de leurs ressources sur le volume et la nature de leur activité. Ce mécanisme incite l'ensemble des acteurs publics et privés à améliorer leur productivité en réduisant leurs coûts via le développement d'outils de pilotage interne (comptabilité analytique par séjour, pilotage par l'activité), à définir une stratégie d'optimisation de leurs dépenses tenant compte de leur niveau de recettes prévisionnel et à repérer les segments d'activité les plus rémunérateurs.

Toutefois, les activités des établissements de santé ne se limitent pas à des activités productrices de soins quantifiables à travers les données du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) et facturables à l'assurance maladie. Au travers de la création de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) partie intégrante de la réforme T2A, le législateur a entendu maintenir des sources de financement en dehors du principe général de la tarification à l'activité. Il a reconnu que les ressources d'un certain nombre de missions ne peuvent pas être soumises aux variations de l'activité réalisée. Cette notion de mission d'intérêt général n'est pas propre au système français et tous les systèmes étrangers de tarification à la pathologie prévoient de tels financements. Par ailleurs, la dotation nationale de financement des MIGAC correspond à la notion de compensation de service d'intérêt général au sens du droit communautaire.

Les articles D.162-6 à D162-8 du code de la sécurité sociale dans leur rédaction issue du décret n°2005-336 du 08 avril 2005, déterminent les catégories de missions d'intérêt général. La liste de ces missions est fixée par l'arrêté du 23 mars 2007 (cf. en annexe 2).

Les circulaires budgétaires 2005, 2006 et 2007 des établissements de santé précisent systématiquement que la dotation nationale de financement des MIGAC « est destinée à financer la part des activités de médecine, chirurgie et obstétrique des établissements publics et privés qui ne peut être tarifée à l'activité ». Cette précision montre bien que les MIGAC recouvrent des notions variées plus larges que la notion juridique de service public. Leur périmètre même s'il n'est pas figé, est toutefois délimité.

La diversité qui en découle peut s'ordonner par la distinction communément admise de trois grandes catégories de missions financées par la dotation MIGAC :

**Les MERRI** : Missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation.

Les MERRI correspondent globalement aux activités universitaires de recherche et d'enseignement qui donnaient lieu avant la T2A à un abattement forfaitaire de 13% dans le calcul du coût du point ISA. La liste des MERRI (hors MERRI fixes) est précisée au 1° de l'article D162-6 du code de la sécurité sociale et recouvre les rubriques suivantes :

- Recherche médicale et innovation (ex : centres d'investigation clinique)
- Formation des personnels médicaux et paramédicaux (ex : téléenseignement)
- Enseignement, expertise, référence, recours (ex : centres de référence pour la prise en charge des maladies rares)
- Activités de soins expérimentales ou non couvertes par les nomenclatures ou les tarifs (ex : cœurs artificiels)

**Les autres MIG** : Missions d'intérêt général proprement dites figurant aux 2) et 3) de l'article ci-dessus cité ainsi qu'à l'article D 162-7 du même code.

Cette liste telle que fixée par l'arrêté du 23 mars 2007 recouvre les activités des établissements de santé suivantes :

- Missions de veille et de vigilance (ex : centres anti-poisons, centres de coordination des soins en cancérologie)
- Prises en charge par des équipes pluridisciplinaires (ex : équipes mobiles de soins palliatifs)
- Produits d'origine humaine non couverts par les tarifs (ex : conservation des gamètes et des embryons)
- Prises en charge spécifiques (ex : permanences d'accès aux soins, missions de prévention et d'éducation pour la santé)
- Activité de dépistage anonyme et gratuit (ex : CDAG)
- Prévention et éducation pour la santé
- Aide médicale urgente (ex : SAMU/SMUR)
- Définition et mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur hospitalier
- Soins aux détenus (ex : unités de consultation et de soins ambulatoires).

Ces activités ont en commun la difficulté ou l'impossibilité de les financer par des tarifs dans le cadre du modèle actuel. Elles correspondent à deux types de situation :

- l'absence de groupes homogènes de séjour (GHS) ou de codifications adaptées dans la classification commune des actes médicaux (CCAM) ou d'une diversité de pratiques ;
- la difficulté à rattacher l'activité à un patient.

Si la liste est par définition limitative, elle n'est pas figée et est amenée à évoluer dans le temps. Certaines MIG inscrites sur la liste peuvent ainsi en être retirées et être financées par des tarifs (par exemple les activités liées aux greffes). Ces évolutions interviennent à l'issue d'un travail préalable d'expertise, de modélisation et d'échange avec les professionnels concernés par ces activités. C'est cet objectif, entre autres, qui est poursuivi par le ministère dans le cadre des travaux engagés depuis début 2006.

**L'aide à la contractualisation (AC) :**

Elle a dans un premier temps principalement financé les surcoûts de charges d'amortissement induits par les investissements (notamment dans le cadre du plan Hôpital 2007). Elle permet

également d'accompagner le développement ou le maintien d'activités dans le cadre du SROS et de soutenir les établissements dans leurs efforts d'adaptation aux réformes et de retour à l'équilibre.

La campagne 2006 a introduit une nouvelle orientation par la volonté de développer les marges de manœuvre des ARH au travers de l'identification d'enveloppes régionales d'aide à la contractualisation imputées sur la partie « AC » des MIGAC. Cette orientation a été confirmée dans la campagne 2007.

La circulaire budgétaire du 24 février 2006 précise que la dotation « aide à la contractualisation » peut servir « à atténuer les effets revenu (de la montée en charge de la T2A) .../...et à intervenir dans le cas de situation d'urgence mettant en péril l'offre de soins ». Néanmoins, elle n'a pas vocation à compenser de manière pérenne une baisse de revenu. La circulaire le précise en rappelant que la dotation nationale de financement des MIGAC n'a pas « vocation à combler artificiellement les déséquilibres financiers ».

Tout en rappelant que les composantes de la partie AC des MIGAC ont des contours nécessairement souples afin de permettre aux ARH de les adapter au contexte local, il est possible de déterminer les grandes rubriques suivantes :

- Développement de l'activité (aide au démarrage d'une activité ou aide au développement d'une activité déjà existante en attendant que les recettes tarifaires permettent à l'établissement de financer les charges afférentes)
- Maintien d'une activité déficitaire identifiée dans le SROS III
- Amélioration de l'offre existante (renforcement de moyens)
- Restructurations et soutien aux établissements déficitaires (plan de retour à l'équilibre, aides aux restructurations...)
- Aides à l'investissement
- Aides diverses (culture à l'hôpital, compensation temporaire de l'effet revenu lié à un changement du modèle tarifaire...).

## **Introduction :**

La dotation MIGAC nationale fixée dans le cadre de l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) représentait début 2006 12,3% (soit 5,618 Milliards €) des ressources de l'assurance maladie allouées aux établissements soumis à la tarification à l'activité (enveloppe ODMCO/MIGAC). Cet objectif a été respecté en 2006, les délégations nationales aux agences régionales d'hospitalisation (ARH) s'établissant à 5,552 milliards d'euros soit 12,1% du total ODMCO/MIGAC. 99,92% de ces crédits délégués aux ARH ont été notifiés aux établissements de santé pour un total de 5,548 milliards d'euros soit un taux de réalisation très élevé.

La dotation nationale MIGAC pour 2007 s'élève à 5,999 milliards d'euros soit une progression de 9,7%. Elle représente 12,7% du total ODMCO/MIGAC, sa progression étant liée à la poursuite du renforcement des enveloppes régionales d'aide à la contractualisation et à des mesures nouvelles issues essentiellement des plans de santé publique.

Afin de permettre au Parlement et aux organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé publics et privés de disposer d'informations sur l'utilisation des dotations affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation (MIGAC), l'article L 162-22-13 du code de la sécurité sociale prévoit la transmission avant le 15 octobre de chaque année d'un bilan relatif à ces dernières. *« Ce bilan contient notamment une analyse du bien-fondé du périmètre des MIGAC.../..., de l'évolution du montant annuel de la dotation nationale de financement de ces missions, de celle du montant des dotations régionales et de celle du montant des dotations attribuées à chaque établissement, ainsi que des critères d'attribution de ces dernières aux établissements. »*

Le rapport 2005 au Parlement sur le financement des MIGAC précisait que le volet MIGAC de la réforme de la tarification à l'activité (T2A) devait être stabilisé afin d'en maîtriser les enjeux. Cet objectif prioritaire de 2006 a été tenu.

Outre un bilan de l'année 2006 et une comparaison avec les premières données disponibles à ce stade pour 2007, le présent rapport s'attachera à présenter l'état d'avancement des travaux en cours sur le périmètre des MIGAC et les modalités de leur évaluation financière.

## **1ère partie : Les enjeux de la dotation nationale de financement des MIGAC sont maîtrisés**

**La maîtrise en 2006 des enjeux de la dotation MIGAC est passée par une plus grande précision de la doctrine d'utilisation de la dotation MIGAC, un effort de transparence et d'efficacité dans la fixation des dotations MIGAC ainsi qu'une politique de contractualisation volontariste sur les MIGAC.**

### **1. La doctrine d'utilisation de la dotation nationale de financement des MIGAC est précisée**

Cette doctrine est basée sur quelques grands principes que les ARH doivent intégrer dans leur propre politique régionale et qui ont été rappelés dans la circulaire du 21 février 2007 relative à la campagne tarifaire 2007. Elle est donc connue de l'ensemble des acteurs en amont des négociations entre les établissements et leur tutelle.

#### **❖ Tous les établissements sont éligibles à la dotation nationale de financement des MIGAC**

Tous les établissements soumis à la T2A ont vocation à obtenir des dotations au titre des MIGAC, qu'il s'agisse d'établissements publics ou privés, quelle que soit la taille de ces structures. Certes, compte tenu de la nature des missions « finançables », les activités relevant d'un financement MIGAC sont à ce jour peu prises en charge par les établissements privés. Toutefois, il convient, pour les ARH dans le cadre de la sélection du ou des établissements gestionnaires de telle ou telle MIG de procéder à la publicité et à l'information adéquates des établissements et de leurs fédérations et d'utiliser, si elle le juge utile, la procédure d'appel à projets auprès des établissements de la région (si la MIG s'y prête).

#### **❖ La liste des MIG n'ouvre pas automatiquement droit à financement**

Si la liste des MIG est une référence incontournable, elle n'ouvre pas automatiquement droit à financement sur une simple base déclarative des établissements. Il appartient aux ARH d'apprécier la liste des missions retenues pour un établissement donné et le montant alloué pour chacune d'entre elles dans le cadre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM). Dans l'exercice de ce pouvoir d'appréciation, les ARH doivent être en mesure de choisir pour chaque MIG la meilleure offre adaptée aux besoins locaux.

De plus, le caractère limitatif de la liste fixée par arrêté ne doit pas être oublié et les ARH doivent s'opposer aux demandes de financement par des crédits MIGAC de ce qui ne relève ni des MERRI, ni des autres MIG, ni de la AC. La dotation AC en particulier demeure des crédits assurance maladie et ne peut donc participer au financement d'activités relevant d'un autre financement. A titre d'illustration, les structures de médecine légale (thanatologie ou médecine légale du vivant) ne constituent pas une MIG mais relèvent d'un financement exclusif au titre des frais de justice (crédits Etat et non assurance maladie).

❖ **Le retraitement comptable annuel des établissements du secteur public ne doit pas servir de base automatique à l'évolution du montant des dotations MIGAC. Le jeu de la négociation entre l'établissement et l'ARH demeure essentiel**

Le retraitement comptable constitue certes un élément important de la négociation, ce qui implique pour les établissements d'apporter un soin particulier à la qualité de leurs données au regard du poids potentiel que peuvent prendre ces éléments dans la négociation. D'autres éléments peuvent toutefois être pris en compte ; les ARH sont notamment incitées à utiliser les modélisations de financement fournies par le ministère, modélisations négociées avec les professionnels des MIG concernées et qui permettent d'allouer les financements sur des bases objectives (cf infra point 2). Les ARH sont également incitées, pour les MIG qui s'y prêtent, à mettre en concurrence les établissements

❖ **La dotation MIGAC n'est pas sanctuarisée**

Elle peut participer, par exemple, à un éventuel plan de retour à l'équilibre. Elle peut également être utilisée comme outil de redéploiement inter et intra-établissements. Dans le cas inverse, cela reviendrait à exonérer les dotations MIGAC de toute participation aux nécessaires efforts d'efficience des établissements et introduirait un déséquilibre de traitement entre établissements selon qu'ils sont ou non bénéficiaires de MIGAC et selon le poids relatif de ces dotations dans leurs recettes. Cela signifie également que **le financement à 100% des MIG n'est pas automatique** et que les ARH doivent inciter, selon les MIG, à des co-financements et peuvent demander un effort d'efficience à l'établissement.

❖ **La justification des ressources allouées au titre des MIGAC doit être la plus précise possible et la surcompensation est exclue**

❖ **L'attribution de crédits d'aide à la contractualisation (AC) est conditionnée par un engagement concret et évaluable de la part de l'établissement**

En raison même du caractère souple du contour de l'aide à la contractualisation, la justification des moyens alloués à ce titre doit en effet être la plus précise possible afin d'éviter toute allocation d'aide à la contractualisation sans que ne soit définie l'utilisation des crédits alloués (complément au financement d'une MIG, aide à la montée en charge de la tarification à l'activité, aide ponctuelle dans le cadre d'un plan de retour à l'équilibre, aide à la mise en œuvre du SROS III, ...). L'attribution de AC ne peut donc se faire sans engagements de la part de l'établissement, qu'ils soient quantitatifs (niveau d'activité, moyens mis en œuvre par l'établissement...) et/ou qualitatifs (amélioration du service rendu, qualité de la prise en charge...).

❖ **L'utilisation de la AC dans le cadre de la montée en charge de la T2A est encadrée**

Pour le secteur antérieurement sous DG, la montée en charge progressive mais continue de la part tarifée à l'activité, en créant les conditions d'un dialogue documenté entre les établissements et leurs tutelles, doit permettre à ceux-ci de procéder dans le temps aux adaptations nécessaires sur la structure de leur activité et de leurs dépenses. Si un accompagnement à la montée en charge est nécessaire, les ARH peuvent dans le cadre de leur politique de contractualisation prévoir une aide temporaire financée à partir du volet AC.

Le même raisonnement est transposable s'agissant de la réduction des inégalités intra-régionales. Le volet AC des dotations régionales peut être utilisé afin de compenser durant la phase de montée en charge de la réforme les sous-dotations historiques. Cette aide ne peut toutefois qu'être transitoire, le modèle T2A, en mettant tous les établissements en situation d'équité par rapport au financement de leur activité, rendant peu à peu inopérantes les argumentations basées sur les sous-dotations historiques.

S'agissant des départements d'Outre Mer (DOM), les dotations régionales de financement des MIGAC ont tenu compte de la politique nationale de rééquilibrage en faveur des DOM. Le volet AC peut ainsi intervenir, en sus du coefficient géographique, afin de compenser le caractère déficitaire de certaines activités justifié par leur situation ultramarine. Les ARH concernées doivent toutefois être en mesure de calibrer, sur des bases objectives, les montants financiers alloués au titre du maintien d'activités de diagnostic et de soins MCO non « rentables ».

## **2. L'année 2006 est marquée par un réel effort collectif de transparence et d'efficacité dans la fixation des dotations MIGAC**

Face aux difficultés apparues en 2005 dans la phase de montée en charge du volet MIGAC de la réforme, difficultés qui n'étaient pas toujours perceptibles lors de la construction du modèle de financement, le ministère, en concertation avec les différents acteurs, a entendu procéder aux ajustements nécessaires. Ces ajustements ont été réalisés avec une volonté constante de transparence et de concertation préalable. Ce point est, notamment, illustré par les éléments suivants :

### **❖ Une mise à jour annuelle de la liste des MIG**

Dans la phase de montée en charge de la réforme T2A, la liste des MIG a logiquement donné lieu à plusieurs adaptations qui sont intervenues en cours de campagne budgétaire ne facilitant pas toujours le suivi des dotations tant par les ARH que par les établissements. A compter de 2007, une seule mise à jour annuelle de l'arrêté listant les MIG est prévue tenant compte notamment des sorties de la liste des MIG (en raison par exemple d'un passage de la MIG dans l'enveloppe tarifaire). Ceci garantit la sécurité juridique de la liste pour une année budgétaire complète et facilite la mise à jour annuelle par les ARH de l'avenant MIG du contrat pluri-annuel d'objectifs et de moyens.

### **❖ L'élargissement au volet « aide à la contractualisation » des remontées d'information sur les dotations allouées à chaque établissement**

L'outil ARBUST MIG, mis pour la première fois à disposition des ARH en 2005, permet pour chaque mission inscrite sur la liste des MIG de connaître le montant de la dotation allouée à chaque établissement. Cette remontée d'informations offre la possibilité de comparaisons intra et inter-régionales et constitue un élément essentiel dans les travaux de modélisation des financements et dans la connaissance par les professionnels eux-mêmes des politiques régionales menées par chaque ARH sur telle ou telle MIG ainsi que des financements alloués.

A compter de la campagne 2006, l'outil ARBUST MIG est devenu ARBUST MIGAC. Il a intégré le volet aide à la contractualisation qui a été scindé en plusieurs grandes rubriques offrant de meilleures possibilités de comparaisons et d'études des politiques régionales en matière d'aide à la contractualisation.

#### ❖ **L'élaboration et la mise à disposition des ARH et des professionnels d'un guide d'aide à la contractualisation sur les MIGAC**

Comme il sera développé infra (point 3), la négociation au 31 mars 2007 d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) entre les ARH et les établissements de santé, devant comporter un volet MIGAC, a constitué la priorité de la fin d'année 2006 et du début 2007. Afin d'accompagner les établissements de santé et leurs tutelles dans cette démarche, les services du ministère ont élaboré en 2006 un guide d'aide à la contractualisation sur les MIGAC.

L'objet de ce guide est d'apporter des éléments de méthode et des référentiels sur certaines missions, de préciser les principales étapes de cette négociation et de proposer des outils d'aide à la contractualisation ainsi que des fiches-support sur un certain nombre de MIGAC.

Ce guide a été conçu comme une boîte à outils devant permettre à chaque ARH de développer ses propres solutions de contractualisation, en toute transparence vis-à-vis des établissements. Ont ainsi été mis à disposition :

- des documents type : avenant « MIGAC » au CPOM, arrêté de fixation de la dotation MIGAC, support d'analyse des dossiers (préparation à la contractualisation) ;
- des modèles de financement (normalisation des financements) pour certaines MIG (cf point suivant);
- des fiches-support par MIG reprenant les références juridiques, le périmètre de la MIG, les éléments de cadrage budgétaire (ce qui est finançable par la dotation MIG et ce qui ne l'est pas), les conditions d'exécution et les modalités d'évaluation (activité et qualité) ;
- un état des lieux des travaux en cours sur les MIGAC (MERRI et autres MIG) .

#### ❖ **La montée en puissance en 2006-2007 des travaux techniques sur les MIG**

Début 2006, le Ministère de la santé et des solidarités a engagé en liaison avec les fédérations hospitalières et les professionnels de santé des travaux sur les MIG avec deux objectifs principaux :

*1<sup>er</sup> objectif : Définir plus précisément le champ des activités retenues comme missions d'intérêt général et la partie de ces activités éligibles à un financement MIGAC*

Même si la redéfinition du périmètre des 80 missions représente un travail de longue haleine, la volonté de mieux définir les MERRI et les autres MIG et de mieux distinguer les prestations de soins et les MIGAC est constante. L'arrêté du 23 mars 2007 fixant la liste des MIG a ainsi permis de transférer vers l'enveloppe tarifaire, certaines activités qui relevaient jusqu'alors d'un financement par la dotation nationale de financement des MIGAC dans l'attente de la fixation d'un tarif adapté (exemple des activités liées aux greffes). D'autres MIG ont été retirées de la liste (exemple des équipes mobiles de lutte contre la douleur).

Plus globalement, pour la majorité des MIG, ont été élaborées et mises à la disposition des ARH et des établissements de santé, des fiches définissant clairement leur périmètre et notamment ce qui relève d'un financement par la dotation MIG de ce qui relève d'une autre source de financement (par les tarifs ou par des financements hors assurance maladie) : un exemple de ces fiches est fourni en annexe 1.

*2<sup>ème</sup> objectif : Mesurer le coût de ces activités et construire les référentiels de valorisation afin de permettre un financement adéquat et équitable de ces missions sur l'ensemble du territoire*

Le groupe de travail évoqué ci-dessus a décidé de mener prioritairement une réflexion sur les MERRI (cf. infra). Sur les autres MIG, un travail d'analyse a été entrepris en commençant par celles dont les enjeux financiers sont les plus importants : SAMU/SMUR, médicaments sous ATU, actes hors nomenclature, éducation thérapeutique, centres de référence, UCSA, équipes mobiles de soins palliatifs, prise en charge de la douleur chronique rebelle. Par ailleurs, des travaux ont également été menés sur des MIGAC aux enjeux financiers moindres (implants cochléaires, CCLIN et antennes régionales de CCLIN, COREVIH/CISIH, centres régionaux de pharmacovigilance et centres d'information sur la pharmacodépendance, CDAG, banques de tissus, centres anti-poisons/toxicovigilance).

Comme pour le rapport 2005, le présent rapport est l'occasion de faire le point sur ces travaux.

S'agissant des **travaux de modélisation et de normalisation des financements**, ceux-ci ont abouti pour les MIG suivantes :

- Centres de référence implants cochléaires
- Centres de dépistage anonymes et gratuits (CDAG)
- Structures de prise en charge de la douleur chronique rebelle
- Banques de tissus
- COREVIH (ex-CISIH)
- Centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) et centres d'études et d'information sur la pharmacodépendance (CEIP)
- Centres anti-poisons (réponse téléphonique à l'urgence)
- CCLIN (centres de coordination de la lutte contre les infections nosocomiales)
- Antennes régionales de lutte contre les infections nosocomiales
- Unités d'accueil et de soins des patients sourds/langue des signes
- Unités de consultation et de soins ambulatoires (UCSA).

Ces travaux de standardisation des coûts, dont un modèle (CCLIN) est fourni en annexe 1 à titre d'illustration, sont le résultat d'une concertation avec les professionnels concernés par ces MIG. Les financements sont avant tout corrélés à l'activité de ces structures. Les critères d'activité (unités d'œuvre) retenus et servant à moduler les financements sont adaptés à chaque MIG. Les ARH qui peuvent ainsi négocier en disposant d'un point de repère sont incitées à utiliser ces référentiels qui garantissent l'équité du financement entre les régions et entre les établissements concernés. Toutefois, il appartient aux ARH, en fonction de leur politique régionale de contractualisation et de leur connaissance de l'établissement, de décider in fine de l'utilisation totale ou partielle de ces modélisations et de leur éventuelle adaptation au contexte local.

Les travaux de normalisation des financements ont été engagés et se poursuivent pour les MIG suivantes :

- SAMU (services d'aide médicale urgente)
- SMUR (services mobiles d'urgence et de réanimation)
- Actes hors nomenclature
- Centres de référence
- Chambres sécurisées
- Unités hospitalières sécurisées interrégionales (UHSI)
- Education thérapeutique
- Lactariums
- OMEDITS (observatoires des médicaments, des dispositifs médicaux et des innovations thérapeutiques).

Enfin, pour certaines MIG, les réflexions menées ont conclu à l'impossibilité de modélisation en raison de l'extrême diversité des situations de terrain (exemple des PASS : permanences d'accès aux soins de santé) ou de variations, pour chaque établissement, des dépenses annuelles de la MIG concernée difficilement prévisibles et donc modélisables (exemple des médicaments sous autorisation temporaire d'utilisation « ATU » dont la liste des entrées et des sorties évolue constamment).

Dans ces cas, deux options ont été retenues :

-Elaboration d'une doctrine précise encadrant le financement de la MIG afin de limiter le risque inflationniste des dépenses. Ainsi pour les médicaments sous ATU cette doctrine a été précisée aux ARH et aux établissements dans les circulaires budgétaires 2007 : l'attribution des crédits doit systématiquement être faite en crédits non reconductibles, les ARH doivent assurer un suivi trimestriel des dépenses des établissements afin de pouvoir redéployer en infra-annuel les crédits rendus disponibles par la sortie de la liste des ATU de telle ou telle molécule et les aides complémentaires sont dorénavant limitées aux ATU très coûteuses.

-Elaboration d'un référentiel d'analyse du financement de la MIG en termes tant quantitatif que qualitatif aidant les ARH à sélectionner les établissements attributaires de crédits au titre de cette MIG et à évaluer l'utilisation des crédits. Cette option a notamment été retenue pour les PASS et de manière transitoire en 2007 pour l'éducation thérapeutique.

Ces dernières remarques montrent que si la modélisation des financements des MIG et leur normalisation est un objectif essentiel, il ne constitue pas une solution viable pour toutes les MIG qui ne peuvent pas toutes être « normées ». Le champ de la négociation, obligatoire pour toutes les MIG mais encadrée par les modélisations fournies, demeure en cas d'absence de modélisation la seule solution. La qualité de l'instruction du dossier et de la contractualisation constitue alors l'élément majeur (cf. infra point 3 sur la contractualisation).

❖ **Focus particulier sur les travaux techniques sur les MERRI** (Missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation)

En raison du poids particulier des MERRI (2,3 milliards sur un total en 2006 de 5,6 milliards) au sein de la dotation MIGAC, un point précis sur les travaux les concernant est présenté ci-dessous :

**Les travaux sur les MERRI**

La concertation avec les fédérations hospitalières est engagée depuis de nombreux mois et la mise en œuvre de la réforme est prévue en 2008 sous réserve de validation des modélisations en cours, après une dernière concertation à l'automne. L'objectif poursuivi, qui fait l'objet d'un accord unanime des professionnels et des fédérations, est de diminuer progressivement la part fixe des MERRI pour accroître la part variable à champ global constant.

Le modèle de financement des MERRI répondra aux grands principes suivants :

- Etre incitatif au développement d'une recherche de qualité
- Etre équitable, c'est-à-dire ajusté sur des éléments qui soient en rapport avec l'activité et la production
- Favoriser la valorisation et la diffusion de l'innovation
- Accompagner le développement de « pôles de recherche » au plan géographique, sur la durée.

#### *Le cadre général*

Le projet de modification d'allocation des MERRI consiste à passer de la situation actuelle où le principal volet des MERRI est constitué par un pourcentage du budget MCO à un modèle plus complet où plusieurs volets du financement (parts fixe et modulable) seraient basés sur des indicateurs de moyens ou de résultats (part dite modulable).

#### *Le champ d'application*

Sont statutairement inclus dans le champ des établissements éligibles à l'enveloppe MERRI du fait de leurs liens avec l'Université :

- les 29 CHU,
- les établissements qui ont une convention formalisée avec l'Université :
  - les 20 centres de lutte contre le cancer (CLCC)
  - l'Institut Catholique de Lille (St Philibert Lomme)
  - 13 centres hospitaliers
  - 12 établissements privés à but non lucratif
- Les centres hospitaliers régionaux (CHR) d'Orléans, Metz et de La Réunion (par association des 2 centres hospitaliers de l'île)

#### *Le socle fixe*

Le socle fixe a pour objet de garantir aux établissements un socle minimal de fonctionnement pour développer leurs missions de recherche, enseignement, référence et innovation. Il doit couvrir les surcoûts de temps médical hospitalier affectés aux missions de recherche et d'enseignement ainsi que le recours plus fréquent au plateau technique dans le cadre de la recherche biomédicale.

Il est basé sur :

- une proportion des charges de personnels médicaux ;
- une proportion des charges des services médico-techniques suivants : imagerie, biologie, explorations fonctionnelles, radiothérapie (hors charges de personnel médical déjà comptabilisées) ;
- une quote-part de charges générales pour tenir compte des charges d'infrastructure, notamment les charges spécifiques de fonctionnement de la délégation à la recherche clinique et à l'innovation .

Ce socle a vocation à couvrir les surcoûts liés aux missions concernées au titre :

- du temps médical hospitalier non affecté aux soins et affecté aux missions universitaires (hors temps des hospitalo-universitaires sur leur « temps » universitaire »)
- du recours aux éléments de plateau technique, au regard des arguments suivants :
  - plus forte « densité » des explorations techniques par patient,
  - recours au plateau technique plus fréquent et plus coûteux dans le cadre de la recherche biomédicale.

### *La part modulable*

La part modulable doit venir compléter le socle fixe pour couvrir les charges auxquelles font face les établissements, en rendant cette part de financement proportionnelle à la valeur d'un certain nombre d'indicateurs de production et d'effort de recherche et d'enseignement.

Trois indicateurs sont retenus :

a) Le nombre de publications référencées

b) Le nombre d'étudiants hospitaliers, principal indicateur pour rendre compte de l'activité d'enseignement.

c) Le nombre de brevets et de logiciels ayant fait l'objet de dépôt de propriété industrielle sur les 5 dernières années.

### *La part variable*

La part variable recouvre des crédits dédiés à certaines activités, qui sont soit labellisées comme les centres de référence pour maladies rares, soit mises en place contractuellement comme les centres d'investigation clinique, soit faisant directement l'objet d'appels à projets.

### *Le schéma de transition et l'accompagnement de la réforme*

Le nouveau modèle de financement des MERRI entraîne des écarts (dans les deux sens) entre les allocations actuelles et les allocations futures. Ces écarts ne sont pas absorbables en une année. Ceci conduit à proposer une période de transition pluri-annuelle selon les principes suivants :

- Gestion des effets revenus sur une période de 4 ans avec un taux progressif sur la période : 15% la première année, 35% la deuxième, 65% la troisième 100% la dernière année soit 2011.

Par ailleurs, les établissements perdants pourront compenser une partie de l'effet revenu négatif dans le cadre d'appels à projets (PHRC, STIC, contrats d'interface...) dont l'enveloppe devrait augmenter. Ces appels à projets pourraient être présentés au niveau des inter-régions pour renforcer les coopérations inter-CHU.

### **3. Les dotations MIGAC sont allouées par les ARH aux établissements sur une base contractuelle**

Comme indiqué dans le précédent rapport au Parlement, depuis 2006, l'évolution des dotations de financement des MIGAC des établissements relève de la responsabilité des ARH. Les dispositions de l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale précisent en effet que les engagements relatifs aux MIGAC sont mentionnés au CPOM ou à défaut dans un engagement contractuel ad hoc. En outre, le 3<sup>o</sup> de l'article D.6114-2 du Code de la santé publique relatif au contenu des CPOM (dans sa rédaction issue du décret n°2006-1332 du 02 novembre 2006) précise que ces derniers déterminent « les missions d'intérêt général et les activités de soins dispensées à des populations spécifiques mentionnées à l'article L.162-22-13 du code de la santé publique, assurées par l'établissement de santé, en précisant les conditions de leur exécution et les modalités de leur évaluation ». Les dotations de financement des MIGAC sont donc définies contractuellement par les ARH.

Comme il a été vu précédemment, la contractualisation sur les MIGAC est essentielle car elle permet aux établissements et aux ARH de négocier les financements alloués MIG par MIG. Ces négociations sont, pour les MIG pour lesquelles un modèle de financement (normalisation) existe, encadrées. Mais, pour les MIG non modélisables et plus encore pour l'aide à la contractualisation, la négociation entre l'établissement et sa tutelle est un élément essentiel : la qualité de l'instruction de ce dossier et de la contractualisation étant évidemment liée aux moyens humains dégagés sur le sujet et à la capacité pour l'ARH à disposer de marges de négociation. C'est ce qui justifie, entre autres, le développement à compter de 2006 d'enveloppes régionales d'aide à la contractualisation.

Afin d'aider les ARH dans cette phase de contractualisation qui s'est normalement achevée au 31 mars 2007 (mais une mise à jour annuelle du CPOM, en particulier des annexes financières, est prévue), il leur a été fourni fin 2006 un guide d'aide à la contractualisation sur les MIGAC qui a également été transmis aux établissements par l'intermédiaire de leurs fédérations. Ce guide est régulièrement mis à jour de manière à informer l'ensemble des acteurs de l'avancée des travaux sur les MIG.

**La contractualisation sur les MIGAC s'est déroulée en plusieurs phases :**

❖ **1<sup>ère</sup> étape : La phase de réflexion et de diagnostic des besoins : entre pragmatisme et volontarisme**

Comme indiqué dans le rapport 2005, dans le cadre de la montée en charge de la réforme du financement de l'hospitalisation, les dotations MIGAC ont été allouées à partir d'une situation à un instant donné correspondant aux établissements qui exerçaient à cette date des missions « finançables » par la dotation MIGAC. Ainsi qu'il a été rappelé supra, ces dotations n'étaient toutefois pas sanctuarisées et étaient naturellement appelées à évoluer en fonction des priorités définies au niveau des ARH, des données du SROS III et des besoins régionaux mission par mission.

Préalablement à l'attribution de crédits MIGAC, le diagnostic des besoins régionaux en structures financées par les MIGAC devait donc être établi. Il s'est basé sur la connaissance par l'ARH du contexte environnemental régional et notamment sur les données suivantes :

*Au titre de l'estimation des besoins régionaux:*

- indicateurs environnementaux (données démographiques, économiques et sociologiques des bassins de population couverts),
- offre de soins publique et privée et ses évolutions programmées dans le SROS III,
- indicateurs de démographie médicale (hôpital et soins de ville) et paramédicale, notamment pour les MIG où les compétences sont très spécialisées.

Selon les missions, d'autres indicateurs ont pu être ajoutés : nombre de décès pour les activités liées aux soins palliatifs, prévalence des maladies chroniques pour les activités d'éducation thérapeutique...

*Au titre de l'offre proposée par les établissements :*

- situation financière des établissements et capacité de ceux-ci à co-financer, le cas échéant, une MIG,
- implication de ces établissements dans les activités financées par les MIGAC (activités perçues comme une simple obligation représentant un poids budgétaire ou comme un plus pour l'image de l'établissement, redéploiement de moyens par l'établissement au bénéfice ou au détriment de la MIGAC),
- cohérence du projet médical avec les activités financées par la dotation MIGAC et la prise en compte de ces dernières par le projet,
- expertise particulière acquise par des équipes dans un domaine relevant d'une MIG.

Cette démarche de diagnostic pragmatique s'est accompagnée d'une réflexion sur les priorités régionales en matière de MIG. Dans le cadre de ces dernières et en mobilisant le cas échéant leur marge de manœuvre régionale, les ARH pouvaient ainsi choisir de renforcer le maillage régional d'une MIG, de confier une MIG à un autre établissement (et donc transférer les crédits correspondants). Cette possibilité était offerte sous réserve du respect des textes régissant la MIG en particulier de la « labellisation » au niveau national pour certaines d'entre elles.

Dans le cadre de cette phase de réflexion et de diagnostic, l'attention des ARH a été par ailleurs appelée sur la nécessité d'une action de communication vers les établissements de leur région. Ceux-ci devaient connaître la politique régionale en matière de MIGAC en amont de la négociation de ce volet du CPOM. Cette communication devait notamment porter sur les points suivants :

- utilisation ou non de la procédure d'appels d'offre ou d'appels à projets pour la localisation de certaines activités financées par la dotation MIGAC
- priorités régionales en matière de MIGAC (sur les trois volets MERRI, MIG et AC)
- politique d'intéressement aux résultats constatés
- niveau de la marge de manœuvre régionale destinée au volet AC des CPOM et priorités retenues quant à son utilisation.

## ❖ 2<sup>ème</sup> étape : la phase de négociation dans le cadre du CPOM

### *Les principes régissant la négociation*

Cette négociation a pris la forme d'un avenant « MIGAC » au CPOM conformément à la lettre DHOS n° 3362 du 15 septembre 2006 portant « éléments de méthode pour la négociation et la conclusion des CPOM ». Cet avenant se compose en principe pour chaque MIG d'un support de contractualisation qui, outre l'analyse de la demande, comporte une

annexe technique retraçant les engagements de l'établissement (activité, qualité...) ainsi qu'une annexe financière détaillant la dotation MIGAC, la participation de l'établissement et le cas échéant les autres financements.

Afin de permettre une certaine visibilité pour ces derniers, un engagement financier pluriannuel de la part de l'ARH était conseillé mais en rappelant clairement, d'une part, le suivi annuel de l'utilisation de ces financements, d'autre part, le fait que les évolutions annuelles des financements MIGAC peuvent être impactées par les variations de la dotation nationale MIGAC dans le cadre des LFSS et que seul l'arrêté annuel du DARH fixant le montant annuel de la dotation était opposable aux établissements.

Il a par ailleurs été rappelé aux ARH que conformément à l'article D.6114-5 (issu du décret du 2 novembre 2006) du code de la santé publique, chaque CPOM devait prévoir des engagements précis et mesurables de l'établissement en vue d'améliorer le service rendu au patient et de renforcer l'efficacité de sa gestion pour une meilleure utilisation de ses ressources et le développement d'outils de gestion. Le contrat pouvait par ailleurs prévoir des actions d'accompagnement et des mesures d'intéressement aux résultats constatés. Les volets qualité, conditions d'exécution et modalités d'évaluation devaient donc être précisés pour chacune des missions dans l'annexe technique.

Le caractère conditionné des financements MIGAC a ainsi constitué le fil conducteur de la négociation des ARH avec les établissements.

***Les ARH ont négocié sur les trois composantes de la dotation MIGAC : MERRI, autres MIG et AC.***

### ***La négociation sur les MERRI***

L'attention des ARH a été appelée sur les travaux en cours (cf. supra point 2) de redéfinition du mode d'allocation budgétaire au titre des MERRI. Dans cette perspective, l'avenant MIGAC des CPOM devait prévoir une clause de révision visant ces travaux.

Concernant le socle fixe des MERRI (calculé début 2005 en pourcentage du budget MCO), outre un rappel de la catégorie d'appartenance de l'établissement (trois catégories pour les CHU, cinq pour les CLCC), un renvoi au volet recherche du projet d'établissement devait être inséré. Les ARH pouvaient donc contractualiser sur les critères d'évaluation de la recherche et de l'enseignement (nombre de publications, d'unités de recherche sur le site, d'essais cliniques pour lesquels l'établissement est promoteur, nombre d'étudiants hospitaliers, nombre de brevets). Les ARH pouvaient également encourager dans le cadre du CPOM les coopérations entre les établissements de leur région concernés par les MERRI. Les engagements d'autres financeurs (établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) en particulier mais également collectivités territoriales, associations ou fondations) devaient enfin figurer dans le CPOM.

S'agissant des MERRI variables reconductibles listées à l'article D.162-6 1° a) à d) du code de la Santé publique, une négociation mission par mission était nécessaire afin de pouvoir en assurer le suivi pluriannuel. Pour aider les ARH, des fiches sur les principales MERRI concernées étaient fournies dans le guide.

S'agissant des MERRI variables non reconductibles (Programmes de soutien aux techniques innovantes et coûteuses - STIC ; contrats INSERM-CHU ; Programmes hospitaliers de recherche clinique - PHRC), le CPOM ne pouvait afficher aucun montant, ces derniers étant fixés annuellement après appels à projets. Le CPOM devait toutefois renvoyer aux cahiers des charges des PHRC, STIC... et prévoir un état des lieux annuel sur les dossiers présentés et finalement retenus pour un financement.

### ***La négociation sur les autres MIG***

La nécessité d'un suivi par établissement des dotations de chacune des MIG excluait une négociation globale sur un montant de crédits qui auraient été alloués forfaitairement au titre de l'ensemble des MIGAC prises en charge par l'établissement. La négociation s'est faite sur chacune des MIG pour lesquelles l'ARH avait validé la localisation géographique au sein de l'établissement.

Afin d'aider les ARH dans cette phase, il leur était fourni pour la plupart des MIG notamment les plus importantes (en poids budgétaire), des fiches par MIG (cf supra).

### ***La négociation sur la AC***

En raison même du caractère souple du contour des AC, la justification des moyens alloués à ce titre devait être la plus précise possible. L'attribution de AC n'a pu donc se faire sans engagements de la part de l'établissement, qu'ils soient quantitatifs (niveau d'activité, moyens mis en œuvre par l'établissement...) et/ou qualitatifs (amélioration du service rendu, qualité de la prise en charge...).

Dans ce but, l'attribution de crédits AC a été strictement subordonnée à la signature du CPOM qui permettait de garantir à la fois l'engagement de l'établissement, la nécessaire transparence dans l'attribution de moyens puisés sur la marge de manœuvre régionale et l'implication des administrateurs. Le CPOM offre de surcroît un support juridique fiable aux engagements contractuels signés entre l'ARH et l'établissement, notamment pour les cas de non respect par ce dernier des engagements pris, obligeant l'ARH à engager la procédure de sanctions (cf. décret n°2006-1332 du 2 novembre 2006).

### ***La question de l'intéressement sur les MIGAC dans le cadre du CPOM***

Cette question a été laissée à l'appréciation de chaque ARH en fonction de sa capacité à dégager sur sa marge de manœuvre régionale une enveloppe d'intéressement. Prévoir un volet intéressement dans l'annexe MIGAC du CPOM était toutefois encouragé car de nature, d'une part, à faciliter le suivi des enveloppes, d'autre part, à soutenir l'intérêt des établissements pour les MIGAC. Une règle du jeu préétablie et connue de partage des gains de productivité entre la MIG concernée par le gain et les autres activités financées par les MIGAC (voire les autres dépenses financées à l'activité) était également de nature à « fluidifier » la gestion pluriannuelle des engagements de l'ARH au titre des MIGAC.

### ❖ 3<sup>ème</sup> étape : la mise en œuvre et le suivi du volet MIGAC du CPOM

#### *La communication sur le volet MIGAC du CPOM*

L'extrême variété des missions qui peuvent être financées par cette dotation et la relative méconnaissance de ce champ de la réforme T2A par les acteurs justifient la nécessité de prévoir une action de communication à orientation à la fois externe et interne. Les travaux en cours sur certaines MIG ont en effet mis en évidence une méconnaissance, par les responsables des secteurs financés par la dotation MIGAC, des moyens attribués par les ARH aux établissements.

En externe, il s'est agi pour l'ARH d'assurer la transparence et de permettre la lisibilité par tous les acteurs régionaux des activités financées par la dotation MIGAC. Il s'agissait en particulier d'afficher les priorités régionales en la matière avant d'entamer la négociation des CPOM et d'annoncer, en particulier sur l'aide à la contractualisation, les montants en jeu.

En interne, il a été demandé aux ARH de prévoir avec chaque établissement les actions de communication (formation et information) sur le volet MIGAC du CPOM permettant de sensibiliser l'ensemble des communautés hospitalières sur les moyens alloués, sur leur répartition entre les MERRI, les autres MIG et la AC, sur les engagements quantitatifs et qualitatifs pris par chaque établissement. L'attention des ARH a été appelée sur la nécessaire transparence qu'elle devait exiger de la part des établissements sur le niveau de moyens alloués MIG par MIG, transparence à destination en particulier des responsables des secteurs concernés.

#### *Le suivi du volet MIGAC du CPOM*

En matière de MIGAC, un pilotage et un suivi annuel sont demandés aux ARH. En effet, les travaux en cours sur les composantes de la dotation MIGAC et le passage progressif vers les tarifs d'un certain nombre d'activités temporairement financées en MIGAC modifient chaque année le périmètre des MIGAC et impliquent des transferts d'enveloppes et des modifications du contrat.

Par ailleurs, les montants financiers alloués aux établissements sur ces missions étant conditionnés par le respect par ces derniers des objectifs négociés, il est important de procéder annuellement à une revue des engagements mission par mission afin de juger du respect de ces objectifs.

Les ARH doivent notamment vérifier le bon usage par les établissements des financements alloués au titre des MIGAC et notamment leur éventuelle utilisation pour assurer un complément de financement aux activités tarifées. Si la partie AC peut venir en complément des financements issus des tarifs, il convient de rappeler le caractère fléché des crédits MIGAC. Ce point est particulièrement à surveiller par les ARH pour les MIG pour lesquelles les moyens alloués sont, en théorie, calibrés pour permettre la prise en charge de la mission à l'exclusion de toute autre dépense financée par ailleurs (tarifs, forfaits, liste en sus).

Une telle utilisation signifierait soit que les moyens alloués ont été surdimensionnés, soit que l'établissement a procédé à des arbitrages internes au détriment de la MIG (ce qui implique dans ce cas pour l'ARH de vérifier que les objectifs quantitatifs et qualitatifs n'ont pas pâti de

ces arbitrages), soit que l'établissement a amélioré l'efficacité d'utilisation des moyens alloués pour cette MIG (ce qui laisse alors la possibilité dans le cadre du volet intéressement du CPOM d'engager une négociation sur l'utilisation par l'établissement des gains de productivité).

A l'issue de cette revue annuelle, les financements mission par mission sont mis en adéquation avec les résultats obtenus et donnent lieu à une mise à jour de l'annexe MIGAC du CPOM. Les annexes techniques et financières de l'avenant MIGAC doivent également être mises en adéquation avec l'arrêté annuel de fixation de la dotation MIGAC.

## **2ème partie : La progression des MIGAC en 2006-2007 est liée à la délégation de mesures nouvelles (relevant notamment de plans de santé publique) et à la poursuite du renforcement des enveloppes régionales de contractualisation**

### 1. Les données chiffrées 2006 et de mi-campagne 2007

#### *Une décélération du rythme de progression de l'objectif national*

La dotation nationale de financement des MIGAC a été fixée début 2006 à hauteur de 5,618 milliards d'euros soit une progression de 12.6% par rapport à 2005. Si ce taux reste important, il est inférieur au taux d'évolution de la dotation nationale MIGAC pour 2005 (15,4%). Ce taux d'évolution s'est même réduit en fin de campagne 2006 à 11,3% dans la mesure où la dotation nationale de financement des MIGAC a été ramenée à 5,552 milliards d'euros. (cf. tableau 1 en annexe)

Pour 2007, la dotation nationale MIGAC a été fixée à 5.999 milliards d'euros soit une progression de 9,7% par rapport à 2006 (cf. tableau 1A en annexe). En l'espace de deux années, la décélération du rythme de progression est notable.

Les tableaux 1 et 1A montrent par ailleurs une progression limitée du poids de la dotation MIGAC au sein de l'ONDAM puisque ce poids est passé de 8,2% en 2005 à 8,9% en fin de campagne 2006 et s'établit à mi-campagne 2007 à 9,3%.

#### *L'objectif national 2006 a été respecté et les mesures nouvelles ont été déléguées en début de campagne*

Les délégations de crédits MIGAC aux ARH se sont établies pour 2006 à 5,552 milliards d'euros (cf. tableau 2 en annexe) soit un montant inférieur à la dotation nationale 2006 initiale (5,618 milliards d'euros) et ont respecté l'objectif de délégation des mesures nouvelles (plans de santé publique notamment et enveloppe d'aide à la contractualisation) dès le début de campagne. Ainsi, 60% des mesures nouvelles ont été déléguées dans la première circulaire budgétaire du 24 février 2006. Ce taux atteignait 88% à mi-campagne 2006 (circulaire du 1<sup>er</sup> août 2006). En valeur absolue, les mesures nouvelles se sont établies à 740M€ Les crédits MIGAC délégués aux ARH ont progressé de 15,4% en 2006 (crédits délégués par rapport à la base de reconduction) et de 15,9% par rapport à 2005.

A mi-campagne 2007 (cf. tableau 2A en annexe), les délégations de crédits s'établissent à 5,796 milliards d'euros, en progression de 4,4% par rapport à fin 2006 pour une dotation nationale fixée à 5,999 milliards d'euros. Là encore, l'objectif poursuivi est une délégation des mesures nouvelles dès le début de campagne, offrant ainsi une plus grande visibilité aux ARH et aux établissements.

### *Les ARH ont globalement respecté les délégations régionales des crédits MIGAC*

Le tableau 3 en annexe montre un taux de réalisation de campagne 2006 par les ARH à hauteur de 99,92% : sur les 5,552 milliards d'euros délégués aux ARH dans le cadre des trois circulaires 2006, ces dernières ont délégué aux établissements un total de 5,548 milliards d'euros.

L'analyse détaillée des réalisations régionales figure dans la tableau 3A. Pour un taux de réalisation moyen à 99,92%, celui-ci varie de 95,98% en Languedoc-Roussillon à 106,5% en Alsace. Comme en 2005, des transferts entre les dotations DAC/DAF/MIGAC ont été effectués à l'initiative des ARH. Dans le cadre d'une mise en œuvre pragmatique de la réforme, une certaine souplesse a en effet été laissée aux ARH dans la gestion de leurs enveloppes. Des transferts entre enveloppes ont été acceptés sous réserve que le total des délégations d'enveloppes aux ARH soit strictement respecté par ces dernières.

### *Les dotations régionales MIGAC 2006 reflètent la poursuite de la politique nationale de rééquilibrage en faveur des DOM*

La comparaison entre les dotations finales 2006 et les bases 2006 (cf. tableau 2 en annexe) montre une évolution de +15,4% des dotations se répartissant entre +14,7 % pour la métropole et +36,4 % pour les DOM ce qui illustre l'effort de rééquilibrage au profit de ces derniers. Entre 2005 et 2006, le poids relatif des DOM est passé de 2,82% à 3,63% des dotations MIGAC soit une progression non négligeable. S'agissant des régions métropolitaines, les taux de variation de campagne 2006 varient de +11 % pour la Corse à +24,1 % pour la Franche-Comté soit une différence de 13 points (contre 20 points en 2005) illustrant les rééquilibrages dans la répartition des mesures nouvelles.

Les évolutions en pourcentage doivent toutefois être corrigées par une analyse des variations en valeur absolue (cf. tableau 2 en annexe). Il apparaît que le rapport entre le poids régional des établissements de santé dans l'offre nationale est globalement respecté, les plus grandes régions d'offre sanitaire et de potentiel de recherche ayant bénéficié des variations les plus importantes (Ile-de-France + 166 millions soit 22 % de la variation globale ; PACA +55 millions ; Rhône-Alpes + 67 millions ; Nord Pas de Calais + 49 millions ; Midi-Pyrénées +28 millions, ces 5 régions représentant 50 % de la variation globale).

Le poids relatif de chaque région au titre des MIGAC entre le début et la fin de campagne figure en annexe (tableau 4). Ces poids sont restés globalement stables. Le rééquilibrage au profit des DOM et de certaines régions métropolitaines historiquement sous-dotées se poursuit toutefois et a principalement été imputé sur l'Ile-de-France et Rhône-Alpes. Ces deux dernières régions représentent toutefois 34,9% en 2006 contre 35,1% en 2005 du total des dotations ce qui illustre l'élément déjà connu de la prééminence de leur potentiel de recherche et le rôle de recours exercé par leurs établissements.

### *Les établissements « privés » ont vocation à bénéficier de crédits MIGAC*

(NB : Il convient d'entendre par établissements « privés », les établissements privés antérieurement sous objectif quantifié national .)

Le tableau 5 en annexe retrace les délégations de crédits par les ARH aux établissements sous la rubrique MIGAC (hors crédits non reconductibles nationaux). Celles-ci s'élèvent à 5435,23

millions d'euros pour les établissements publics et participant au service public hospitalier et 37,24 millions d'euros (contre 18,68 millions en 2005) pour les établissements privés. Le poids des établissements privés dans les dotations régionales MIGAC s'établit à 0,7% en 2006 contre 0,4% en 2005 et varie pour la métropole de 0,2% à 2,2%. Ce faible poids (en progression toutefois par rapport à 2005) ne doit pas surprendre dans la mesure où le concept même de MIGAC (missions d'intérêt général en particulier) correspond majoritairement à des missions non prises en charge par les établissements privés. En valeur absolue, les montants par région alloués aux établissements privés sont globalement faibles, ce montant dépassant le million d'euros dans onze régions (contre six en 2005).

Les tableaux en annexe 7 des dotations par établissement montrent que les établissements ex-OQN bénéficient à la fois de crédits AC et de crédits MIG. La répartition moyenne entre AC et MIG pour les établissements ex-OQN est de 55%/45% avec des variations régionales importantes reflétant les différences de politiques régionales en matière d'aide à la contractualisation (cf. infra focus sur la AC).

*L'évolution des dotations régionales 2006 reflète les délégations de mesures nouvelles et le développement d'une politique d'enveloppes régionales de contractualisation.*

S'agissant des bases 2006, elles ont été re-calibrées afin de tenir compte de l'exécution 2005 et s'établissent à 4,812 millions d'euros. Comme l'ensemble des autres dotations régionales, les dotations MIGAC ont participé à l'effort global d'économies de 560 millions représentant l'écart entre le taux de progression de l'ONDAM et la progression prévisionnelle des dépenses de santé. Par ailleurs, un prélèvement a été opéré sur les bases des dotations régionales afin d'alimenter les enveloppes régionales d'aide à la contractualisation (cf. infra).

S'agissant des « mesures nouvelles » abondant la dotation 2006, les grandes rubriques sont les suivantes :

Mesures nouvelles figurant dans la circulaire du 24 février 2006(+442 millions €)

- Prélèvements DOM, participation au plan d'économies Assurance Maladie, forfait journalier : -63,8 millions €
- Enveloppes régionales contractualisation : 154,3 millions €
- Mesures salariales : 86,3 millions €
- Hôpital 2007 et aides à l'investissement : 70,2 millions €
- Plan périnatalité : 60,9 millions €
- Plan cancer : 18 millions €
- Plan urgences : 6,5 millions €
- Progrès médical (PHRC, STIC, contrats INSERM) : 38,4 millions € dont 15 millions € au titre du plan cancer
- Mesures ponctuelles : 36 millions €
- Autres mesures de santé publique et autres MIGAC : 28,2 millions €
- Effet prix : 7,3 millions €

Mesures nouvelles figurant dans la circulaire du 1<sup>er</sup> août 2006 (+207,2 millions €) :

- Hôpital 2007 (2<sup>ème</sup> tranche 2007) : 55 millions €
- PHRC et STIC : 50 millions €
- Mesures ponctuelles : 35,5 millions €
- Rattrapage Outre-mer : 20 millions €
- Plan cancer : 16,8 millions €
- Plan maladies rares : 11 millions €

- UCSA (santé des personnes détenues) : 6,1 millions €
- Médicaments sous ATU : 4,3 millions €
- Autres MIG : 8,5 millions €

Mesures nouvelles figurant dans la circulaire du 8 décembre 2006 (+89,6 millions €)

- Mesures en faveur des personnels : 15,9 millions €
- Mesures ponctuelles : 33,1 millions €
- Intervention des SDIS dans le cadre de l'activité des SAMU: 20,4 millions €
- Médicaments sous ATU : 10,7 millions €
- Divers : 9,5 millions €

Comme en 2005, l'évolution des dotations régionales MIGAC 2006 déléguées par la DHOS s'explique par trois grandes catégories de mesures nouvelles :

- le financement de mesures relevant de plans et programmes de santé publique (plan cancer, plan urgences, plan périnatalité, plan santé mentale, plan maladies rares, lutte contre la maladie d'Alzheimer, lutte contre la douleur, développement des soins palliatifs, prise en charge des personnes en état végétatif chronique, prise en charge de la santé des personnes détenues) :134 millions d'euros soit 18,1% du total des mesures nouvelles MIGAC 2006. Ce chiffre doit être comparé au montant total engagé en 2006 au titre de ces plans et programmes de santé publique (330 millions d'euros) et qui montre que leur mise en œuvre en 2006 a privilégié l'outil tarifaire.
- les mesures relatives aux personnels (102,2 millions d'euros soit 13,8% du total) qui constituent la quote-part dans la dotation MIGAC des mesures salariales générales et des protocoles
- la poursuite du plan Hôpital 2007 et des aides à l'investissement (125,2 millions d'euros soit 16,9% du total) qui relèvent du volet AC de la dotation MIGAC.

En sus de ces trois catégories, la campagne 2006 a introduit une nouvelle orientation par la volonté de développer les marges de manœuvre des ARH au travers de l'identification d'enveloppes régionales d'aide à la contractualisation imputées sur la partie AC des MIGAC (cf. avant-propos). Le développement de cette politique d'enveloppes régionales de contractualisation a ainsi représenté 20,8% du total des variations de campagne 2006.

#### *Focus sur les délégations régionales MIGAC à mi-campagne 2007*

Les bases s'établissent à 5,218 millions d'euros. Comme l'ensemble des autres dotations régionales, les dotations MIGAC ont participé à l'effort d'économies de la campagne tarifaire 2007 à hauteur de 25,7 millions d'euros.

S'agissant des mesures nouvelles déléguées à mi-campagne 2007, les grandes rubriques sont les suivantes :

Mesures nouvelles figurant dans la circulaire du 21 février 2007 (+485,5 millions €) :

- Participation au plan d'économies assurance maladie et forfait journalier : -32,7 millions €
- Mesures en faveur des personnels : 112,6 millions €
- Enveloppes régionales de contractualisation : 98,9 millions €
- Plan Hôpital 2007 : 44,5 millions €

- PHRC et STIC : 46 millions €
- Plan cancer : 34,5 millions €
- Plan addictologie et tabacologie : 23,9 millions €
- Plan urgences : 15,7 millions €
- Plan périnatalité : 12,9 millions €
- Plan solidarité grand âge : 10,8 millions €
- Plan douleur : 1,6 million €
- Programme de lutte contre la maladie d'Alzheimer : 8,1 millions €
- Santé des personnes détenues : 13,7 millions €
- Rattrapage Outre-mer : 11,2 millions €
- Médicaments sous ATU : 10,7 millions €
- Diverses mesures de santé publique et autres MIG : 8,3 millions €
- Mesures ponctuelles : 52,4 millions €
- Effet-prix : 12,1 millions €

Mesures nouvelles figurant dans la circulaire du 9 mai 2007 (+92,3 millions €) :

- PHRC et STIC : 55,1 millions €
- Plan maladies rares : 9,2 millions €
- Plan urgences (complément) : 3 millions €
- Médicaments sous ATU : 8,4 millions €
- Diverses mesures de santé publique et autres MIG : 8,1 millions €
- Mesures ponctuelles : 8,5 millions €

Comme en 2006, on retrouve les quatre mêmes grandes catégories expliquant les deux-tiers des évolutions : plans de santé publique (20,7% du total des mesures nouvelles à mi-campagne), mesures relatives au personnel (19,5% du total), enveloppes de contractualisation (17,1% du total) et plan Hôpital 2007 d'aide à l'investissement (7,7% du total).

*Les dotations déléguées par les ARH aux établissements pour chaque MIG et par grande catégorie de AC*

*NB : L'outil ARBUST-MIGAC permet le suivi, pour l'ensemble des établissements de santé, des ressources allouées par les ARH dans le cadre des missions d'intérêt général, mission par mission.*

Les grandes masses sont les suivantes (cf. série de tableaux 8) :

#### MERRI

- au titre des MERRI fixes : 1,606 milliard d'euros (cf. tableau 8)
- au titre de la recherche médicale et de l'innovation : 145,7 millions d'euros dont 43,5 millions d'euros pour les centres d'investigation cliniques (CIC) et 26,5 millions d'euros pour les programmes hospitaliers de recherche clinique (cf. tableau 8A)
- au titre des missions d'enseignement, d'expertise, de référence et de recours : 132,1 millions d'euros dont 71,9 millions d'euros pour les centres de référence pour la prise en charge des maladies rares (cf. tableau 8B)
- au titre des activités innovantes et expérimentales : 377,3 millions d'euros dont 238,5 millions d'euros au titre des actes hors nomenclature et 47,7 millions d'euros pour le financement de laboratoires d'oncogénétique (cf. tableau 8C)

## MIG

- au titre des missions de veille et de vigilance : 91,5 millions d'euros dont 35,6 millions d'euros au titre des centres de coordination des soins en cancérologie (cf. tableau 8D)
- au titre de la prise en charge par des équipes pluri-disciplinaires : 163,5 millions d'euros dont 90,9 millions d'euros pour les équipes mobiles de soins palliatifs et 28,6 millions d'euros pour les équipes mobiles de gériatrie (cf. tableau 8E)
- au titre des activités relatives aux produits d'origine humaine non couvertes par les tarifs : 28,3 millions d'euros dont 13,2 millions d'euros dans le cadre de la conservation des gamètes et des embryons (cf. tableau 8F)
- au titre de prises en charge spécifiques : 353,3 millions d'euros dont 28,6 millions d'euros dans le cadre de la permanence d'accès aux soins ; 18,6 millions d'euros pour les CDAG ; 66,6 millions d'euros au titre des missions de prévention et d'éducation pour la santé ; 43,2 millions d'euros au titre du dispositif d'annonce et de concertation pluri-disciplinaire dans le cadre de la lutte contre le cancer (cf. tableau 8G)
- au titre de l'aide médicale urgente : 759 millions d'euros dont pour 181,7 millions d'euros les SAMU et 577,1 millions d'euros pour les SMUR (cf. tableau 8H)
- au titre de la définition et de la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur hospitalier : 15,2 millions d'euros (cf. tableau 8 I)
- au titre des soins aux détenus : 155,2 millions d'euros dont 131,9 millions d'euros au titre des UCSA (unités de consultations et de soins ambulatoires) (cf. tableau 8J).

## 2. Focus sur l'aide à la contractualisation (AC):

Comme indiqué supra, la campagne 2006 a introduit une nouvelle orientation à l'aide à la contractualisation, par la volonté de développer les marges de manœuvre des ARH au travers d'enveloppes régionales d'aide à la contractualisation, identifiées dans la AC.

En 2006, cette enveloppe s'établissait à 143 millions d'euros. Elle a été complétée en 2007 par une enveloppe de 81 millions d'euros dont 9,9 millions d'euros notifiés en non reconductible soit un effort global sur deux ans de 224 millions d'euros (hors AP-HP) sur la dotation MIGAC. Ces enveloppes s'ajoutent aux crédits déjà en AC et donnent un potentiel d'1,5 milliards d'euros.

*L'enveloppe d'aide à la contractualisation est un élément indispensable d'accompagnement de la réforme de la tarification à l'activité.*

En raison du caractère nécessairement souple de la définition de l'aide à la contractualisation, les motifs d'utilisation de la AC sont très variables mais se regroupent au sein des six grandes catégories suivantes :

*NB : la typologie d'utilisation de la AC en 6 catégories a été mise en place pour la première fois en 2006. Des disparités entre ARH quant au contenu de chaque catégorie sont apparues rendant l'interprétation plus délicate. Toutefois, les ordres de grandeur suivants peuvent être indiqués.*

- L'investissement représente en moyenne 50,8% des crédits AC (soit 758 millions d'euros), avec des proportions allant de 11,1% à 76,2% selon les régions. La part consacrée à l'investissement n'est pas liée à l'importance en valeur absolue de

l'enveloppe AC ; par contre les régions ayant fortement bénéficié d'Hôpital 2007 (qui représente environ 50% des AC consacrées à l'investissement, le solde étant composé des plans régionaux d'investissement) ont été avantagées lors de la construction de l'enveloppe AC.

- Restructuration et soutien aux établissements déficitaires dans le cadre de contrats de retour à l'équilibre : 24,2% du total AC (soit 361 millions d'euros) avec des proportions régionales allant de 6% à 79,5%
- Développement d'activité : 8,7% du total AC (soit 130 millions d'euros) avec des proportions régionales allant de 0 à 27%. Par ordre décroissant, le soutien porte sur les activités suivantes : obstétrique/périnatalité ; médecine/chirurgie ; urgences
- Renforcement des moyens de l'offre existante : 7,0% du total AC (soit 104 millions d'euros) avec des proportions régionales allant de 0 à 26%
- Maintien d'une activité déficitaire dans le SROS : 2,2% du total AC (soit 33 millions d'euros) avec des proportions régionales allant de 0 à 46%
- Autres : 7,1% du total AC (soit 106 millions d'euros) avec des proportions régionales allant de 0 à 30%.

Les montants régionaux par grande catégorie de AC figurent en tableau 9 et le total des crédits d'aide à la contractualisation par établissement dans la série de tableaux 7.

*La montée en charge des crédits d'aide à la contractualisation en 2006 a été très importante.*

La répartition des délégations de crédits MIGAG entre missions d'intérêt général et aide à la contractualisation figure dans le tableau 6 en annexe et montre que l'aide à la contractualisation représente 32,8% du total des crédits MIGAC pour un total de près de 1,5 milliards d'euros.

Les mesures nouvelles allouées en 2006 représentent la moitié (756 millions d'euros) des crédits AC alloués et largement plus que l'enveloppe de mesures nouvelles dégagées au niveau national en 2006 (143 millions d'euros). Le poids des mesures nouvelles AC dans le total de l'aide à la contractualisation régionale figure dans le tableau 9A.

Les crédits alloués en mesures nouvelles en 2006 l'ont été majoritairement (à hauteur de 59,2% pour un total de 447 millions d'euros) à titre non reconductibles. Ils sont donc redevenus disponibles en 2007. A ces crédits est venue s'ajouter l'enveloppe 2007 de mesures nouvelles (81 millions d'euros hors AP-HP) que les ARH ont été incitées à mobiliser pour des actions à caractère non reconductible.

*Les régions ne disposent pas toutes de la même capacité de contractualisation en AC.*

**L'enveloppe d'aide à la contractualisation hors crédits Hôpital 2007 est variable** selon les régions. Les principales raisons de ces écarts sont les suivantes :

- Ils s'expliquent, d'une part, par les modalités de construction de la AC. L'enveloppe AC régionale résulte en effet de l'addition de trois composantes :
  - Constitution de la « base AC » en 2005 par cumul, d'une part, des engagements pris par les ARH dans le cadre des CPOM et déclarés comme non financés par les ARH (avec des différences notables d'une région à l'autre), d'autre part, des surcoûts de

- charges de structure (poids des amortissements des établissements au-delà de 5% de leur budget) ainsi que des crédits Hôpital 2007 ;
  - Crédits non reductibles régionaux comprenant principalement des crédits attribués par la DHOS à titre reductible mais délégués par les ARH à titre non reductible ;
  - Enveloppes régionales d'aide à la contractualisation déléguées à partir de 2006 et réparties pour la métropole au prorata des bases.
- Dans le cadre de la politique de rééquilibrage au profit des DOM, les crédits supplémentaires depuis 2005 ont été alloués en AC.

En sus de ces écarts régionaux, les ARH ont également développé depuis plusieurs années leurs propres politiques d'utilisation de l'aide à la contractualisation. Certaines régions privilégient les aides pérennes et disposent en conséquence de marges de manœuvre régionales plus faibles. D'autres, au contraire, privilégient l'attribution des crédits AC en non reductibles et recyclent chaque année ces moyens en mesures et aides ponctuelles, ce qui leur permet d'adapter les aides au respect par les établissements des engagements pris dans le cadre de la contractualisation, notamment des plans de retour à l'équilibre.

Il apparaît après plusieurs années que cette seconde option est la voie à privilégier car elle donne aux ARH la capacité de gérer seules les difficultés ponctuelles des établissements. La première circulaire tarifaire de 2007 invite d'ailleurs clairement les ARH, dans l'utilisation de leur enveloppe régionale d'aide à la contractualisation, à privilégier l'attribution des crédits non reductibles.

#### *Perspectives d'évolution de l'enveloppe d'aide à la contractualisation*

L'enveloppe d'aide à la contractualisation est un élément indispensable au fonctionnement du secteur sous T2A. A ce stade de la réforme, elle n'est d'ailleurs remise en cause par aucun acteur. Son renforcement est nécessaire. L'objectif n'est pas d'augmenter sans limite l'enveloppe AC dans la mesure où la réforme T2A, dans le cadre d'un dialogue entre tutelles et établissements, doit permettre à ces derniers de procéder aux adaptations nécessaires sur la structure de leur activité et de leurs dépenses. Toutefois, ces adaptations prennent du temps. La réforme T2A est en cours et dans ce contexte, la AC doit être considérée comme une aide temporaire qui, pour être efficace, doit atteindre un niveau minimal.

L'objectif de la AC est bien de responsabiliser les ARH sur l'efficacité des crédits alloués. Un bilan en cours de période de montée en charge de la AC et d'ici fin 2012, date prévisionnelle de l'achèvement de la période de transition, permettra d'envisager le devenir à plus long terme des enveloppes d'aide à la contractualisation et leur réduction.

#### **Conclusion :**

La dotation nationale de financement des MIGAC a montré sa justification dans le cadre de la réforme de la T2A, tant sur le volet MIG que sur le volet aide à la contractualisation. Elle est entrée dans une phase d'adaptation et de stabilisation avec pour principes directeurs, la transparence et l'efficacité dans l'utilisation des dotations. Son rythme de progression s'est infléchi et les travaux techniques engagés ont commencé à produire leurs effets. Ces travaux se poursuivront avec une volonté constante d'améliorer en concertation avec les

professionnels le fonctionnement des structures financées par la dotation MIGAC et de sortir d'un financement MIG ce qui peut être financé à l'activité. Ils sont toutefois de longue haleine et les prochains rapports seront l'occasion d'un point systématique sur l'état d'avancement de ce pan de la réforme.

## TABLEAUX

**Tableau 1 (source DHOS)**

**Evolution des dotations nationales en 2006**

*Les données sont en millions d'euros*

	base 2006	objectif 2006 initial	taux 2006 initial	Objectif 2006 final	taux 2006 final	Rappel taux d'évolution 2005
ODMCO	39 360,26	40 161,29	2,0%	40 227,07	2,2%	4,0%
MIGAC	4 990,43	5 618,56	12,6%	5 552,78	11,3%	15,4%
<i>Total ODMCO-MIGAC</i>	<i>44 350,68</i>	<i>45 779,84</i>	<i>3,2%</i>	<i>45 779,84</i>	<i>3,2%</i>	<i>5,1%</i>
Poids relatif de la dotation MIGAC dans total ODMCO/MIGAC	11,3%	12,3%		12,1%		
ODAM	14 342	14 902,25	3,9%	14902,25	3,9%	3,0%
OQN	1 736	1 816,01	4,6%	1816,01	4,6%	13,3%
<i>Total</i>	<i>60 428</i>	<i>62498,10</i>	<i>3,4%</i>	<i>62 498,10</i>	<i>3,4%</i>	<i>4,8%</i>
Poids relatif de la dotation MIGAC dans total	8,3%	9,0%		8,9%		8,2%

**Tableau 1A (source DHOS)**

**Evolution des dotations nationales en 2007 (mi-campagne)**

*Les données sont en millions d'euros*

	base 2007	objectif 2007	taux 2007
ODMCO	40 244,85	41 383,61	2,8%
MIGAC	5 470,67	5 999,81	9,7%
<i>Total ODMCO-MIGAC</i>	<i>45 715,52</i>	<i>47 383,42</i>	<i>3,6%</i>
Poids relatif de la dotation MIGAC dans total ODMCO/MIGAC	12,0%	12,7%	
ODAM	14812,50	15 188,10	2,5%
OQN	1817,80	1 911,71	5,2%
<i>Total</i>	<i>62345,82</i>	<i>64483,23</i>	<i>3,4%</i>
Poids relatif de la dotation MIGAC dans total	8,8%	9,3%	

## EVOLUTION CAMPAGNE 2006/ 2005 DES DOTATIONS MIGAC DELEGUEES AUX ARH

Tableau 2 (source DHOS F2)

les montants sont en milliers d'euros

Régions	Dotations finales MIGAC 2005	Base MIGAC 2006	Mesures nouvelles circulaire 24/02/2006	Dotation régionales MIGAC après 1ère circulaire	Mesures nouvelles circulaire 01/08/2006	Dotations régionales MIGAC 2006 après 2ème circulaire	Mesures nouvelles circulaire 08/12/2006	Dotations régionales MIGAC après 3ème circulaire	Variation 2005/2006 (en %)	Variation 2005/2006 (en valeur absolue)	Variation campagne 2006 / base 2006 (en %)	Variation campagne 2006 / base 2006 (valeur absolue)
Alsace	146 578,40	147 131,07	12 667,34	159 798,40	4 210,27	164 008,67	2 120,55	166 129,23	13,3%	19 550,83	12,9%	18 998,16
Aquitaine	207 343,65	203 783,12	17 651,91	221 435,04	8 472,12	229 907,16	1 635,92	231 543,08	11,7%	24 199,43	13,6%	27 759,95
Auvergne	95 548,77	98 285,10	8 619,40	106 904,50	4 054,03	110 958,53	2 190,94	113 149,47	18,4%	17 600,70	15,1%	14 864,38
Bourgogne	101 098,27	104 436,37	10 255,96	114 692,32	2 358,54	117 050,86	2 388,83	119 439,69	18,1%	18 341,42	14,4%	15 003,32
Bretagne	179 888,11	177 875,17	17 159,32	195 034,49	6 866,47	201 900,96	2 230,40	204 131,36	13,5%	24 243,25	14,8%	26 256,19
Centre	140 779,65	146 100,43	17 885,38	163 985,81	2 990,56	166 976,36	5 080,06	172 056,43	22,2%	31 276,78	17,8%	25 956,00
Champagne-Ardenne	111 730,83	103 331,04	12 956,95	116 287,99	2 319,93	118 607,91	1 251,92	119 859,83	7,3%	8 129,00	16,0%	16 528,79
Corse	15 348,32	15 246,46	1 178,68	16 425,14	293,62	16 718,76	211,50	16 930,26	10,3%	1 581,94	11,0%	1 683,80
Franche-Comté	81 662,75	82 746,44	10 779,37	93 525,82	2 057,46	95 583,28	7 134,93	102 718,20	25,8%	21 055,45	24,1%	19 971,76
Ile-de-France	1 201 225,00	1 217 155,40	104 078,05	1 321 233,45	44 636,82	1 365 870,27	18 177,35	1 384 047,62	15,2%	182 822,62	13,7%	166 892,22
Languedoc-Roussillon	162 812,14	163 572,17	13 015,58	176 587,75	6 528,53	183 116,28	3 310,85	186 427,13	14,5%	23 614,99	14,0%	22 854,96
Limousin	67 649,64	67 140,36	5 211,04	72 351,40	2 887,67	75 239,07	6 855,18	82 094,25	21,4%	14 444,61	22,3%	14 953,89
Lorraine	171 995,71	176 973,89	15 757,93	192 731,83	2 846,14	195 577,97	4 435,68	200 013,66	16,3%	28 017,95	13,0%	23 039,76
Midi-Pyrénées	211 454,17	209 161,12	19 140,07	228 301,19	6 750,78	235 051,97	2 299,31	237 351,29	12,2%	25 897,12	13,5%	28 190,17
Nord-Pas-de-Calais	253 860,83	251 070,17	31 133,86	282 204,03	16 524,69	298 728,72	1 749,18	300 477,90	18,4%	46 617,07	19,7%	49 407,73
Basse-Normandie	106 129,73	110 345,18	8 955,79	119 300,97	3 423,96	122 724,93	686,87	123 411,80	16,3%	17 282,07	11,8%	13 066,63
Haute-Normandie	136 830,22	138 750,62	11 274,31	150 024,94	4 149,26	154 174,20	1 496,70	155 670,90	13,8%	18 840,68	12,2%	16 920,27
Pays-de-la-Loire	173 595,93	175 829,80	18 029,08	193 858,87	6 177,87	200 036,75	1 563,69	201 600,44	16,1%	28 004,51	14,7%	25 770,64
Picardie	115 542,77	118 992,78	10 526,86	129 519,64	2 402,67	131 922,31	9 803,52	141 725,83	22,7%	26 183,06	19,1%	22 733,05
Poitou-Charentes	97 384,84	97 882,48	9 952,25	107 834,73	1 963,41	109 798,15	794,06	110 592,21	13,6%	13 207,37	13,0%	12 709,72
Provence-Alpes-Côte d'Azur	373 617,90	369 114,07	37 696,01	406 810,08	13 529,59	420 339,67	4 223,53	424 563,20	13,6%	50 945,30	15,0%	55 449,13
Rhône-Alpes	482 108,47	489 592,21	38 632,35	528 224,57	22 905,80	551 130,36	5 972,67	557 103,04	15,6%	74 994,56	13,8%	67 510,82
<b>France métropolitaine</b>	<b>4 634 186,10</b>	<b>4 664 515,45</b>	<b>432 557,49</b>	<b>5 097 072,94</b>	<b>168 350,20</b>	<b>5 265 423,14</b>	<b>85 613,65</b>	<b>5 351 036,79</b>	<b>15,5%</b>	<b>716 850,69</b>	<b>14,7%</b>	<b>686 521,34</b>
Guadeloupe	49 502,69	49 913,90	2 654,00	52 567,89	4 943,31	57 511,20	228,54	57 739,74	16,6%	8 237,05	15,7%	7 825,84
Guyane	103,70	103,70	0,61	104,31	0,00	104,31	0,00	104,31	0,6%	0,61	0,6%	0,61
Martinique	49 456,70	39 470,94	2 945,92	42 416,86	13 928,43	56 345,29	4 325,20	60 670,49	22,7%	11 213,79	53,7%	21 199,55
Réunion	58 958,15	58 465,60	4 410,06	62 875,66	20 061,20	82 936,86	290,87	83 227,73	41,2%	24 269,58	42,4%	24 762,13
<b>DOM</b>	<b>158 021,24</b>	<b>147 954,14</b>	<b>10 010,58</b>	<b>157 964,72</b>	<b>38 932,94</b>	<b>196 897,66</b>	<b>4 844,61</b>	<b>201 742,27</b>	<b>27,7%</b>	<b>43 721,02</b>	<b>36,4%</b>	<b>53 788,13</b>
<b>France entière</b>	<b>4 792 207,35</b>	<b>4 812 469,59</b>	<b>442 568,07</b>	<b>5 255 037,66</b>	<b>207 283,14</b>	<b>5 462 320,80</b>	<b>90 458,26</b>	<b>5 552 779,06</b>	<b>15,9%</b>	<b>760 571,71</b>	<b>15,4%</b>	<b>740 309,47</b>

**EVOLUTION MI-CAMPAGNE 2007/CAMPAGNE 2006 DES DOTATIONS MIGAC DELEGUEES AUX ARH**

Tableau 2A (source DHOS F2)

les montants sont en milliers d'euros

Régions	Dotations finales MIGAC 2006	Base MIGAC 2007	Mesures nouvelles circulaire 21/02/2007	Dotation régionales MIGAC 2007 après 1ère circulaire	Mesures nouvelles circulaire 09/05/2007	Dotations régionales MIGAC 2007 après 2ème circulaire	Variation 2007/2006 (en %)	Variation 2007/2006 (en valeur absolue)	Variation mi- campagne 2007 / base 2007 (en %)	Variation mi- campagne 2007 / base 2007 (valeur absolue)
Alsace	166 129,23	165 645,52	11 122,20	176 767,72	1 739,39	178 507,11	7,5%	12 377,88	7,8%	12 861,59
Aquitaine	231 543,08	216 659,16	20 368,53	237 027,69	3 662,87	240 690,56	4,0%	9 147,48	11,1%	24 031,40
Auvergne	113 149,47	105 439,32	11 123,39	116 562,71	1 651,48	118 214,19	4,5%	5 064,72	12,1%	12 774,87
Bourgogne	119 439,69	112 512,76	9 184,92	121 697,68	945,67	122 643,35	2,7%	3 203,66	9,0%	10 130,59
Bretagne	204 131,36	190 726,41	23 078,80	213 805,21	3 051,06	216 856,27	6,2%	12 724,91	13,7%	26 129,86
Centre	172 056,43	161 124,53	24 035,29	185 159,82	2 780,21	187 940,03	9,2%	15 883,60	16,6%	26 815,50
Champagne-Ardenne	119 859,83	115 932,26	13 110,67	129 042,93	1 383,99	130 426,92	8,8%	10 567,09	12,5%	14 494,66
Corse	16 930,26	16 811,31	1 421,60	18 232,91	36,69	18 269,60	7,9%	1 339,34	8,7%	1 458,29
Franche-Comté	102 718,20	89 635,83	6 019,84	95 655,67	965,63	96 621,30	-5,9%	-6 096,90	7,8%	6 985,47
Ile-de-France	474 806,59	461 041,34	43 509,19	504 550,53	3 463,40	508 013,93	7,0%	33 207,35	10,2%	46 972,59
AP-HP	909 241,03	841 221,19	70 746,55	911 967,75	25 878,09	937 845,84	3,1%	28 604,81	11,5%	96 624,64
Languedoc-Roussillon	186 427,13	166 855,38	15 645,25	182 500,63	3 132,91	185 633,54	-0,4%	-793,59	11,3%	18 778,16
Limousin	82 094,25	77 013,68	4 905,71	81 919,39	709,07	82 628,46	0,7%	534,21	7,3%	5 614,78
Lorraine	200 013,66	190 001,19	16 047,49	206 048,68	2 252,79	208 301,47	4,1%	8 287,81	9,6%	18 300,28
Midi-Pyrénées	237 351,29	225 884,41	22 882,74	248 767,15	3 455,05	252 222,20	6,3%	14 870,91	11,7%	26 337,79
Nord-Pas-de-Calais	300 477,90	288 827,38	26 109,31	314 936,69	6 498,29	321 434,98	7,0%	20 957,08	11,3%	32 607,60
Basse-Normandie	123 411,80	121 973,96	8 934,26	130 908,22	1 744,07	132 652,29	7,5%	9 240,49	8,8%	10 678,33
Haute-Normandie	155 670,90	150 770,78	10 520,55	161 291,33	2 090,66	163 381,99	5,0%	7 711,09	8,4%	12 611,21
Pays-de-la-Loire	201 600,44	185 007,49	20 127,68	205 135,17	4 253,90	209 389,07	3,9%	7 788,63	13,2%	24 381,58
Picardie	141 725,83	138 290,02	9 846,57	148 136,59	844,34	148 980,93	5,1%	7 255,10	7,7%	10 690,91
Poitou-Charentes	110 592,21	104 952,61	9 984,18	114 936,79	1 230,98	116 167,77	5,0%	5 575,56	10,7%	11 215,16
Provence-Alpes-Côte d'Azur	424 563,20	390 157,58	31 887,85	422 045,43	8 765,58	430 811,01	1,5%	6 247,81	10,4%	40 653,43
Rhône-Alpes	557 103,04	520 329,93	43 201,71	563 531,64	10 196,07	573 727,71	3,0%	16 624,68	10,3%	53 397,78
<b>France métropolitaine</b>	<b>5 351 036,79</b>	<b>5 036 814,04</b>	<b>453 814,28</b>	<b>5 490 628,33</b>	<b>90 732,20</b>	<b>5 581 360,52</b>	<b>4,3%</b>	<b>230 323,73</b>	<b>10,8%</b>	<b>544 546,48</b>
Guadeloupe	57 739,74	57 317,70	4 354,78	61 672,48	529,77	62 202,25	7,7%	4 462,51	8,5%	4 884,55
Guyane	104,31	104,31	14,71	119,02	9,60	128,62	23,3%	24,31	23,3%	24,31
Martinique	60 670,49	48 158,71	15 768,32	63 927,03	437,79	64 364,82	6,1%	3 694,33	33,7%	16 206,11
Réunion	83 227,73	75 978,54	11 559,57	87 538,11	592,02	88 130,13	5,9%	4 902,40	16,0%	12 151,59
<b>DOM</b>	<b>201 742,27</b>	<b>181 559,26</b>	<b>31 697,38</b>	<b>213 256,64</b>	<b>1 569,18</b>	<b>214 825,82</b>	<b>6,5%</b>	<b>13 083,55</b>	<b>18,3%</b>	<b>33 266,56</b>
<b>France entière</b>	<b>5 552 779,06</b>	<b>5 218 373,30</b>	<b>485 511,66</b>	<b>5 703 884,97</b>	<b>92 301,38</b>	<b>5 796 186,34</b>	<b>4,4%</b>	<b>243 407,28</b>	<b>11,1%</b>	<b>577 813,04</b>

**Analyse du respect par les ARH de la dotation MIGAC 2006**  
**Tableau 3 (source DHOS/F)**

Les données sont en milliers d'euros

	Objectifs 2006 initiaux	Objectifs 2006 finaux	Délégations aux ARH	Réalisations 2006	Taux réalisation/ objectifs initiaux en %	Ecart réalisations/o bjectifs initiaux en valeur absolue	taux réalisation/ délégations en %	Ecart réalisations/d élégations aux ARH en valeur absolue
<b>MIGAC total</b>	5618,56	5552,78	5552,78	5548,57	98,75%	-69,99	99,92%	-4,21

**Réalisations régionales 2006**  
**Tableau 3A (source DHOS/F)**

Les données sont en milliers d'euros

Régions	Dotations finales délégées aux ARH en 2006	Total délégations régionales aux établissements en crédits MIGAC	Ecart en valeur absolue délégations régionales aux établissements/ délégations nationales aux ARH	Ecart en % délégations régionales aux établissements/ délégations nationales aux ARH	Explication écart	
					Transfert DAC/MIGAG	Transfert DAF/MIGAC
Alsace	166 129,23	176 926,74	10 797,51	106,50%	-5 947,77	-4 849,74
Aquitaine	231 543,08	226 377,89	-5 165,19	97,77%	2 025,79	3 139,40
Auvergne	113 149,47	111 393,99	-1 755,48	98,45%	1 646,10	109,38
Bourgogne	119 439,69	117 850,56	-1 589,13	98,67%	1 459,77	129,36
Bretagne	204 131,36	201 485,57	-2 645,79	98,70%	4 885,24	-2 239,45
Centre	172 056,43	170 553,58	-1 502,85	99,13%	-43,11	1 545,96
Champagne-Ardenne	119 859,83	119 994,83	135,00	100,11%	405,51	-540,51
Corse	16 930,26	16 960,26	30,00	100,18%	0,00	-30,00
Franche-Comté	102 718,20	99 683,70	-3 034,50	97,05%	2 440,65	593,85
Ile-de-France	474 806,59	475 187,35	380,76	100,08%	-919,19	538,43
AP-HP	909 241,04	909 241,04	0,00	100,00%	0,00	0,00
Languedoc-Roussillon	186 427,13	178 939,91	-7 487,22	95,98%	4 664,14	2 823,08
Limousin	82 094,25	79 759,93	-2 334,32	97,16%	1 146,62	1 187,69
Lorraine	200 013,66	202 745,30	2 731,64	101,37%	507,47	-3 239,11
Midi-Pyrénées	237 351,29	237 856,87	505,58	100,21%	509,68	-1 015,26
Nord-Pas-de-Calais	300 477,90	303 127,80	2 649,90	100,88%	-2 433,95	-215,95
Basse-Normandie	123 411,80	125 532,29	2 120,49	101,72%	-2 221,69	101,20
Haute-Normandie	155 670,90	159 628,60	3 957,70	102,54%	-1 659,20	-2 298,50
Pays-de-la-Loire	201 600,44	205 178,10	3 577,66	101,77%	782,03	-4 359,69
Picardie	141 725,83	143 924,83	2 199,00	101,55%	-999,64	-1 199,36
Poitou-Charentes	110 592,21	109 520,37	-1 071,84	99,03%	1 503,03	-431,19
Provence-Alpes-Côte d'Azur	424 563,20	411 379,60	-13 183,60	96,89%	13 256,99	-73,39
Rhône-Alpes	557 103,04	558 693,32	1 590,28	100,29%	-2 908,58	1 318,30
<b>France métropolitaine</b>	<b>5 351 036,80</b>	<b>5 341 942,44</b>	<b>-9 094,36</b>	<b>99,83%</b>	<b>18 099,87</b>	<b>-9 005,51</b>
Guadeloupe	57 739,74	58 705,79	966,05	101,67%	-311,63	-654,42
Guyane	104,31	2 643,35	2 539,04	2534,11%	0,00	-2 539,04
Martinique	60 670,49	61 811,01	1 140,52	101,88%	109,01	-1 249,53
Réunion	83 227,73	83 461,18	233,45	100,28%	610,73	-844,18
<b>DOM</b>	<b>201 742,27</b>	<b>206 621,33</b>	<b>4 879,06</b>	<b>102,42%</b>	<b>408,11</b>	<b>-5 287,17</b>
<b>France entière</b>	<b>5 552 779,07</b>	<b>5 548 563,78</b>	<b>-4 215,29</b>	<b>99,92%</b>	<b>18 507,98</b>	<b>-14 292,69</b>

## EVOLUTION DU POIDS RELATIF DES DOTATIONS REGIONALES MIGAC EN 2006

Tableau 4 (source DHOS/F2)  
les montants sont en milliers d'euros

Régions	Base circulaire du 24/02/2006	Poids relatif en début de campagne 2006	Dotations fin de campagne 2006	Poids relatif en fin de campagne 2006	Evolution entre début et fin de campagne (en points)	Rappel poids relatif en début de campagne 2005	Rappel poids relatif en fin de campagne 2005
Alsace	147 131,07	3,06%	166 129,23	2,99%	-0,07	3,16%	3,06%
Aquitaine	203 783,12	4,23%	231 543,08	4,17%	-0,06	4,37%	4,33%
Auvergne	98 285,10	2,04%	113 149,47	2,04%	0,00	1,99%	1,99%
Bourgogne	104 436,37	2,17%	119 439,69	2,15%	-0,02	1,84%	2,11%
Bretagne	177 875,17	3,70%	204 131,36	3,68%	-0,02	3,80%	3,75%
Centre	146 100,43	3,04%	172 056,43	3,10%	0,06	3,01%	2,94%
Champagne-Ardenne	103 331,04	2,15%	119 859,83	2,16%	0,01	2,21%	2,33%
Corse	15 246,46	0,32%	16 930,26	0,30%	-0,01	0,28%	0,32%
Franche-Comté	82 746,44	1,72%	102 718,20	1,85%	0,13	1,62%	1,70%
Ile-de-France	1 217 155,40	25,29%	1 384 047,62	24,93%	-0,37	25,90%	25,07%
Languedoc-Roussillon	163 572,17	3,40%	186 427,13	3,36%	-0,04	3,41%	3,40%
Limousin	67 140,36	1,40%	82 094,25	1,48%	0,08	1,30%	1,41%
Lorraine	176 973,89	3,68%	200 013,66	3,60%	-0,08	3,74%	3,59%
Midi-Pyrénées	209 161,12	4,35%	237 351,29	4,27%	-0,07	4,29%	4,41%
Nord-Pas-de-Calais	251 070,17	5,22%	300 477,90	5,41%	0,19	4,95%	5,30%
Basse-Normandie	110 345,18	2,29%	123 411,80	2,22%	-0,07	2,27%	2,21%
Haute-Normandie	138 750,62	2,88%	155 670,90	2,80%	-0,08	2,90%	2,86%
Pays-de-la-Loire	175 829,80	3,65%	201 600,44	3,63%	-0,02	3,70%	3,62%
Picardie	118 992,78	2,47%	141 725,83	2,55%	0,08	2,42%	2,41%
Poitou-Charentes	97 882,48	2,03%	110 592,21	1,99%	-0,04	2,08%	2,03%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	369 114,07	7,67%	424 563,20	7,65%	-0,02	7,64%	7,80%
Rhône-Alpes	489 592,21	10,17%	557 103,04	10,03%	-0,14	10,29%	10,06%
<b>France métropolitaine</b>	<b>4 664 515,45</b>	<b>96,93%</b>	<b>5 351 036,79</b>	<b>96,37%</b>	<b>-0,56</b>	<b>97,18%</b>	<b>96,70%</b>
Guadeloupe	49 913,90	1,04%	57 739,74	1,04%	0,00	0,90%	1,03%
Guyane	103,70	0,00%	104,31	0,00%	0,00	0,00%	0,00%
Martinique	39 470,94	0,82%	60 670,49	1,09%	0,27	0,83%	1,03%
Réunion	58 465,60	1,21%	83 227,73	1,50%	0,28	1,09%	1,23%
<b>DOM</b>	<b>147 954,14</b>	<b>3,07%</b>	<b>201 742,27</b>	<b>3,63%</b>	<b>0,56</b>	<b>2,82%</b>	<b>3,30%</b>
<b>France entière</b>	<b>4 812 469,59</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 552 779,06</b>	<b>100,00%</b>	<b>0,00</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

## REPARTITION DES MIGAC ENTRE ETABLISSEMENTS EX-DG ET EX-OQN EN 2006

Tableau 5 (source DHOS/ARBUST MIGAC)

*Les montants sont en milliers d'euros*

Régions	MIGAG ex-DG	MIGAC ex-OQN	Total MIGAC	Poids relatif des ex-OQN en 2006	Rappel poids relatif des ex-OQN en 2005
Alsace	165 661,48	467,76	166 129,24	0,3%	0,2%
Aquitaine	220 228,73	2 536,11	222 764,84	1,1%	1,2%
Auvergne	110 009,81	659,88	110 669,69	0,6%	0,2%
Bourgogne	116 307,40	491,32	116 798,72	0,4%	0,2%
Bretagne	201 533,36	1 285,15	202 818,51	0,6%	0,3%
Centre	168 861,67	1 598,06	170 459,73	0,9%	0,5%
Champagne-Ardenne	120 857,38	518,96	121 376,34	0,4%	0,1%
Corse	16 551,68	378,58	16 930,26	2,2%	2,6%
Franche-Comté	98 808,11	443,24	99 251,35	0,4%	0,2%
Ile-de-France	469 731,96	4 941,77	474 673,73	1,0%	0,1%
AP-HP	909 241,03	0,00	909 241,03	0,0%	0,0%
Languedoc-Roussillon	171 348,91	3 166,28	174 515,19	1,8%	1,3%
Limousin	79 239,08	822,95	80 062,03	1,0%	0,1%
Lorraine	199 744,82	381,82	200 126,64	0,2%	0,1%
Midi-Pyrénées	232 373,05	3 075,25	235 448,30	1,3%	0,7%
Nord-Pas-de-Calais	297 645,89	2 832,00	300 477,89	0,9%	1,3%
Basse-Normandie	122 927,62	496,57	123 424,19	0,4%	0,1%
Haute-Normandie	149 346,94	901,73	150 248,67	0,6%	0,1%
Pays-de-la-Loire	193 288,55	2 347,45	195 636,00	1,2%	0,5%
Picardie	141 011,11	714,72	141 725,83	0,5%	0,2%
Poitou-Charentes	107 647,39	1 469,35	109 116,74	1,3%	0,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	405 654,39	2 609,09	408 263,48	0,6%	0,2%
Rhône-Alpes	537 826,66	3 096,06	540 922,72	0,6%	0,3%
<b>France métropolitaine</b>	<b>5 235 847,02</b>	<b>35 234,10</b>	<b>5 271 081,12</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,4%</b>
Guadeloupe	57 449,17	0,00	57 449,17	0,0%	0,0%
Martinique	60 707,05	0,00	60 707,05	0,0%	0,8%
Réunion	81 225,98	2 001,75	83 227,73	2,4%	1,2%
<b>DOM</b>	<b>199 382,20</b>	<b>2 001,75</b>	<b>201 383,95</b>	<b>1,0%</b>	<b>0,7%</b>
<b>France entière</b>	<b>5 435 229,22</b>	<b>37 235,85</b>	<b>5 472 465,07</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,4%</b>

## DELEGATIONS REGIONALES DES MIGAC en 2006 ENTRE MIG ET AC

Tableau 6 (source DHOS/ARBUST retraité)

Les montants sont en milliers d'euros

Régions	Total MIG	Total AC	Total MIGAC	Poids relatif des AC
Alsace	112 685,07	53 444,17	166 129,24	32,2%
Aquitaine	165 444,23	57 320,61	222 764,84	25,7%
Auvergne	79 909,99	30 759,70	110 669,69	27,8%
Bourgogne	78 837,93	37 960,79	116 798,72	32,5%
Bretagne	151 117,66	51 700,85	202 818,51	25,5%
Centre	113 963,43	56 496,30	170 459,73	33,1%
Champagne-Ardenne	75 288,63	46 087,71	121 376,34	38,0%
Corse	13 058,58	3 871,68	16 930,26	22,9%
Franche-Comté	60 352,16	38 899,19	99 251,35	39,2%
Ile-de-France hors AP-HP	240 109,86	234 563,87	474 673,73	49,4%
Languedoc-Roussillon	152 452,06	22 063,13	174 515,19	12,6%
Limousin	51 052,59	29 009,44	80 062,03	36,2%
Lorraine	133 188,57	66 938,07	200 126,64	33,4%
Midi-Pyrénées	185 865,68	49 582,62	235 448,30	21,1%
Nord-Pas-de-Calais	202 704,06	97 773,83	300 477,89	32,5%
Basse-Normandie	90 066,72	33 357,47	123 424,19	27,0%
Haute-Normandie	86 485,77	63 762,90	150 248,67	42,4%
Pays-de-la-Loire	142 654,20	52 981,80	195 636,00	27,1%
Picardie	84 332,48	57 393,35	141 725,83	40,5%
Poitou-Charentes	77 812,72	31 304,02	109 116,74	28,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	310 516,30	97 747,18	408 263,48	23,9%
Rhône-Alpes	362 913,73	178 008,99	540 922,72	32,9%
<b>France métropolitaine</b>	<b>2 970 812,42</b>	<b>1 391 027,67</b>	<b>4 361 840,09</b>	<b>31,9%</b>
Guadeloupe	26 790,78	30 658,39	57 449,17	53,4%
Martinique	31 859,51	28 847,54	60 707,05	47,5%
Réunion	38 181,46	45 046,27	83 227,73	54,1%
<b>DOM</b>	<b>96 831,75</b>	<b>104 552,20</b>	<b>201 383,95</b>	<b>51,9%</b>
<b>France entière</b>	<b>3 067 644,17</b>	<b>1 495 579,87</b>	<b>4 563 224,04</b>	<b>32,8%</b>

Tableau 7 Alsace (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 aux établissements de la région Alsace**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG 2006	Total AC 2006	Total MIGAC
670000033	CENTRE PAUL STRAUSS (CLCC)	5 111 122	1 729 640	6 840 762
670000082	CLINIQUE ADASSA	11 145	1 404 710	1 415 855
670000215	HOPITAL DU NEUENBERG	-	63 070	63 070
670013143	SYNDICAT INTERHOSPITALIER de la COMMU	2 546 462	1 532 454	4 078 916
670013754	UGEAM	1 957 480	331 862	2 289 342
670780055	HOP UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	79 483 068	20 377 001	99 860 069
670780188	GROUPE HOSPITALIER SAINT VINCENT	826 278	2 839 772	3 666 050
670780337	CENTRE HOSPITALIER DE HAGUENAU	1 633 740	5 276 443	6 910 183
670780345	CH SAINTE-CATHERINE DE SAVERNE	1 327 705	1 372 885	2 700 590
670780543	CH DE WISSEMBOURG	913 911	627 014	1 540 925
670780584	CH DEP DE BISCHWILLER	284 860	312 395	597 255
670780691	CENTRE HOSPITALIER DE SELESTAT	933 250	4 899 093	5 832 343
670780709	HOPITAL CIVIL D'OVERNAI	-	422 472	422 472
670792027	HOPITAL DE JOUR Dr GERMAINE BORD	-	43 470	43 470
680000346	CENTRE HOSPITALIER DE CERNAY	-	139 279	139 279
680000395	CENTRE HOSPITALIER D ALTKIRCH	15 080	860 094	875 174
680000411	CENTRE HOSPITALIER DE PFASTATT	299 899	61 550	361 449
680000437	CENTRE HOSPITALIER DE THANN	11 145	984 705	995 850
680000486	CENTRE HOSPITALIER MULHOUSE	10 609 834	3 640 041	14 249 875
680000973	CENTRE HOSPITALIER DE COLMAR	6 183 659	1 911 954	8 095 613
680001005	CENTRE HOSPITALIER DE GUEBWILLER	245 567	672 605	918 172
680001195	GROUPE HOSPITALIER DU CENTRE ALSACE	31 519	3 733 247	3 764 766
<b>Total</b>		112 425 724	53 235 756	165 661 480

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC
670000652	AURAL	-	-
670008838	HAD REINACKER HAGUENAU	-	20 000
670013325	CTRE ENDOSCOPIE DIGESTIVE	-	-
670013341	ENDOSAV - BOEHM ET DESPOR	-	-
670780162	ETS DES DIACONESSES	-	1 550
670780170	CLIN ORANGERIE STRASBOURG	169 040	-
670780204	CLIN STE ODILE STRASBOURG	-	15 000
670780378	CLIN ST FRANCOIS HAGUENAU	-	-
670780386	CLINIQUE SAINT ODILE	-	15 000
680000197	POLYC 3 FRONT A ST LOUIS	27 360	-
680000320	CLIN ST SAUVEUR MULHOUSE	29 523	10 430
680000338	CENTRE DE DIALYSE LA	-	-
680000494	CLIN DU DIACONAT MULHOUSE	33 427	146 430
680007648	STRUCTURE D'HAD COLMAR	-	-
<b>Total</b>		259 350	208 410

Tableau 7 Aquitaine (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

Dotations MIGAC 2006 des établissements de la région Aquitaine

Les données sont en €

Etablissements ex-DG

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total
240000059	CENTRE HOSPITALIER SAMUEL POZZI (BERGERAC)	2 222 380	947 978	3 170 358
240000117	CENTRE HOSPITALIER DE PERIGUEUX	6 641 781	5 091 172	11 732 953
240000448	CENTRE HOSPITALIER JEAN LECLAIRE (SARLAT)	1 003 974	1 404 914	2 408 888
330000332	HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT	191 439	24 279	215 718
330000340	M.S.P.BX. BAGATELLE	378 130	860 872	1 239 002
330000662	INSTITUT BERGONIE (CLCC)	8 824 390	1 632 285	10 456 675
330780495	CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC	1 236 628	1 026 303	2 262 931
330780529	CL MUTUALISTE DE PESSAC	-	189 916	189 916
330780537	CLINIQUE MED CHIR WALLERSTEIN	77 584	340 715	418 299
330781196	CHU HOPITAUX DE BORDEAUX	109 778 531	19 836 116	129 614 647
330781204	C H D'ARCACHON JEAN HAMEAU	1 200 080	625 800	1 825 880
330781212	CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS	-	-	-
330781220	CH SAINT-NICOLAS DE BLAYE	1 021 397	208 580	1 229 977
330781238	C.H. PASTEUR - LANGON	972 794	434 600	1 407 394
330781246	CENTRE HOSPITALIER DE LA REOLE	316 867	442 222	759 089
330781253	CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE	3 095 391	1 155 524	4 250 915
330781261	CH DE SAINTE FOY LA GRANDE	-	217 520	217 520
400011177	CH DE MONT DE MARSAN	4 190 572	2 378 508	6 569 080
400780193	CENTRE HOSPITALIER DE DAX	2 963 963	1 411 629	4 375 592
400780268	CENTRE HOSPITALIER SAINT SEVER	46 022	20 154	66 176
400790937	SIH DES LANDES	134 789	-	134 789
470000316	CENTRE HOSPITALIER AGEN	4 906 372	1 567 679	6 474 051
470000324	CENTRE HOSPITAL SAINT-CYR VILLENEUVE/LOT	2 033 742	487 285	2 521 027
470000340	CENTRE HOSPITALIER DE NERAC	-	215 814	215 814
470001660	C.H.I.C. MARMANDE - TONNEINS	1 138 616	1 492 082	2 630 698
640780417	C.H.I.C. COTE BASQUE	4 924 886	9 742 059	14 666 945
640780557	CENTRE MEDICAL TOKI EDER (ST JEAN PIED DE PORT)	24 710	160 702	185 412
640780813	CENTRE HOSPITALIER ORTHEZ	908 555	1 648 434	2 556 989
640780821	CENTRE HOSPITALIER OLORON	1 057 715	448 892	1 506 607
640781290	CENTRE HOSPITALIER DE PAU	4 051 471	2 873 917	6 925 388
<b>Total</b>		<b>163 342 779</b>	<b>56 885 951</b>	<b>220 228 730</b>

Etablissements ex-QQN

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC
240000190	POLYCLINIQUE FRANCHEVILLE	381 138	15 000
240011668	HAD de la CLINIQUE PASTEUR	-	-
330007410	CENTRE AQUITAIN POUR LE DEVELOPPEMENT	10 000	-
330780115	CLINIQUE TIVOLI	203 418	15 000
330780263	POLYCLINIQUE BORDEAUX RIVE DROITE	10 000	22 658
330780354	POLYCLINIQUE BORDEAUX-CAUDERAN	47 273	-
330780446	CTMR SAINT-AUGUSTIN	32 400	-
330780461	A.U.R.A.D. AQUITAINE	33 200	-
330780479	POLYCLINIQUE BORDEAUX-NORD-AQUITAINE	331 237	15 000
330780503	CLINIQUE SAINT-MARTIN	30 000	-
330780511	CLINIQUE SAINTE-ANNE	17 814	-
330782582	POLYCLINIQUE JEAN VILLAR	-	-
400008199	HAD du MARSAN et de l'ADOUR	-	-
400782769	POLYCLINIQUE LES CHENES	101 149	-
470000027	CLINIQUE ESQUIROL - SAINT-HILAIRE	83 013	-
470000159	CLINIQUE CALABET	154 941	-
470009358	HAD - HOSPITALISATION A DOMICILE 47	-	-
640780268	CLINIQUE DELAY	20 000	-
640780318	POLYCLINIQUE SOKORRI	20 000	120 000
640780433	CLINIQUE SAINT-ETIENNE ET DU PAYS BAS	10 000	-
640780482	CLINIQUE LAFOURCADE	211 063	90 000
640780490	POLYCLINIQUE D'AGUILERA	43 211	10 000
640780748	POLYCLINIQUE COTE BASQUE SUD	30 667	-
640780789	CLINIQUE CHIRURGICALE PAULMY	20 667	-
640780938	CLINIQUE MARZET	236 220	-
640780946	POLYCLINIQUE DE NAVARRE	59 556	27 000
640780987	CLINIQUE LABAT	4 491	-
640781332	CENTRE NEPHROLOGIQUE MICHEL BASSE	10 000	-
640782173	POLYCLINIQUE JEAN OLCOMENDY	-	120 000
<b>Total</b>		<b>2 101 457</b>	<b>434 658</b>

Tableau 7 Auvergne (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotation MIGAC 2006 des établissements de la région Auvergne**

les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
030780092	CENTRE HOSPITALIER DE MOULINS YZEURE	3 840 883	1 072 518	4 913 401
030780100	CENTRE HOSPITALIER DE MONTLUCON	3 111 351	2 816 636	5 927 987
030780118	CENTRE HOSPITALIER DE VICHY	3 532 487	3 089 922	6 622 409
150780088	CENTRE HOSPITALIER DE SAINT FLOUR	1 000 268	570 431	1 570 699
150780096	CENTRE HOSPITALIER H.MONDOR (AURILLAC)	3 762 253	1 224 939	4 987 192
150780468	CENTRE HOSPITALIER DE MAURIAC	968 486	78 877	1 047 363
430000018	CENTRE HOSPITALIER DU PUY	2 831 560	7 730 739	10 562 299
430000034	CENTRE HOSPITALIER DE BRIOUDE	341 613	903 441	1 245 054
430000125	CLINIQUE SAINT DOMINIQUE	-	192 992	192 992
630000479	CENTRE REGIONAL JEAN PERRIN (CLCC)	7 663 438	1 181 352	8 844 790
630780989	C.H.U. DE CLERMONT-FERRAND	49 299 100	8 792 150	58 091 250
630780997	CENTRE HOSPITALIER AMBERT	72 263	445 823	518 086
630781003	CENTRE HOSPITALIER ISSOIRE	537 074	1 516 399	2 053 473
630781011	CENTRE HOSPITALIER DE RIOM	1 437 595	538 613	1 976 208
630781029	CENTRE HOSPITALIER DE THIERS	1 014 442	442 168	1 456 610
<b>Total</b>		79 412 813	30 597 000	110 009 813

**Etablissements ex-QQN**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC
030781116	POLYCLINIQUE ST FRANCOIS ST	87 000	32 000
030785430	POLYCLINIQUE ST ODILON A MOULINS	59 000	-
150780732	CMC TRONQUIERES	26 000	10 000
430000109	CLINIQUE BON SECOURS	-	5 000
630780211	POLE SANTE REPUBLIQUE	111 000	51 000
630781839	LA CHATAIGNERAIE	186 266	54 057
630784742	AURA AUVERGNE	27 910	-
630789360	CLINIQUE LES CEZEAUX	-	10 651
<b>Total</b>		497 176	162 708

**Tableau 7 Bourgogne** (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements de la région Bourgogne**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
210010070	CHI CHATILLON MONTBARD	1 201 873	156 724	1 358 597
210780060	CH LE MORVAN SAULIEU	6 564	33 233	39 797
210780581	CHU DIJON	39 440 492	13 158 076	52 598 568
210780706	CH SEMUR-EN-AUXOIS	951 414	186 450	1 137 864
210780714	CH BEAUNE	1 476 020	445 550	1 921 570
210987731	CLCC GEORGES-FRANCOIS LECLERC	5 963 364	189 524	6 152 888
580780039	CH NEVERS	4 010 688	3 157 749	7 168 437
580780047	CH CHATEAU-CHINON	-	-	-
580780070	CH CLAMECY	-	-	-
580780088	CH COSNE-COURS-SUR-LOIRE	948 590	26 684	975 274
580780096	CH DECIZE	1 121 820	35 707	1 157 527
580781136	CH H DUNANT LA CHARITE/LOIRE	252 870	47 116	299 986
710780263	CH LES CHANAUX MACON	2 077 633	1 964 289	4 041 922
710780644	CH PARAY-LE-MONIAL	1 674 630	3 850 959	5 525 589
710780958	CH W MOREY CHALON S/SAONE	4 303 949	6 732 409	11 036 358
710781014	CH CHAROLLES	-	838	838
710781451	CH AUTUN	894 010	1 738 473	2 632 483
710781568	CH ALIGRE BOURBON LANCY	-	63 593	63 593
710976705	SIH CH MONTCEAU-LES-MINES	1 597 526	1 088 120	2 685 646
710978347	HOTEL DIEU DU CREUSOT	985 952	1 061 461	2 047 413
890000037	CH AUXERRE	7 183 247	2 715 459	9 898 706
890000409	CH AVALLON	854 173	39 195	893 368
890000417	CH JOIGNY	919 004	54 789	973 793
890000433	CH TONNERRE	905 884	134 778	1 040 662
890970569	CH SENS	1 689 903	966 618	2 656 521
<b>Total</b>		<b>78 459 606</b>	<b>37 847 794</b>	<b>116 307 400</b>

**Etablissements ex-QQN**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
210780110	CLINIQUE SAINTE MARTHE DIJON	31 328	-	31 328
210780169	CLINIQUE DREVON DIJON	45 000	-	45 000
210780789	CLINIQUE BENIGNE JOLY TALANT	60 000	-	60 000
210780979	CLINIQUE FONTAINE LES DIJON	17 000	112 993	129 993
580780138	POLYCLINIQUE DU VAL DE LOIRE	45 000	-	45 000
710780354	CLINIQUE JB DENIS MACON	50 000	-	50 000
710780917	CLIN STE MARIE CHALON/SAONE	40 000	-	40 000
890000169	CLINIQUE PAUL PICQUET SENS	50 000	-	50 000
890002389	POLYCLIN STE MARGUERITE AUXERRE	40 000	-	40 000
<b>Total</b>		<b>378 328</b>	<b>112 993</b>	<b>491 321</b>

Tableau 7 Bretagne (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements de la région Bretagne**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG 2006	Total AC 2006	Total MIGAC
220000020	C.H. Y. LE FOLL - ST BRIEUC	6 003 111	3 108 140	9 111 251
220000046	C.H. RENE PLEVEN - DINAN	1 209 138	2 083 778	3 292 916
220000079	C.H. de GUINGAMP	1 110 734	766 776	1 877 510
220000103	C.H. DE LANNION	1 441 911	1 030 686	2 472 597
220000152	C.H. DE PAIMPOL	1 016 571	458 597	1 475 168
220005045	C.H. DE TREGUIER	35 389	330 313	365 702
290000017	C.H.R.U. DE BREST	35 956 872	1 821 238	37 778 110
290000041	C.H. "FERDINAND GRALL" - LANDERNEAU	194 114	677 882	871 996
290000074	C.H. DE DOUARNENEZ	275 905	576 645	852 550
290000082	C.H. DE CARHAIX	1 338 379	297 959	1 636 338
290000306	C.H. DE QUIMPERLE	1 172 828	787 352	1 960 180
290000785	HOTEL DIEU DE PONT-L'ABBE	1 379 548	356 591	1 736 139
290020700	C.H.I.C. DE QUIMPER	5 427 195	3 455 778	8 882 973
290021542	C.H. DES PAYS DE MORLAIX	1 657 901	1 003 429	2 661 330
350000022	C.H. "BROUSSAIS" - ST MALO	1 718 205	1 887 348	3 605 553
350000030	C.H. DE FOUGERES	1 061 069	1 958 441	3 019 510
350000048	C.H. DE REDON	1 224 417	661 144	1 885 561
350000055	C.H. DE VITRE	1 079 978	586 054	1 666 032
350000063	HOP. "ST THOMAS DE VILLENEUVE" - BAIN	-	212 980	212 980
350000071	"LA-PROVIDENCE-GARDINER" - DINARD	-	219 474	219 474
350000139	ET.SOINS "LA-SAGESSE" - RENNES	854 844	2 033 370	2 888 214
350002200	CLINIQUE SAINT YVES - RENNES	25 528	27 746	53 274
350002812	CTRE E.MARQUIS - RENNES (CLCC)	5 091 928	1 336 641	6 428 569
350005021	CTRE REGIONAL DE GERIATRIE -	406 832	169 361	576 193
350005179	C.H.U. DE RENNES	68 967 688	7 349 519	76 317 207
560000044	C.H. DE PLOERMEL	1 034 906	881 435	1 916 341
560000184	CLIN. "LES AUGUSTINES" - MALESTROIT	-	492 695	492 695
560002933	CLIN.MUT."PORTE DE L'ORIENT"- LORIENT	274 079	217 164	491 243
560005746	C.H. BRETAGNE SUD - CHBS	2 873 885	11 042 006	13 915 891
560014748	CH DU CENTRE BRETAGNE - CHCB	2 541 608	843 453	3 385 061
560023210	C.H. BRETAGNE ATLANTIQUE - CHBA	5 699 020	3 769 976	9 468 996
<b>Total</b>		<b>151 073 583</b>	<b>50 443 971</b>	<b>201 517 554</b>

**Etablissements ex-DG hors T2A**

finess	Raison Sociale	Total MIG 2006	Total AC 2006	Total MIGAC
290000298	CHS de Gourmelen	-	15 810	15 810
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>15 810</b>	<b>15 810</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total
220000087	Polyclinique Armor et Argoat	-	62 500	62 500
220000111	Polyclinique du Trégor	-	9 207	9 207
22000026	Clinique Armoricaïne de Radiologie	-	51 707	51 707
220000269	CAR	-	9 207	9 207
220000285	CHP St Brieuc	-	147 902	147 902
220005599	Polyclinique du Pays de Rance	-	71 707	71 707
29000014	Clinique Pasteur - Saint Esprit	-	81 526	81 526
290000215	Polyclinique Quimper Sud	-	71 707	71 707
290000678	Clinique Lanroze	-	42 500	42 500
290004142	Clinique du Grand Large	-	42 500	42 500
29001977	Polyclinique Keraudren	-	70 550	70 550
29002343	C.M.C. Baie de Morlaix	-	60 770	60 770
35000012	CHP St Grégoire	44 079	76 536	120 615
350000196	Clinique de la Côte d'Emeraude	-	51 707	51 707
35000219	Polyclinique St Laurent	-	45 907	45 907
35000514	Polyclinique Sévigné	-	85 232	85 232
560002511	Clinique du Ter	-	56 281	56 281
560007510	Polyclinique de Pontivy	-	51 707	51 707
56000879	Clinique Océane	-	151 916	151 916
<b>Total</b>		<b>44 079</b>	<b>1 241 069</b>	<b>1 285 148</b>

Tableau 7 Centre (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

Dotations MIGAC 2006 des établissements de la région Centre

Les données sont en €

Etablissements ex-DG

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
180000028	C H "JACQUES COEUR" BOURGES	6 008 604	1 262 684	7 271 288
180000051	CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON	1 254 224	1 979 803	3 234 027
180000069	C H ST- AMAND-MONTROND	878 669	2 929 595	3 808 264
280000134	CENTRE HOSPITALIER DE CHARTRES	3 071 878	2 352 737	5 424 615
280000183	CENTRE HOSPITALIER DE DREUX	5 406 699	824 949	6 231 648
280000589	C H NOGENT- LE- ROTROU	912 274	499 146	1 411 420
280500075	CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUDUN	1 652 303	151 256	1 803 559
360000046	C H "LA TOUR BLANCHE" (ISSOUDIN)	-	641 367	641 367
360000053	CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUX	5 748 044	2 891 501	8 639 545
360000061	CENTRE HOSPITALIER DE LA CHATRE	-	8 505	8 505
360000079	CENTRE HOSPITALIER DU BLANC	-	3 257 471	3 257 471
370000481	C.H.R.U. DE TOURS	52 109 281	9 512 437	61 621 718
370000564	CHI AMBOISE-CHATEAURENAULT	2 646 291	631 981	3 278 272
370000606	CENTRE HOSPITALIER DU CHINONNAIS	1 207 807	1 692 400	2 900 207
370000614	CENTRE HOSPITALIER DE LOCHES	194 788	1 433 557	1 628 345
410000087	CENTRE HOSPITALIER DE BLOIS	5 043 724	4 310 600	9 354 324
410000095	CENTRE HOSPITALIER DE VENDOME	1 276 664	43 234	1 319 898
410000103	CH DE ROMORANTIN-LANTHENAY	871 421	1 165 473	2 036 893
450000088	C H R D'ORLEANS	21 883 228	16 456 789	38 340 017
450000096	CENTRE HOSPITALIER DE GIEN	1 072 001	85 454	1 157 454
450000104	C H AGGLOMERATION MONTARGOISE	1 364 755	1 464 161	2 828 916
450000112	CENTRE HOSPITALIER DE PITHIVIERS	1 095 114	1 505 151	2 600 266
450000336	HOPITAL "SAINT JEAN" DE BRIARE	-	63 648	63 648
<b>Total</b>		113 697 768	55 163 899	168 861 667

Etablissements ex-QQN

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
180000358	CLIN GRAINETIERES ST AMAND MONTROND	-	180 000	180 000
180004145	CLINIQUE GUILLAUME DE VARYE SAINT DOU	88 372	24 849	113 221
280000035	CENTRE CONVALESCENCE CLOS DU ROY DREUX	-	7 281	7 281
280001678	HAD 28	-	3 832	3 832
280505777	CLINIQUE SAINT FRANCOIS MAINVILLIERS	-	19 294	19 294
360000129	CLINIQUE SAINT FRANCOIS CHATEAUX	-	19 697	19 697
360002232	CENTRE DIETETIQUE MANOIR EN BERRY PO	-	7 281	7 281
370000051	CLINIQUE JEANNE D'ARC SAINT BENOIT LA	-	187 281	187 281
370000085	CLINIQUE SAINT GATIEN TOURS	-	120 274	120 274
370000093	CLINIQUE SAINT GREGOIRE TOURS	-	7 281	7 281
370000127	CLINIQUE MONCHENAIN ESUVRES SUR INDRE	-	7 281	7 281
370000143	CLINIQUE PSYCHIATRIQUE DU VAL DE LOIR	-	7 281	7 281
370000150	CLINIQUE VELPEAU TOURS	-	7 281	7 281
370000473	POLYCLINIQUE FLEMING TOURS	62 266	7 281	69 547
370103673	HAD PIERRE LARMANDE SAINT CYR SUR LOIRE	-	3 832	3 832
410000202	POLYCLINIQUE BLOIS	82 348	23 985	106 333
410000285	CLINIQUE MEDICALE DU CENTRE HUISSEAU	-	7 281	7 281
410000301	CLINIQUE DE FRESCHINES VILLEFRANCOEUR	-	7 281	7 281
410004998	CLINIQUE DU SAINT COEUR VENDOME	-	230 327	230 327
450000237	POLYCLINIQUE JEANNE D'ARC GIEN	-	180 000	180 000
450000245	CLINIQUE DE L'ARCHETTE OLIVET	12 579	7 281	19 860
450000252	MAISON DE SANTE BELLE ALLEE CHAINGY	-	7 281	7 281
450000278	POLYCLINIQUE DES MURLINS ORLEANS	20 093	-	20 093
450000294	CLINIQUE DE LA REINE BLANCHE ORLEANS	-	120 274	120 274
450010079	POLYCLINIQUE DES LONGUES ALLEES SAINT	-	120 274	120 274
450012968	CLINIQUE DE MONTARGIS	-	7 281	7 281
450013081	CENTRE CONVALESCENCE LA CIGOGNE ORLEANS	-	7 281	7 281
450018536	HAD OLIVET	-	3 832	3 832
<b>Total</b>		265 658	1 332 404	1 598 062

**Tableau 7 Champagne-Ardennes** (source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de la région Champagne-Ardennes**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
080000037	CENTRE HOSPITALIER DE SEDAN	1 113 190	983 470	2 096 660
080000615	CH DE CHARLEVILLE MEZIERES	4 652 913	2 926 851	7 579 764
080001969	GPE HOSPITALIER SUD ARDENNES	1 937 779	956 746	2 894 524
100000017	CENTRE HOSPITALIER DE TROYES	7 766 920	5 421 161	13 188 081
100000074	C H DE ROMILLY/SEINE	1 224 589	1 085 687	2 310 276
510000029	CHRU DE REIMS	41 319 238	20 553 589	61 872 827
510000037	C H DE CHALONS	2 800 189	1 745 937	4 546 127
510000045	C H DE SEZANNE	109 411	58 208	167 619
510000060	C H D'EPERNAY	1 991 842	1 546 159	3 538 001
510000078	C H VITRY LE FRANCOIS	937 973	758 737	1 696 710
510000102	C H DE SAINTE-MENEHOULD	102 356	70 456	172 812
510000516	INSTITUT JEAN GODINOT (CLCC)	4 829 311	2 037 375	6 866 686
520780032	C H DE CHAUMONT	3 516 869	1 276 344	4 793 213
520780057	CENTRE HOSPITALIER DE LANGRES	911 995	225 862	1 137 858
520780073	C H DE SAINT-DIZIER	1 810 091	6 186 130	7 996 221
<b>Total</b>		<b>75 024 667</b>	<b>45 832 711</b>	<b>120 857 378</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
080000094	Polyclinique du Parc (Charleville-Mezieres)	19 000	60 000	79 000
100000082	Polyclinique du pays de Seine (Romilly)	-	105 000	105 000
100000157	Polyclinique des Ursulines (Troyes)	19 000	-	19 000
510000185	Polyclinique de Courlancy (Reims)	106 014	-	106 014
510000193	Polyclinique Saint André	61 285	-	61 285
510000227	Polyclinique Priollet	-	30 000	30 000
510000243	Clinique Saint Vincent	-	30 000	30 000
510000268	Clinique chirurgicale la Renaissance	-	30 000	30 000
510012040	Polyclinique les Bleuets	20 659	-	20 659
520780180	Clinique François 1er (Saint-Dizier)	19 000	-	19 000
520780214	Centre médico-chirurgical (Chaumont)	19 000	-	19 000
<b>Total</b>		<b>263 958</b>	<b>255 000</b>	<b>518 958</b>

**Tableau 7 Corse** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de la région Corse**

*Les données sont en €*

**Etablissements ex-DG**

<b>finess</b>	<b>Raison Sociale</b>	<b>Total MIG</b>	<b>Total AC</b>	<b>Total MIGAC</b>
2A0000014	CENTRE HOSPITALIER D'AJACCIO	7 234 281	1 717 219	8 951 500
2A0000386	CTRE HOSP SPEC DE CASTELLUCCIO	256 721	678 790	935 511
2B0000020	CENTRE HOSPITALIER DE BASTIA	5 526 113	1 115 211	6 641 324
2B0004246	C.H I DE CORTE-TATONNE	-	23 340	23 340
<b>Total</b>		<b>13 017 115</b>	<b>3 534 560</b>	<b>16 551 675</b>

**Etablissements ex-OQN**

<b>finess</b>	<b>Raison Sociale</b>	<b>total MIG</b>	<b>total AC</b>	<b>total MIGAC</b>
2A0000139	CLINISUD	-	120 000	120 000
2A0000154	CLINIQUE DU SUD DE LA CORSE	-	217 119	217 119
2B0000145	POLYCLINIQUE LA RESIDENCE	41 465	-	41 465
<b>Total</b>		<b>41 465</b>	<b>337 119</b>	<b>378 584</b>

Tableau 7 Franche-Comté (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Franche-Comté**

Les données sont €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
250000015	CHU BESANCON	38 750 695	11 752 839	50 503 534
250000452	CH PONTARLIER	2 616 361	1 728 578	4 344 939
250012838	HAD Maternité de la Mutualité française	-	60 000	60 000
390780146	C H LONS LE SAUNIER	4 293 126	2 876 080	7 169 206
390780153	C H L BERARD MOREZ	104 857	177	105 034
390780161	C H SAINT CLAUDE	686 505	1 922 471	2 608 976
390780591	C H CHAMPAGNOLE	340 813	850 728	1 191 541
390780609	C H L PASTEUR DOLE	2 543 710	1 460 072	4 003 782
700004591	CHI DE LA HAUTE-SAÔNE	3 219 669	5 353 984	8 573 653
700780026	CH P VITTER GRAY	1 411 471	134 582	1 546 053
900000365	CH BELFORT - MONTBELIARD	6 384 958	12 316 437	18 701 395
<b>Total</b>		<b>60 352 165</b>	<b>38 455 948</b>	<b>98 808 113</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
250000122	Clinique Laënnec - Montbéliard	-	12 800	12 800
250000270	Clinique Saint Vincent - Besançon	-	28 988	28 988
250000650	Clinique Saint Pierre - Pontarlier	-	102 635	102 635
250000668	Polyclinique de Franche-Comté - Besançon	-	50 900	50 900
250011715	Polyclinique des Portes du Jura - Montbéliard	-	196 800	196 800
390000180	Clinique du Jura - Lons-le-Saunier	-	19 800	19 800
390000198	Polyclinique du Parc - Dole	-	16 520	16 520
900000019	Clinique de la Miotte - Belfort	-	14 800	14 800
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>443 243</b>	<b>443 243</b>

**Tableau 7 Ile de France 1/2 (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)**  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements d'Ile-de-France**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
750000523	HOPITAL SAINT-JOSEPH	4 721 261	27 041 402	31 762 663
750000549	FONDATION OPHTALMO ROTHSCHILD	3 889 864	753 494	4 643 358
750007999	HOP JOUR ET HAD CROIX ST SIMON	800 000	222 659	1 022 659
750110025	CHNO DES QUINZE-VINGT PARIS	4 130 635	471 381	4 602 016
750140014	C H SAINTE-ANNE DE PARIS	5 259 198	997 011	6 256 209
750150013	HOPITAL DES METALLURGISTES	-	2 973 341	2 973 341
750150096	INSTITUT DE PUERICULTURE ADHMI	1 009 111	2 875 300	3 884 411
750150104	INSTITUT MUTUALISTE MONTSOURIS	8 991 755	4 914 163	13 905 918
750150146	HOPITAL LEOPOLD BELLAN	-	12 800	12 800
750150252	CENTRE MEDICAL EDOUARD RIST	32 520	677 785	710 305
750150260	HOPITAL DES DIACONESSES	2 239 987	4 714 805	6 954 792
750150286	CTE MED CHIR PORTE DE PANTIN	-	30 940	30 940
750150310	CENTRE PASTEUR VALLERY RADOT	464 058	142 099	606 157
750150377	HOPITAL HENRY DUNANT	-	323 245	323 245
750160012	INSTITUT CURIE	17 370 540	4 026 520	21 397 060
770110013	C.H.ARBELTIER DE COULOMMIERS	1 635 532	1 355 631	2 991 163
770110021	C H.DE FONTAINEBLEAU	1 776 161	1 015 803	2 791 964
770110054	C H MARC JACQUET	8 366 409	1 057 683	9 424 092
770110062	C H DE MONTEREAU	1 432 446	3 290 209	4 722 655
770110070	C.H.LEON BINET DE PROVINS	2 319 490	1 267 068	3 586 558
770130052	C H DE NEMOURS	1 440 289	199 867	1 640 156
770150019	CENTRE MEDICAL DE FORCILLES	65 863	648 805	714 668
770170017	C.H. DE LAGNY MARNE LA VALLEE	3 548 102	12 430 170	15 978 272
770700185	C H DE MEAUX	5 021 082	13 734 615	18 755 697
780000436	CENTRE HOSP. DES COURSES	21 047	102 800	123 847
780001236	CH INTERCOM DE POISSY ST-GERMAIN	9 029 811	9 293 663	18 323 474
780002697	CH I MEULAN-LES MUREAUX	801 376	5 365 124	6 166 500
780110011	CH FRANCOIS QUESNAY	1 813 654	675 385	2 489 039
780110037	HOP.GERONTO MED-SOC Plaisir /Grigny	417 782	937 024	1 354 806
780110052	C H RAMBOUILLET	3 714 797	4 358 076	8 072 873
780110078	C H DE VERSAILLES	13 687 840	1 540 534	15 228 374
780150017	CLINIQUE MEDICALE DE LA M.G.E.N	-	12 800	12 800
780150058	CENTRE GERIATRIQUE D.FORESTIER	24 417	781 495	805 912
780150066	CLINIQUE DE LA PORTE VERTE	199 089	137 187	336 276
780630026	MECSP CARDIO.INFANT.& PÉD.GÉN	-	-	-
910002773	C H SUD-FRANCLILIEN	12 645 278	10 008 166	22 653 444
910018407	SIH DE JUVISY-SUR-ORGE	1 190 244	1 446 735	2 636 979
910110014	C H D'ARPAJON	1 435 697	289 929	1 725 626
910110030	C H DE DOURDAN	221 753	1 380 651	1 602 404
910110055	C H LONGJUMEAU	2 523 434	3 655 881	6 179 315
910110063	C H D'ORSAY	1 766 351	767 770	2 534 121
910150010	Centre HOSPITALIER F H MANHES	-	160 259	160 259
910150028	CENTR.MED CHIR DE BLIGNY	136 398	257 800	394 198
910150069	HOP PRIVE GERIAT LES MAGNOLIAS	246 416	367 466	613 882
910813385	CH ETAMPES	1 072 669	1 766 919	2 839 588

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
920000460	CENTRE RENE HUGUENIN (CLCC)	8 449 542	233 184	8 682 726
920000635	HOP SUISSE DE PARIS	69 792	131 748	201 540
920000643	HOP. N-D DU PERPETUEL SECOURS	156 473	3 737 723	3 894 196
920000650	HOPITAL FOCH	13 960 123	13 623 573	27 583 696
920000676	HERTFORD BRITISH HOSPITAL	150 090	1 597 208	1 747 298
920000684	CTE CHIR MARIE LANNELONGUE	9 339 414	4 009 190	13 348 604
920110020	C.A.S.H. DE NANTERRE	4 666 201	7 624 684	12 290 885
920110038	CH DE COURBEVOIE-NEUILLY /SEINE	209 679	1 689 720	1 899 399
920110046	HOP COMMUNAL DE PUTEAUX	-	61 413	61 413
920110053	HOPITAL DEPART. STELL RUEIL	151 466	390 932	542 398
920110061	C H DE ST CLOUD	475 387	4 551 227	5 026 614
920300845	MAISON MED N.D. DU LAC RUEIL	267 332	347 873	615 205
920813623	SANTE SERVICE	-	102 757	102 757
930018486	CHI LE RAINCY - MONTFERMEIL	2 894 489	4 725 916	7 620 405
930110036	CTRE HOSP. ANDRE GREGOIRE	1 270 830	5 560 486	6 831 316
930110051	C H DE ST-DENIS	4 530 663	3 950 648	8 481 311
930110069	C.H. ROBERT BALLANGER	4 610 064	937 854	5 547 918
930150032	MATERNITE DES LILAS	-	404 175	404 175
940000649	HOP ST-CAMILLE - BRY S/MARNE	1 422 682	4 898 047	6 320 729
940000656	CTE HOSP.EN PNEUMO CHEVILLY	53 201	247 081	300 282
940000664	INSTITUT GUSTAVE ROUSSY	27 206 019	14 862 164	42 068 183
940110018	C H INTERCOM.DE CRETEIL	10 247 350	1 968 470	12 215 820
940110034	HOPITAL NAL DE ST MAURICE	162 283	50 997	213 280
940110042	C.H.I VILLENEUVE-ST-GEORGES	2 398 446	3 394 862	5 793 308
940140031	C.H ESQUIROL DE ST MAURICE	121 866	756 092	877 958
950000406	HOPITAL DE L'ISLE-ADAM	-	527 852	527 852
950001370	C.H.I.Portes de l'Oise	1 271 531	1 563 880	2 835 411
950013870	G.H.E.M. - HÔP SIMONE VEIL	2 628 267	7 344 725	9 972 992
950110015	C H VICTOR DUPOUY	3 382 411	3 792 765	7 175 176
950110049	C H DE GONESSE	2 947 367	3 671 234	6 618 601
950110064	C H DU VEXIN	669 869	283 021	952 890
950110080	C H RENE DUBOS	8 364 950	6 667 857	15 032 807
<b>Total</b>		<b>125 462 356</b>	<b>128 482 460</b>	<b>253 944 816</b>

**Tableau 7 Ile de France 2/2 (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)**  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements d'Ile-de-France**

Les données sont en €

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
750000036	CLINIQUE DU BIEN NAITRE	-	246 000	246 000
750300071	CLIN CHIR. GEOFFROY ST-HILAIRE	17 500	19 600	37 100
750300121	CLINIQUE SAINT JEAN DE DIEU	44 500	-	44 500
750300139	CLINIQUE DE L'ALMA	-	19 603	19 603
750300154	CLINIQUE TURIN	17 500	-	17 500
750300287	CTE MED-CHIR DE VINCI	-	11 800	11 800
750300360	HOPITAL DES PEUPLIERS	109 000	-	109 000
750300667	MATERNITE SAINTE FELICITE	21 500	-	21 500
750300766	CLINIQUE GEORGES BIZET	44 500	13 013	57 513
750300774	CLINIQUE JOUVENET	-	8 300	8 300
750300931	CLINIQUE SAINTE THERESE	-	396 781	396 781
750301137	CLINIQUE ALLERAY LABROUSTE	44 500	-	44 500
750301145	CLINIQUE DU MONT LOUIS	17 500	-	17 500
750301160	CLINIQUE MAUSSINS-NOLLET	-	12 000	12 000
770300010	HOP PRIVE DE MARNE CHANTEREINE	87 500	13 200	100 700
770300093	POLYCLINIQUE DE LAGNY	-	10 671	10 671
770300135	CLINIQUE LES FONTAINES	17 500	-	17 500
770300143	POLYCLINIQUE SAINT JEAN	44 500	-	44 500
770300176	CLINIQUE LA FRANCILIENNE	17 500	445 169	462 669
770300275	POLYCLINIQUE DE LA FORET	-	28 908	28 908
770790707	CLINIQUE DE TOURNAN	17 500	-	17 500
770813400	CLINIQUE SAINT FARON	87 500	-	87 500
780300323	CLINIQUE LES FRANCISCAINES	17 500	-	17 500
780300364	POLYCLIN DE VERSAILLES LA MAYE	21 500	-	21 500
780300406	CTE MED-CHIR DE PARLY II	39 000	95 600	134 600
780300414	CTE MED-CHIR DE L'EUROPE	126 500	102 991	229 491
780300422	HOP PRIVE DE L'OUEST PARISIEN	17 500	22 000	39 500
780300455	C H PRIVE DU MONTGARDE	17 500	81 502	99 002
910300144	CMCO DEVRY	126 500	9 366	135 866
910300177	CLINIQUE DE L'YVETTE	-	21 797	21 797
910300219	INSTITUT HOSP JACQUES CARTIER	17 500	25 100	42 600
910300300	HOPITAL PRIVE DU VAL D'YERRES	17 500	-	17 500
910300326	CLINIQUE PASTEUR	43 000	-	43 000
910803543	C H PRIVE CLAUDE GALIE	173 157	22 900	196 057
910805357	CLINIQUE DE L'ESSONNE	-	12 101	12 101

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
920300043	HOPITAL PRIVE D'ANTONY	219 060	126 513	345 573
920300209	CLINIQUE A PARE BOURG LA REINE	21 500	-	21 500
920300266	CLINIQUE DU PLATEAU	-	29 608	29 608
920300415	CLINIQUE LAMBERT	109 000	-	109 000
920300597	CLINIQUE DE MEUDON LA FORET	109 000	23 183	132 183
920300761	CLINIQUE HARTMANN	-	8 000	8 000
920300837	CLINIQUE LES MARTINETS	-	12 500	12 500
920803798	CLINIQUE DE LA DEFENSE	21 500	10 200	31 700
930300025	HOP EUROP PARIS LA ROSERAIE	148 000	43 056	191 056
930300066	HOPITAL PRIVE DE L'EST PARISIEN	17 500	16 300	33 800
930300082	CTE MED-CHIR FLOREAL	39 000	9 366	48 366
930300116	HOP PRIVE DE LA SEINE-ST-DENIS	39 000	97 102	136 102
930300553	HOPITAL DE L'ESTREE	60 500	10 000	70 500
930300595	HOPITAL PRIVE DU VERT GALANT	60 500	21 700	82 200
930300645	CENTRE CARDIOLOGIQUE DU NORD	-	16 266	16 266
940300031	HOPITAL PRIVE PAUL D'EGINE	62 000	42 166	104 166
940300270	HOPITAL PRIVE ARMAND BRILLARD	21 500	17 400	38 900
940300288	CLINIQUE DE L'ORANGERIE	17 500	-	17 500
940300379	CLINIQUE GASTON METIVET	-	12 245	12 245
940300494	POLYCLIN VILLENEUVE ST GEORGES	21 500	-	21 500
940300551	CLINIQUE DES NORIETS	21 500	112 010	133 510
940300569	CLINIQUE PASTEUR - VITRY	17 500	21 728	39 228
940813033	CLINIQUE DE BERCY	-	32 981	32 981
950300244	CLINIQUE SAINTE-MARIE	126 500	11 199	137 699
950300277	HOPITAL PRIVE NORD PARISIEN	126 500	57 963	184 463
950300301	CLINIQUE MEDICALE DU PARC	21 500	-	21 500
950807982	CLINIQUE CLAUDE BERNARD	83 500	22 166	105 666
<b>Total</b>		<b>1 205 657</b>	<b>1 618 402</b>	<b>2 824 059</b>

Tableau 7 Languedoc-Roussillon (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Languedoc-Roussillon**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
110780061	C H CARCASSONNE	5 101 351	897 827	5 999 178
110780087	C H CASTELNAUDARY	231 500	62 067	293 567
110780137	C H NARBONNE	2 158 566	1 008 367	3 166 933
110780772	C H LEZIGNAN	-	68 091	68 091
300780038	CHU NIMES	25 358 493	667 394	26 025 887
300780046	C H ALES	2 594 727	3 642 088	6 236 815
300780053	C H BAGNOLS SUR CEZE	1 758 359	1 770 367	3 528 726
300781010	CH PONTEILS	-	28 999	28 999
340000025	INSTITUT MARIN SAINT-PIERRE	-	262 385	262 385
340000207	CRLC PAUL LAMARQUE	9 106 152	196 086	9 302 238
340011295	C H DU BASSIN DE THAU	2 054 846	1 245 510	3 300 356
340780055	C H BEZIERS	2 653 992	1 406 147	4 060 139
340780477	CHU MONTPELLIER	89 475 389	2 188 854	91 664 243
340780642	CLINIQUE BEAUSOLEIL	148 457	485 069	633 526
340781608	CLINIQUE DU MAS DE ROCHET	298 895	42 165	341 060
480780097	C H MENDE	2 564 816	2 071 687	4 636 503
660780164	CENTRE LES ESCALDES	-	25 599	25 599
660780180	C H PERPIGNAN	7 719 254	4 029 691	11 748 945
660780321	MECSS LA PERLE CERDANE	-	25 719	25 719
<b>Total</b>		151 224 797	20 124 112	171 348 909

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
110780210	CLINIQUE LES GENETS	264 810	-	264 810
110780228	POLYCLINIQUE LE LANGUEDOC	17 205	42 904	60 109
110780483	CLINIQUE MONTREAL	281 895	500	282 395
300780137	CLINIQUE BONNEFON	10 000	761	10 761
300780152	CLINIQUE LES FRANSCISCAINES	-	103 625	103 625
300780285	CLINIQUE VALDEGOUR	16 710	-	16 710
300780442	CSSR LES CHATAIGNIERS	-	240	240
300781465	CLINIQUE KENNEDY	147 153	80 761	227 914
300788502	POLYCLINIQUE GRAND-SUD	35 541	16 752	52 293
340000264	A.I.D.E.R.	-	359	359
340009885	POLYCLINIQUE CHAMPEAU	32 162	120 625	152 787
340015502	CLINIQUE DU MILLENAIRE	-	119 625	119 625
340780147	POLYCLINIQUE DES TROIS VALLEES	-	150 000	150 000
340780667	CLINIQUE DU PARC	34 546	55 000	89 546
340780675	CLINIQUE CLEMENTVILLE	133 735	105 867	239 602
340780683	POLYCLINIQUE SAINT-ROCH	55 385	223 531	278 916
340780691	CLINIQUE SAINT-PIERRE	-	150 000	150 000
340780717	LANGUEDOC MUTUALITE CLIN ST-LOUIS	-	150 648	150 648
340780725	CLINIQUE LES PLATANES	-	-	-
340780741	POLYCLINIQUE SAINTE THERESE	-	438	438
480780113	CLINIQUE MUTUALISTE DU GEVAUDAN	-	150 000	150 000
660780206	CTRF THUES LES BAINS	-	240	240
660780339	Clinique La Roussillonnaise	-	-	-
660780347	CLINIQUE DU SOUFFLE LA SOLANE	13 525	-	13 525
660780628	CLINIQUE DU VALLESPYR	110 280	150 000	260 280
660780669	CLINIQUE NOTRE DAME D'ESPERANCE	-	16 997	16 997
660780719	CLINIQUE SAINT-CHRISTOPHE	-	240	240
660780776	CLINIQUE SAINT-MICHEL	-	150 000	150 000
660780784	CLINIQUE SAINT-PIERRE	74 318	149 780	224 098
660786864	MAISON DE SANTE MED JOSEPH SAUVY	-	120	120
<b>Total</b>		1 227 265	1 939 014	3 166 279

Tableau 7 Limousin (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements du Limousin**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
190000042	C H DUBOIS BRIVE	2 037 014	4 206 479	6 243 493
190000059	C H DE TULLE	2 671 044	3 242 033	5 913 077
190000075	C H D'USSEL	901 425	1 066 095	1 967 520
190010116	SIH BRIVE TULLE USSEL	1 002 333	632 439	1 634 772
230780041	C H DE GUERET	2 940 667	2 541 197	5 481 864
230780058	C H D'AUBUSSON	7 968	46 390	54 358
230780066	C H BOURGANEUF	1 208 323	55 557	1 263 880
230780082	CTE MEDICAL NAL SAINTE FEYRE	265 457	921 718	1 187 175
230780199	CLIN DE LA CX BLANCHE MOUTIER	11 468	148 793	160 261
230782617	CRRF ANDRE LALANDE	22 124	262 101	284 225
870000015	C H U DE LIMOGES	39 049 852	14 319 437	53 369 289
870000023	C H DE ST-JUNIEN	754 207	530 220	1 284 427
870000031	C H J BOUTARD ST YRIEIX	18 406	367 848	386 254
870004231	H A D SANTE SERVICE LIMOUSIN LIMOGES	229	8 260	8 489
<b>Total</b>		<b>50 890 517</b>	<b>28 348 567</b>	<b>79 239 084</b>

**Etablissements ex-QQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
190000901	CMC LES CEDRES BRIVE	1 772	60 000	61 772
190001131	CLINIQUE SAINT-GERMAIN BRIVE	26 234	80 000	106 234
190006312	RESID. ST JEAN LEZ CEDRES BRIVE (ssr)	460	-	460
190010579	HAD ONCORESE	229	30 000	30 229
230000861	CLINIQUE DE LA MARCHE GUERET	823	60 000	60 823
230000879	CLINIQUE CHATELGUYON VIERSAT	244	11 000	11 244
870000701	ASSOCIATION A L U R A D (DIALYSE)	1 057	72 013	73 070
870000973	CLINIQUE PSYCHIATRIQUE ST MAURICE	208	20 000	20 208
870001153	CLINIQUE DES EMAILLEURS	39 431	92 000	131 431
870001773	HOPITAL DE JOUR BAUDIN LIMOGES (ssr)	137	110 860	110 997
870005907	CLINIQUE DU COLOMBIER	17 714	43 000	60 714
870011798	CTRE THERAPEUTIQUE CHIR ET MED	73 768	82 000	155 768
<b>Total</b>		<b>162 077</b>	<b>660 873</b>	<b>822 950</b>

**Tableau 7 Lorraine** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Lorraine**

Les données ont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
540000031	MATERNITE REG A PINARD (NANCY)	5 880 297	3 476 885	9 357 182
540000049	C H SAINT CHARLES TOUL	2 717 290	574 790	3 292 080
540000072	MAISON HOSP DE BACCARAT	14 200	15 198	29 398
540000080	C H DE LUNEVILLE	1 562 548	1 632 617	3 195 165
540000106	C H DE PONT A MOUSSON	1 070 929	418 150	1 489 079
540000122	MAISON HOSP ST CHARLES NANCY	84 662	40 987	125 649
540000767	C H DE BRIEY	1 113 990	2 314 138	3 428 128
540001096	A.H.B.L. CENTRE HOSPITALIER	1 398 094	530 537	1 928 631
540001104	ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF	227 294	28 804	256 098
540001286	CLCC A VAUTRIN	7 304 878	3 967 515	11 272 393
540002078	CHU DE NANCY	71 202 941	15 107 569	86 310 510
540020112	SYNDICAT INTERHOSPITALIER SINCAL	3 987 941	- 221 862	3 766 079
550000020	C H DE VERDUN	3 821 666	2 681 699	6 503 365
550000046	C H ST-CHARLES COMMERCY	177 958	122 447	300 405
550000053	C H STE-ANNE ST-MIHIE	1 408	110 789	112 197
550003354	C H DE BAR LE DUC	2 258 546	868 825	3 127 371
570000018	CH MARIE-MADELEINE - FORBACH	1 423 607	1 479 132	2 902 739
570000026	HOPITAL SAINT JOSEPH DE SARRALBE	2 248	53 669	55 917
570000075	C H LEMIRE SAINT AVOLD	860	101 313	102 173
570000091	HOPITAL DE FREYMING-MERLEBACH	117 256	376 559	493 815
570000158	C H DU PARC - SARREGUE	2 177 628	4 064 844	6 242 472
570000166	HOSPITALOR HOP STE-BARBE - FORBACH	-	142 201	142 201
570000216	HOSPITALOR HOP DE ST AVOLD	264 255	305 849	570 104
570000281	ALPHA SANTE - HOPITAL D'HAYANGE	605 776	408 405	1 014 181
570000430	CH LE SECQ DE CREPY - BOULAY	2 517	350 479	352 996
570000455	HOP ARRONDT CHATEAU SALINS	-	20 437	20 437
570000489	HOP DE CREUTZWALD	48 819	20 114	68 933
570000562	HOP ST FRANCOIS - MARANGE-SILVANG	-	53 076	53 076
570000612	HOPITAL SAINT ANDRE - METZ	177 325	667 959	845 284
570000661	HOP ST JOSEPH DE BITCHE	245 250	58 996	304 246
570000950	CLINIQUE STE ELISABETH - THIONVILLE	19 181	46 137	65 318
570001057	HOPITAL BELLE-ISLE - METZ	1 532 499	2 413 996	3 946 495
570001073	MATERNITE-HOP STE CROIX - METZ	16 786	658 121	674 907
570001099	HOPITAL SAINTE-BLANDINE - METZ	289 339	969 438	1 258 777
570005165	CHR METZ-THIONVILLE	12 349 731	8 622 265	20 971 996
570009670	HOP ST MAURICE - MOYEUUVRE-GRANDE	-	174 625	174 625
570012419	SIH Néonatalogie CHR/Hop Ste Croix	-	1 020 263	1 020 263
570015099	C H DE SARREBOURG	1 134 351	1 715 621	2 849 972
880780051	C H JEAN MONNET EPINAL	4 392 101	7 184 223	11 576 324
880780069	C H DE GERARDMER	462 901	101 480	564 381
880780077	C H DE SAINT-DIE	1 840 084	2 370 870	4 210 954
880780085	C H DE NEUFCHATEAU	1 617 416	475 106	2 092 522
880780093	C H DE REMIREMONT	1 439 744	983 064	2 422 808
880780101	C H DE VITTEL	- 36 987	290 163	253 176
<b>Total</b>		<b>132 947 329</b>	<b>66 797 493</b>	<b>199 744 822</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
540000486	POLYCLINIQUE GENTILLY	93 500	-	93 500
540013224	POLYCLINIQUE MAJORELLE	15 240	-	15 240
570000083	CLINIQUE SAINT-NABOR	-	21 122	21 122
570000646	HOP-CLINIQUE CL BERNARD	132 500	45 984	178 484
570002287	CLINIQUE NOVEANT	-	20 700	20 700
880780135	CLINIQUE ARC-EN-CIEL	-	52 775	52 775
<b>Total</b>		<b>241 240</b>	<b>140 581</b>	<b>381 821</b>

**Tableau 7 Midi-Pyrénées** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotation MIGAC 2006 des établissements de Midi-Pyrénées**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
090780107	C H DE LAVELANET	174 828	396 735	571 563
090781774	CHI DU VAL D'ARIEGE	3 682 463	2 051 327	5 733 790
090781816	C H ARIEGE COUSERAN	1 325 764	663 597	1 989 361
120780044	C H DE RODEZ	4 191 058	7 112 681	11 303 739
120780051	CHIC DU SUD AVEYRON	1 054 996	258 956	1 313 952
120780069	CH VILLEFRANCHE DE ROUERQUE	998 210	417 379	1 415 589
120780085	CH PIERRE DELPECH DECAZEVILLE	936 849	136 046	1 072 895
310780671	C H SAINT GAUDENS	1 683 501	580 433	2 263 934
310781067	HOPITAL JOSEPH DUCUING	879 330	3 819 745	4 699 075
310781406	CHU DE TOULOUSE	127301173	12 526 569	139 827 742
310782347	INSTITUT CLAUDIUS REGAUD (CLCC)	9 975 016	5 233 982	15 208 999
320780117	C H D'AUCH	2 970 051	958 149	3 928 200
320780133	CH DE CONDOM	965 763	45 514	1 011 277
460780083	C H DE FIGEAC	973 280	1 151 958	2 125 238
460780091	C H DE SAINT CERE	1 227 303	55 887	1 283 190
460780208	C H JEAN COULON GOURDON	1 326 424	372 258	1 698 682
460780216	C H JEAN ROUGIER CAHORS	3 376 233	3 261 019	6 637 252
650780158	C H DE LOURDES	1 390 119	345 841	1 735 960
650780166	C H DE BAGNERES DE BIGORRE	21 772	218 126	239 898
650780174	HOPITAUX DE LANNEMEZAN	1 994 394	268 266	2 262 660
650783160	CHIC TARBES-VIC EN BIGORRE	5 874 435	746 810	6 621 245
810000331	C H D'ALBI	4 036 208	1 221 465	5 257 672
810000349	C H DE GAILLAC	-	297 739	297 739
810000380	CHIC DE CASTRES-MAZAMET	2 015 559	3 491 865	5 507 423
810000448	POLYCLINIQUE SAINTE BARBE	87 670	32 690	120 360
810000455	C H DE LAVAUR	1 640 067	1 057 429	2 697 495
820000016	C H DE MONTAUBAN	3 166 411	785 645	3 952 056
820004950	CHIC CASTELSARRASIN-MOISSAC	1 298 214	297 851	1 596 065
<b>Total</b>		<b>184 567 090</b>	<b>47 805 961</b>	<b>232 373 051</b>

**Etablissements ex-QQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
120780036	CLINIQUE ST LOUIS ST MICHEL	-	7 752	7 752
120780325	CLINIQUE ST COME	-	4 737	4 737
310780085	CLINIQUE ST NICOLAS ST CYPRIEN	-	3 768	3 768
310780101	CLINIQUE ST JEAN LANGUEDOC	68 420	68 515	136 935
310780135	CLINIQUE SARRUS TEINTURIERS	-	185 201	185 201
310780150	CLINIQUE DU COURS DILLON	-	6 783	6 783
310780192	CLINIQUE DU CHATEAU	68 420	9 583	78 003
310780259	CLINIQUE PASTEUR	174 107	57 544	231 651
310780283	CLINIQUE L'UNION VAURAI	105 070	765 904	870 974
310780309	POLYCLINIQUE DU PARC	137 880	12 059	149 939
310780382	CLINIQUE AMBROISE PARE	60 000	195 513	255 513
310781000	CLINIQUE DES CEDRES	98 987	84 314	183 301
310781505	POLYCLINIQUE OCCITANIE	105 070	47 051	152 121
310786389	CLINIQUE DES PYRENEES	-	3 876	3 876
320780067	CLINIQUE DU DOCTEUR CARLIER	-	9 044	9 044
460780042	CLINIQUE DU QUERCY	-	4 307	4 307
460780067	CLINIQUE DE FONT REDONDE	-	5 491	5 491
650780679	CLINIQUE DE L'ORMEAU	177 880	72 603	250 483
650780703	CLINIQUE PYRENEES BIGORRE	-	13 243	13 243
810000083	POLYCLINIQUE DES LICES	-	2 907	2 907
810000224	CLINIQUE CLAUDE BERNARD	137 880	110 501	248 381
810101170	CLINIQUE TOULOUSE LAUTREC	-	10 767	10 767
810101444	POLYCLINIQUE DU SIDOBRE	-	9 260	9 260
820000040	CLINIQUE CROIX ST MICHEL	-	22 489	22 489
820000057	CLINIQUE PONT DE CHAUME	164 880	59 897	224 777
820000065	CLINIQUE DU DOCTEUR CAVE	-	3 553	3 553
<b>Total</b>		<b>1 298 594</b>	<b>1 776 664</b>	<b>3 075 258</b>

Tableau 7 Basse Normandie (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Basse Normandie**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
140000035	C H DE LISIEUX	1 486 136	2 676 407	4 162 543
140000084	C H D'AUNAY S'ODON	969 400	132 340	1 101 740
140000100	CHU COTE DE NACRE - CAEN	46 803 409	10 626 581	57 429 990
140000118	C H DE FALAISE	1 392 699	271 738	1 664 437
140000126	CH DE L'ESTUAIRE DE HONFLEUR	33 193	975 396	1 008 589
140000142	C H DE TROUVILLE	-	2 150	2 150
140000159	C H DE VIRE	846 946	800 026	1 646 972
140000555	CENTRE F BACLESSE - CAEN (CLCC)	9 384 328	247 588	9 631 916
140002452	CLINIQUE MISERICORDE - CAEN	404 600	938 604	1 343 204
140024365	SIH DU BESSIN	1 983 711	1 716 929	3 700 640
500000013	CH LOUIS PASTEUR - CHERBOURG	2 912 886	1 372 482	4 285 368
500000054	CH - AVRANCHES-GRANVILLE	2 484 623	2 237 269	4 721 892
500000096	CH ST HILAIRE DU HARCOUET	1 446 497	26 554	1 473 051
500000112	CH MEMORIAL DE SAINT-LO	3 628 374	2 826 540	6 454 914
500000120	C H DE VALOGNES	1 044 832	26 166	1 070 998
500000245	CHS PONTORSON	8 724	102 108	110 832
500000393	C H DE COUTANCES	616 414	187 703	804 117
610780074	C H - L'AIGLE	1 329 777	863 512	2 193 289
610780082	C H - ALENCON	7 237 551	2 388 442	9 625 993
610780090	C H - ARGENTAN	2 348 580	1 304 761	3 653 341
610780124	C H- MORTAGNE AU PERCHE	251 184	60 373	311 557
610780165	CH JACQUES MONOD - FLERS	2 293 846	1 836 753	4 130 599
610790594	CHI DES ANDAINES	968 871	1 430 614	2 399 485
<b>Total</b>		<b>89 876 581</b>	<b>33 051 036</b>	<b>122 927 617</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
140000258	Polyclinique de Deauville	-	28 500	28 500
140016759	Polyclinique du Parc - CAEN	86 269	70 880	157 149
140017237	CH Privé Saint Martin - CAEN	4 000	20 000	24 000
500000146	Polyclinique de la Baie - St Martin	99 871	159 890	259 761
500000229	CRF Le Normandy - Granville	-	27 166	27 166
500000401	Clinique H. Guillard de Coutances	-	-	-
<b>Total</b>		<b>190 140</b>	<b>306 436</b>	<b>496 576</b>

Tableau 7 Haute Normandie (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Haute Normandie** (source: DHOS/SDF/ARBUST MIGAC)

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
270000060	CH BERNAY	81 267	447 094	528 361
270000086	CH GISORS	82 372	1 215 734	1 298 106
270000102	CH PONT-AUDEMER	909 599	1 073 910	1 983 509
270000110	CH VERNEUIL-SUR-AVRE	228 418	104 757	333 175
270023724	SIH EVREUX-VERNON	7 663 988	14 992 007	22 655 995
760000166	CLCC HENRI BECQUEREL ROUEN	5 543 861	2 730 049	8 273 910
760024042	CHI ELBEUF-LOUVIERS VAL DE REUIL	3 811 122	1 180 088	4 991 210
760780023	CH DIEPPE	3 571 078	3 746 450	7 317 528
760780056	CH EU	3 033	290 830	293 863
760780064	CH NEUFCHATEL-EN-BRAY	21 670	441 004	462 674
760780213	CH BARENTIN	4 672	220 939	225 611
760780239	CHU ROUEN	54 564 053	18 533 910	73 097 963
760780262	CH DU BELVEDERE MONT-ST-AIGNAN	202 306	390 349	592 655
760780726	CH LE HAVRE	6 924 246	13 046 902	19 971 148
760780734	CH FECAMP	1 399 459	4 084 997	5 484 456
760780742	CH LILLEBONNE	1 132 912	543 040	1 675 952
760783035	HOP ECOLE DE LA CX ROUGE	25 127	135 699	160 826
<b>Total</b>		<b>86 169 183</b>	<b>63 177 759</b>	<b>149 346 942</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
270000326	Clinique Pasteur	44 022	53 205	97 227
270000862	Clinique Bergouignan	-	5 063	5 063
270016058	HAD Eure-Seine	-	93 831	93 831
760016659	HAD Caux-Maritime	-	55 115	55 115
760020529	HAD Pays de Bray	-	55 115	55 115
760025312	Clinique Mathilde	73 593	64 842	138 435
760780122	Clinique Saint Pierre	-	3 338	3 338
760780130	Clinique les Brousailles	-	2 924	2 924
760780148	Clinique les Fougères	-	2 560	2 560
760780197	Clinique les Aubépines	-	4 902	4 902
760780205	Clinique Saint Antoine	-	2 448	2 448
760780510	Clinique du Cèdre	44 022	83 756	127 778
760780619	Clinique Saint Hilaire	66 905	-	66 905
760780668	Clinique Cléret	-	2 337	2 337
760780783	Clinique Tous Vents	-	13 005	13 005
760780791	Clinique les Ormeaux	44 022	28 121	72 143
760780809	Clinique François 1er	-	4 173	4 173
760780825	Clinique de l'Abbaye	-	86 895	86 895
760780833	Clinique du Petit Colmoulin	44 022	4 886	48 908
760921809	Clinique de l'Europe	-	18 623	18 623
<b>Total</b>		<b>316 586</b>	<b>585 139</b>	<b>901 725</b>

**Tableau 7 Nord Pas de Calais** (Source : DHOS/SDF/Arbust Migac)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements du Nord-Pas-de-Calais**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
590000188	CLCC OSCAR LAMBRET LILLE	11 292 195	2 144 445	13 436 640
590001749	POLYCLIN DE GRANDE SYNTHE	54 814	31 130	85 944
590780052	CH SOMAIN	243 639	39 663	283 302
590780193	CHR LILLE	119 678 949	21 150 060	140 829 009
590780227	CH SECLIN	614 156	2 072 882	2 687 038
590780284	ES ST PHILIBERT LOMME	12 008 804	5 471 772	17 480 576
590781415	CH DUNKERQUE	3 181 843	1 797 836	4 979 679
590781605	CH CAMBRAI	2 149 668	3 575 169	5 724 837
590781621	CH LE CATEAU-CAMBRESIS	60 984	1 064 228	1 125 212
590781662	CH FOURMIES	891 802	499 155	1 390 957
590781670	CH LE QUESNOY	-	1 315 214	1 315 214
590781795	CH AVESNES SUR HELPE	33 796	43 154	76 950
590781803	CH MAUBEUGE	3 847 793	2 332 669	6 180 462
590781902	CH TOURCOING	3 736 747	235 280	3 972 027
590782165	CH DENAIN	264 571	161 898	426 469
590782199	MATERNITE DU HAINAUT	-	118 681	118 681
590782207	CH SAINT- AMAND-LES-EAUX	-	36 949	36 949
590782215	CH DE VALENCIENNES	5 163 372	8 726 187	13 889 559
590782421	CH ROUBAIX	5 903 410	4 006 542	9 909 952
590782439	CH WATTRELOS	35 406	36 170	71 576
590782637	CH ARMENTIERES	1 600 007	337 772	1 937 779
590782645	C.H. DE BAILLEUL	-	525 584	525 584
590782652	C.H. D'HAZEBROUCK	205 410	318 047	523 457
590783239	CH DOUAI	3 579 629	6 674 284	10 253 913
620000026	ETAB MED CHIR SS HOPALE BERCK	885 915	1 207 832	2 093 747
620001834	GROUPE AHNAC	217 723	2 528 268	2 745 991
620100057	CH ARRAS	9 374 370	7 609 297	16 983 667
620100073	CH BAPAUME	8 600	36 209	44 809
620100651	CH BETHUNE	2 465 473	870 861	3 336 334
620100677	CH HENIN BEAUMONT	24 650	253 801	278 451
620100685	CH LENS	4 747 946	7 252 597	12 000 543
620101337	CH CALAIS	1 621 442	7 317 602	8 939 044
620101360	CH REGION DE ST-OMER	2 967 902	184 345	3 152 247
620103432	CH ARROND DE MONTREUIL	1 914 734	1 168 488	3 083 222
620103440	CH BOULOGNE-SUR-MER	2 222 240	5 503 826	7 726 066
<b>Total</b>		<b>200 997 990</b>	<b>96 647 897</b>	<b>297 645 887</b>

**Etablissements ex-QQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
590006870	MAISON DE SANTE STE MARIE	84 618	40 000	124 618
590008041	POLYCLINIQUE VAUBAN	72 667	-	72 667
590780094	CLINIQUE DU PONT SAINT VAAST	79 045	30 000	109 045
590780250	CLINIQUE LILLE SUD	-	146 404	146 404
590780268	POLYCLINIQUE DU BOIS	75 734	176 404	252 138
590780383	POLYCLINIQUE LA LOUVIERE	72 393	146 404	218 797
590781951	CLINIQUE CROISE LAROCHE	92 750	-	92 750
590782256	CLINIQUE DES DENTELIERES	74 764	20 000	94 764
590782298	CLINIQUE DU PARC ST SAULVE	65 930	5 000	70 930
590782496	CLINIQUE SAINT JEAN	27 045	-	27 045
590782546	CLINIQUE DE VILLENEUVE D'ASCQ	18 000	-	18 000
590782553	SA CLINIQUE DU PARC CROIX	85 993	146 404	232 397
590788964	POLYCLINIQUE DU PARC MAUBEUGE	79 862	-	79 862
590797387	CENTRE L ESPOIR LILLE HELLEMES	-	20 000	20 000
590802278	CLINIQUE COTTEEL	-	56 680	56 680
590810784	CLINIQUE SAINT ROCH RONCQ	38 000	-	38 000
590813382	NOUVELLE CLINIQUE VILLETTE	6 429	-	6 429
590813507	POLYCLINIQUE DU VAL DE SAMBRE	15 240	-	15 240
590815056	CLINIQUE DE FLANDRE (+coudekerque)	35 846	-	35 846
590816310	CLINIQUE SAINT AME	123 992	40 500	164 492
590817458	CLINIQUE DE LA VICTOIRE	50 856	3 000	53 856
590817839	VAL DE LYS TOURCOING	38 000	-	38 000
620006049	CLINIQUE CHIRURGICALE DE ST OMER	-	20 000	20 000
620100099	CLINIQUE BON SECOURS	176 674	20 000	196 674
620100115	CLINIQUE SAINTE CATHERINE	25 389	20 000	45 389
620100487	LES ACACIAS CUCQ	49 375	-	49 375
620100735	POLYCLINIQUE DE L'ARTOIS	35 941	20 000	55 941
620100750	CLINIQUE AMBROISE PARE BETHUNE	73 025	-	73 025
620101303	CLINIQUE CHIR LES DEUX CAPS	9 098	-	9 098
620101501	CLINIQUE BOIS BERNARD	92 349	68 739	161 088
620106088	CLINIQUE MED CHIR BRUAY	34 798	-	34 798
620118513	CENTRE MCO COTE D'OPALE	72 256	146 404	218 660
<b>Total</b>		<b>1 706 069</b>	<b>1 125 939</b>	<b>2 832 008</b>

Tableau 7 PACA (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

Dotation MIGAC 2006des établissements de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Les données sont en €

Etablissements ex-DG

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
040780215	CH DE MANOSQUE	1 189 235	1 348 063	2 537 298
040788879	CH DIGNE	2 317 252	2 672 879	4 990 131
050000116	CH ESCARTONS	955 837	2 657 292	3 613 129
050000124	CH EMBRUN	610 277	206 294	816 571
050002948	CHICAS GAP-SISTERON	4 280 754	485 863	4 766 617
060000528	CENTRE ANTOINE LACASSAGNE	8 190 749	2 508 207	10 698 956
060780897	CH GRASSE	2 900 774	664 680	3 565 454
060780947	HOPITAL LENVAL	473 789	530 674	1 004 463
060780954	CH D'ANTIBES JUAN LES PINS	1 326 286	592 459	1 918 745
060780988	CH PIERRE NOUVEAU	2 231 425	8 665 141	10 896 566
060785011	CHU DE NICE	65 263 275	13 897 014	79 160 289
060791761	CH LA PALMOSA	504 561	1 172 658	1 677 219
060791811	CLINIQUE LES SOURCES	27 990	194 692	222 682
060794013	CHIRURGIE CARDIAQUE A. TZANCK	64 541	499 861	564 402
130001647	INSTITUT PAOLI CALMETTES	15 491 937	1 427 596	16 919 533
130001928	CTE GERONTO DEPTL	119 260	189 345	308 605
130002694	CLINIQUE JEAN PAOLI	-	-	-
130781040	CH DU PAYS D'AIX	3 501 462	3 030 230	6 531 692
130781255	CLIN ST THOMAS DE VILLENEUVE	-	395 347	395 347
130781339	CH D'ALLAUCH	316 669	4 477	321 146
130781446	CH D'AUBAGNE	1 283 078	1 118 639	2 401 717
130782634	CH SALON DE PROVENCE	3 001 544	525 996	3 527 540
130783079	POLYCLINIQUE LA FEUILLERAIE	-	-	-
130783152	CLINIQUE SAINTE ELISABETH	-	160 179	160 179
130783228	CLINIQUE DU CAMAS	-	-	-
130783665	CLIN MUT DE BONNEVEINE	-	448 854	448 854
130784226	ST PAUL HENRI GASTAUT	-	-	-
130785355	HOPITAL AMBROISE PARE	285 202	1 260 602	1 545 804
130785363	HOPITAL PAUL DESBIEF	262 760	431 957	694 717
130785512	CH DE LA CIOTAT	117 994	180 820	298 814
130785652	FONDATION HOPITAL SAINT JOSEPH	1 422 256	3 081 154	4 503 410
130786049	AP-HM	154 470 298	19 292 405	173 762 703
130786445	MATER CATHOL PROVENCE L'ETOILE	22 692	250 083	272 775
130789274	CH JOSEPH IMBERT	3 449 936	48 404	3 498 340
130789316	CH LES RAYETTES	2 313 356	2 908 381	5 221 737
830100517	CH JEAN MARCEL	1 307 236	1 020 265	2 327 501
830100525	CH DRAGUIGNAN	2 564 759	1 329 550	3 894 309
830100533	CH MARIE JOSEE TREFFOT	1 275 896	1 938 558	3 214 454
830100566	CHI DE FREJUS SAINT RAPHAEL	1 949 094	65 620	2 014 714
830100590	CH SAINT TROPEZ	968 641	2 262 988	3 231 629
830100616	CHI TOULON LA SEYNE	9 725 659	9 902 229	19 627 888
830200523	POLYCLIN MUT H.MALARTIC	-	-	-
840000012	CH APT	198 083	93 353	291 436
840000046	CH CARPENTRAS	1 500 831	612 123	2 112 954
840000087	CH LOUIS GIORGI	2 107 932	1 356 418	3 464 350
840000095	CH PERTUIS	375 780	683 025	1 058 805
840000111	CH VAISON LA ROMAINE	425 520	127 510	553 030
840000129	CH VALREAS	75 368	317 961	393 329
840000350	CLINIQUE SAINTE CATHERINE	794 677	1 249 330	2 044 007
840004659	CHI CAVAILLON LAURIS	1 898 633	455 039	2 353 672
840006597	CH HENRI DUFFAUT	7 291 740	4 187 496	11 479 236
840011340	HAD AVIGNON ET SA REGION	-	347 643	347 643
<b>Total</b>		<b>308 855 037</b>	<b>96 799 354</b>	<b>405 654 391</b>

Etablissements ex-QQN

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
060006558	HAD A.TZANCK	17 690	-	17 690
060780491	INSTITUT A.TZANCK	110 775	-	110 775
060780517	POLYCLINIQUE SAINT JEAN	156 100	-	156 100
060780715	CLINIQUE SAINT GEORGE	204 100	-	204 100
060780723	CLINIQUE LE BELVEDERE	26 100	-	26 100
060780756	POLYCLINIQUE SANTAMARIA	10 000	-	10 000
060781200	CLINIQUE SAINT ANTOINE	59 100	-	59 100
060785219	CLINIQUE MEDICALE PLEIN CIEL	221 033	-	221 033
060791860	CTE HEMODIALYSE A.TZANCK	11 794	-	11 794
060800166	CLINIQUE DE L'ESPERANCE	15 000	-	15 000
130781479	CLINIQUE LA CASAMANCE	91 100	-	91 100
130782071	HOPITAL PRIVE D'ISTRES	16 100	-	16 100
130783327	CLINIQUE BOUCHARD	86 000	-	86 000
130784051	HOPITAL "PRIVE CLAIRVAL	148 443	-	148 443
130784713	HOPITAL PRIVE BEAUREGARD	102 672	572 276	674 948
130784903	CLINIQUE LA PHOCEANNE	90 000	-	90 000
130785678	CLINIQUE VERT COTEAU	3 000	-	3 000
130786361	POLYCLINIQUE PARC RAMBOT	55 254	-	55 254
130810740	CLINIQUE AXIUM	6 000	-	6 000
830017505	A.V.O.D.D. CENTRE HEMODIALYSE	3 439	-	3 439
830100103	CLINIQUE SAINTE MARGUERITE	21 000	-	21 000
830100251	CLINIQUE DU CAP D'OR	21 000	-	21 000
830100368	CLINIQUE DE L'OASIS	-	254 878	254 878
830100392	POLYCLINIQUE NOTRE DAME	49 100	-	49 100
830100434	CLINIQUE SAINT JEAN	15 000	-	15 000
830210977	A.V.O.D.D. CTE J. HAMBURGER	14 299	-	14 299
840000285	POLYCLINIQUE URBAIN V	50 000	-	50 000
840013312	CLINIQUE RHONE ET DURANCE	3 000	-	3 000
840017172	POLYCLINIQUE SYNERGIA	54 164	120 677	174 841
<b>Total</b>		<b>1 661 263</b>	<b>947 831</b>	<b>2 609 094</b>

Tableau 7 Pays de Loire (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)

**Dotations MIGAC 2006 des établissements des Pays-de-la-Loire** (source: DHOS/SDF/ARBUST MIGAC)

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
440000057	C H DE ST NAZAIRE	2 407 503	858 916	3 266 419
440000289	C.H.U. DE NANTES	61 613 560	4 911 192	66 524 752
440000297	C H - ANCENIS	96 940	414 191	511 131
440000305	C H BELLIER	137 072	174 094	311 166
440000313	C HR CHATEAUBRIANT	1 139 855	716 304	1 856 159
440001113	C.R.L.C.C. NANTES ATLANTIQUE	5 909 082	616 752	6 525 834
440029338	CLINIQUE MUTUALISTE JULES VERNE	53 516	2 307 852	2 361 368
440033629	POLE HOSPITALIER MUT ST NAZAIRE	115 000	490 722	605 722
490000031	C.H.U. D' ANGERS	38 342 278	9 950 042	48 292 320
490000155	CTE PAUL PAPIN - CRLCC D ANGERS	3 752 195	1 002 163	4 754 358
490000676	C H DE CHOLET	1 804 230	1 789 507	3 593 737
490000700	HOP SAINT JOSEPH - CHAUDRON	-	127 852	127 852
490004256	HOP PRIVE ST MARTIN BEAUPREAU	-	53 000	53 000
490528452	C H DE SAUMUR	1 012 612	2 864 384	3 876 996
530000025	CH DU HAUT ANJOU CHATEAU GONTIER	1 253 799	3 694 137	4 947 936
530000074	C H NORD MAYENNE	1 139 842	1 910 763	3 050 605
530000371	C H DE LAVAL	3 244 486	3 477 291	6 721 777
720000025	C H DU MANS	8 156 659	4 772 026	12 928 685
720000066	C H CHATEAU DU LOIR	35 307	18 648	53 955
720000140	C H DE ST-CALAIS	8 155	368 211	376 366
720000389	CENTRE MEDICAL G. COULON	264 925	142 730	407 655
720006022	C H LA FERTE BERNARD	54 635	796 963	851 598
720016724	POLE SANTE SARTHE ET LOIR	1 219 979	2 676 236	3 896 215
850000019	C H DE LA ROCHE/YON	5 785 635	2 290 281	8 075 916
850000035	C H FONTENAY LE COMTE	1 599 828	2 393 073	3 992 901
850000084	C H DES SABLES D OLNNE	1 165 950	1 229 980	2 395 930
850009010	C.H. LOIRE VENDEE OCEAN CHALLANS	1 539 361	1 388 838	2 928 199
<b>Total</b>		141 852 404	51 436 148	193 288 552

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
440000404	CLIN STE MARIE CHATEAUBRIANT	2 700	65 400	68 100
440000412	CLIN BRETECHE-VIAUD NANTES	-	107 205	107 205
440000487	CLIN UROLOGIQUE ST HERBLAIN	-	14 060	14 060
440000511	CLIN JEANNE D'ARC NANTES	-	147 768	147 768
440000651	CLINIQUE SOURDILLE NANTES	-	64 420	64 420
440002020	POLYCLIN DE L'EUROPE ST NAZAIRE	-	16 640	16 640
440005080	ECHO NANTES	43 000	15 000	58 000
440023364	CTE CATHERINE DE SIENNE NANTES	303 650	82 500	386 150
440024982	CLIN ST AUGUSTIN NANTES	-	19 140	19 140
440029379	CLIN JULES VERNE NANTES	-	16 320	16 320
440033819	POLYC DE L'ATLANTIQUE ST HERBLIN	14 300	21 660	35 960
440041580	NVELLES CLIN NANTAISES NANTES	89 669	44 720	134 389
490000262	CLINIQUE ST JOSEPH ANGERS	-	15 700	15 700
490000668	CLINIQUE BAGNEUX SAUMUR	-	14 940	14 940
490002037	POLYCLINIQUE DU PARC CHOLET	-	98 020	98 020
490015906	CLINIQUE ST LEONARD TRELAZE	-	66 200	66 200
490531928	CLINIQUE DE L'ANJOU	28 600	25 460	54 060
490537818	Centre d'hémodialyse d'Orgemont	-	5 000	5 000
530031962	POLYCLINIQUE DU MAINE	20 000	105 580	125 580
720000165	CMCM LE MANS	38 080	221 607	259 687
720000199	CLINIQUE DU PRE LE MANS	-	29 320	29 320
720000231	CLIN DU TERTRE ROUGE LE MANS	31 200	17 340	48 540
720000249	CLINIQUE VICTOR HUGO	182 000	41 880	223 880
720016856	HAD LE MANS	-	14 455	14 455
850000118	CLIN ST CHARLES LA ROCHE SUR YON	39 463	77 340	116 803
850000126	CLIN SUD VENDEE FONTENAY LE CTE	-	15 360	15 360
850000134	CLINIQUE DU VAL D'OLONNE	9 130	182 619	191 749
<b>Total</b>		801 792	1 545 654	2 347 446

**Tableau 7 Picardie** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Picardie**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
020000022	C H DE GUISE	55 325	145 894	201 219
020000048	C H GERONTOLOGIQUE	179 767	45 333	225 100
020000055	CH NOUVION EN THIERACHE	2 041	56 996	59 037
020000063	C H DE SAINT QUENTIN	2 231 683	7 272 152	9 503 835
020000071	C H DE VERVINS	-	361	361
020000253	C H DE LAON	4 940 908	3 450 789	8 391 697
020000261	C H DE SOISSONS	2 450 780	364 804	2 815 584
020000287	C H DE CHAUNY	1 212 232	289 503	1 501 735
020000303	LA RENAISSANCE SANITAIRE	-	868 808	868 808
020004404	C H DE CHATEAU THIERRY	1 686 627	472 895	2 159 522
020004495	C H BRISSET D HIRSON	1 091 461	502 457	1 593 918
600000087	C M C DE CREIL	-	511 426	511 426
600100127	C H GEORGES DECKROZE	-	69	69
600100135	C H DE SENLIS	2 274 778	888 316	3 163 094
600100168	C MED CHIR DES JOCKEYS	-	583 804	583 804
600100572	CH CHAUMONT EN VEXIN	-	142 891	142 891
600100648	CE H DE CLERMONT	1 394 848	638 806	2 033 654
600100713	C H DE BEAUVAIS	6 603 368	1 872 991	8 476 359
600100721	C H DE COMPIEGNE	3 924 835	903 051	4 827 886
600100986	CH DE LA HTE VALLEE DE L OISE	1 043 406	268 520	1 311 926
600101984	C H LAENNEC DE CREIL	4 458 589	3 771 306	8 229 895
800000028	C H D ABBEVILLE	2 341 551	3 021 776	5 363 327
800000036	C H D ALBERT	-	24 172	24 172
800000044	CHU AMIENS	44 913 692	29 108 328	74 022 020
800000051	C H DE CORBIE	128 279	267 901	396 180
800000069	C H DE DOULLENS	1 048 066	404 180	1 452 246
800000077	C H DE HAM	307 264	257 095	564 359
800000085	C H DE MONTDIDIER	919 252	184 817	1 104 069
800000093	C H DE PERONNE	911 981	560 936	1 472 917
800000523	SOINS SERVICE	-	10 000	10 000
<b>Total</b>		<b>84 120 733</b>	<b>56 890 377</b>	<b>141 011 110</b>

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
020010047	POLYCLIN ST-CLAUDE	16 540	-	16 540
020011698	HAD LAON	-	29 091	29 091
600100176	POLYCLIN ST JOSEPH	27 500	58 840	86 340
600100754	POLYCLIN ST COME	51 615	50 000	101 615
600110175	CLIN DU PARC ST LAZARE	39 555	-	39 555
800000259	CLINIQUE DU MAIL	36 540	60 000	96 540
800000267	CLINIQUE JULES VERNE	20 000	-	20 000
800002586	CLIN STE THERESE	20 000	-	20 000
800009466	POLYCLIN DE PICARDIE	-	25 000	25 000
800009920	CLIN V PAUCHET DE BUTLER	-	280 039	280 039
<b>Total</b>		<b>211 750</b>	<b>502 970</b>	<b>714 720</b>

**Tableau 7 Poitou-Charentes** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Poitou-Charentes**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
160000451	C H D'ANGOULEME	4 005 989	3 672 774	7 678 763
160000469	HOPITAL DE COGNAC	1 136 485	2 439 958	3 576 443
160000485	HOP LABAJOUDERIE -CONFOLENS	849 487	31 678	881 165
160000493	CENTRE HOSPITALIER DE RUFFEC	1 362 669	479 810	1 842 479
160006037	C H "HOPITAUX DU SUD CHARENTE"	1 357 418	368 011	1 725 429
170780050	C H DE JONZAC	1 949 654	57 150	2 006 804
170780159	C H LA ROCHELLE	7 541 932	1 595 154	9 137 086
170780167	C.H. DE SAINT-JEAN D'ANGELY	1 102 511	278 645	1 381 156
170780175	C H DE SAINTES	3 110 018	4 369 613	7 479 631
170780191	C H DE ROYAN	1 264 666	70 626	1 335 292
170780225	C.H. DE ROCHEFORT	1 836 708	3 773 529	5 610 237
170780266	C H DE BOSCAMNANT	854	130 905	131 759
790000012	C H DE NIORT	6 882 364	1 534 167	8 416 531
790006654	C H DU NORD DEUX-SEVRES	2 989 757	674 265	3 664 022
860780063	HOPITAL CAMILLE GUERIN	1 454 211	1 316 268	2 770 479
860780071	HOPITAL RENAUDOT	924 856	455 421	1 380 277
860780097	C H MONTMORILLON	891 590	153 584	1 045 174
860780980	C. H. U. de POITIERS	38 647 027	8 937 638	47 584 665
<b>Total</b>		<b>77 308 196</b>	<b>30 339 196</b>	<b>107 647 392</b>

**Etablissements ex-QQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total
160000027	ARC EN CIEL Cognac	1 500	37 000	38 500
160000170	Clinique St Joseph	8 000	110 000	118 000
16000954	Clinique Ste Marie	72 008	2 000	74 008
16001320	Centre Clinical	81 230	7 000	88 230
17078055	Clinique du Parc	15 704	7 000	22 704
17078056	Clinique PASTEUR	107 403	308 214	415 617
17078061	Clinique du Mail	92 981	27 000	119 981
17078062	Polyclinique St Georges	-	44 193	44 193
170780647	Clinique Richelieu	-	7 000	7 000
170780662	Clinique de l'Atlantique	-	7 000	7 000
170780993	Clinique du Dr PUJOS	-	7 000	7 000
79000994	Polyclinique d'Inkermann	21 000	117 000	138 000
86001032	Polyclinique de la Providence	47 625	125 486	173 111
86078030	Clinique Ste Anne	-	27 636	27 636
86078031	Clinique du Bon Secours	33 575	9 500	43 075
860780568	Clinique du Fief de Grimoire	23 500	58 800	82 300
860782598	AURAD	-	62 990	62 990
<b>Total</b>		<b>504 526</b>	<b>964 819</b>	<b>1 469 345</b>

**Tableau 7 Rhône-Alpes 1/2 (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)**  
**DotationsMIGAC 2006 des établissements de Rhône-Alpes**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
010007987	CH PUB HAUTEVILLE-LOMPNES	-	200 473	200 473
010008407	CHI OYONNAX NANTUA	1 104 431	1 566 102	2 670 533
010780054	CH FLEYRIAT BOURG-EN-BRESSE	3 910 150	1 762 179	5 672 329
010780062	CH BELLEY	954 648	119 768	1 074 416
010780096	CH MONTPENSIER TREVOUX	50 125	244 469	294 594
070000096	HOPITAL DE MOZE	-	205 360	205 360
070002878	SIH PRIVAS-LA VOULTE	2 435 942	754 944	3 190 886
070780358	CH ANNONAY	1 887 336	763 898	2 651 234
070780374	CH DE TOURNON	949 820	332 176	1 281 996
070783337	CH PAUL RIBEYRE	-	511 177	511 177
070783790	CH AUBENAS	1 399 460	869 275	2 268 735
260000021	C H VALENCE	5 921 448	4 912 316	10 833 764
260000047	C H MONTELMAR	1 887 295	1 505 512	3 392 807
260000054	CENTRE HOSPITALIER CREST	208 994	341 736	550 730
260000104	CENTRE HOSPITALIER DIE	137 071	1 044 616	1 181 687
260000195	CLIN PNEUMOLOGIE LES RIEUX	-	-	-
260016910	C H ROMANS/ST VALLIER	1 578 730	445 634	2 024 364
380014340	INSTIT PRIVE DE CANCEROLOGIE	55 600	1 360 000	1 415 600
380780023	CH RHUMATOLOGIQUE D'URIAGE	-	-	-
380780031	CH LA MURE	194 296	303 021	497 317
380780049	CH BOURGOIN JALLIEU	1 474 174	3 804 801	5 278 975
380780056	CH DE PONT DE BEAUVOISIN	69 290	10 044	79 334
380780072	CH DE RIVES	-	10 000	10 000
380780080	CHU GRENOBLE	66 043 224	20 921 606	86 964 830
380780098	CENTRE HOSPITALIER TULLINS	-	25 000	25 000
380780130	CLIN MUT DES EAUX CLAIRES	683 936	410 617	1 094 553
380780171	CH DE SAINT-MARCELLIN	-	27 065	27 065
380780213	CH DE ST-LAURENT-DU-PONT	-	348 482	348 482
380781435	CH DE VIENNE LUCIEN HUSSEL	2 000 013	4 388 305	6 388 318
380784751	CH VOIRON	1 150 815	2 918 844	4 069 659
420000192	CLIN MED BUISSONNIERE	374 844	-	374 844
420002495	CH PAYS DE GIER	41 213	50 408	91 621
420010050	CLINIQUE MUTUALISTE	-	925 092	925 092
420010233	INSTITUT DE CANCERO DE LA LOIRE	739 998	3 722 222	4 462 220
420780033	CENTRE HOSPITALIER ROANNE	2 731 700	5 135 692	7 867 392
420780645	CH MONTBRISON	878 682	440 461	1 319 143
420780652	CENTRE HOSPITALIER FIRMINY	616 919	971 363	1 588 282
420780686	CENTRE HOSPITALIER FEURS	1 167 317	1 026 683	2 194 000
420784878	CHU SAINT ETIENNE	34 196 182	9 002 590	43 198 772

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
690000245	HOPITAL DE FOURVIERE	5 057	157 077	162 134
690000427	CRF LES MASSUES	94 263	244 353	338 616
690000880	CENTRE LEON BERARD	13 814 925	1 969 267	15 784 192
690780036	C H MONTGELAS	431 658	82 676	514 334
690780044	CH DE SAINTE-FOY-LES-LYON	-	10 119	10 119
690780101	CHS DU VINATIER	222 943	1 848 912	2 071 855
690780150	HOP DE L'ARBRESLE "LE RAVATEL"	894 116	9 716	903 832
690780416	CLIN MUT LA ROSERAIE	55 282	587 885	643 167
690781737	HOPITAL DE LA CROIX ROUGE	-	361 789	361 789
690781810	HOSPICES CIVILS DE LYON	181 780 122	71 270 533	253 050 655
690781836	CLINIQUE MUTUALISTE DE LYON	216 106	609 601	825 707
690782222	CH VILLEFRANCHE-SUR-SAONE	3 265 534	2 823 190	6 088 724
690782271	CH DE TARARE	1 274 466	22 645	1 297 111
690782925	CTRE HOSP GERIAT DU MT D'OR	-	-	-
690788930	SOINS ET SANTE	-	-	-
690805361	CH ST JOSEPH ST LUC	1 296 278	3 413 310	4 709 588
730000015	CH DE CHAMBERY	6 255 786	1 489 460	7 745 246
730002839	CH D'ALBERTVILLE ET MOUTIERS	2 942 203	688 867	3 631 070
730780103	CH DE ST JEAN DE MAURIENNE	1 351 371	521 842	1 873 213
730780111	CH D'AIX LES BAINS	41 445	16 107	57 552
730780525	CH DE BOURG-SAINT-MAURICE	900 000	403 407	1 303 407
740001839	CHI DES HOP DU PAYS DU MT BLANC	2 061 166	2 136 292	4 197 458
740780192	CTE MED DE PRAZ COUTANT	250 581	19 395	269 976
740781133	CH DE LA REGION D'ANNECY	5 085 572	7 402 380	12 487 952
740781208	CH DE RUMILLY	-	16 040	16 040
740781216	CH SUD LEMAN VALSERINE	846 223	262 647	1 108 870
740790258	CHI ANNEMASSE BONNEVILLE	1 867 420	6 478 517	8 345 937
740790381	CHI DU LEMAN	1 480 938	2 321 595	3 802 533
<b>Total</b>		<b>134 843 653</b>	<b>71 381 931</b>	<b>206 225 584</b>

**Tableau 7 Rhône-Alpes 2/2 (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)**  
**DotationsMIGAC 2006 des établissements de Rhône-Alpes**

Les données sont en €

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC	finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
010780195	Clinique Convert	14 481	63 408	77 889	690003884	Clin Ste Anne Lumière	13 580	56 136	69 716
010780203	Clin mut d'Ambérieu	626 724	10 200	636 924	690024773	Calydial	56 315	-	56 315
070780408	Clinique des Cévennes	3 349	-	3 349	690029111	AURAL	43 528	-	43 528
070780424	Hôp privé Drôme- Ardèche	23 700	73 021	96 721	69070366	Clinique Charcot	42 779	14 250	57 029
260000260	Clinique la Parisière	34 500	-	34 500	690780218	Clinique Jeanne d'Arc	11 225	-	11 225
260003017	Clinique Kennedy	56 676	16 421	73 097	690780275	Clinique Saint-Louis	13 132	-	13 132
380780197	Clin St Vincent de Paul	-	42 549	42 549	690780358	Clin du Val d'Ouest-Vendôme	40 979	409 770	450 749
380781450	Clinique Saint Charles	3 349	-	3 349	690780390	Polyclinique de Rillieux	67 485	16 885	84 370
380784801	AGDUC	12 130	-	12 130	690780440	Clinique Saint Jean	102 005	56 136	158 141
380785170	Clinique d'Alembert (Bains)	19 238	-	19 238	690780499	Cte du Rein Artificiel de Tassin	14 430	143 000	157 430
380785956	Clinique des Cèdres	16 509	10 200	26 709	690780648	Clinique de la Sauvegarde	25 395	122 802	148 197
380786442	Clinique Belledonne	23 810	67 941	91 751	690780655	Clinique Pasteur	15 000	-	15 000
420002479	HAD Oïkia	-	56 466	56 466	690780663	Clinique Trénel	18 518	-	18 518
420011413	CHPL	25 690	15 000	40 690	690782834	Clinique du Tonkin	12 263	64 469	76 732
420782310	Clinique du Renaison	10 564	-	10 564	690782842	Clinique Montplaisir	19 885	-	19 885
420788671	ARTIC 42	6 832	-	6 832	690793468	Infirmierie Protestante	72 287	56 636	128 923
					690807367	Polyclin du Beaujolais	6 132	-	6 132
					730780358	Clinique Herbert	-	16 885	16 885
					730780384	Clinique Saint Joseph	66 531	16 885	83 416
					740010475	HAD 74	19 885	-	19 885
					740780416	Clinique d'Argonay	21 881	19 658	41 539
					740780424	Clin Gén d'Annecy	54 087	73 021	127 108
					740780440	Clinique de l'Espérance	-	12 500	12 500
					740785357	Polyclinique de Savoie	21 744	25 200	46 944
					<b>Total</b>		<b>877 552</b>	<b>355 206</b>	<b>1 232 758</b>

**Tableau 7 Guadeloupe** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Guadeloupe**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
970100178	C H DE LA BASSE-TERRE	2 643 040	1 551 188	4 194 228
970100186	C H DE MARIGOT	927 929	6 039 666	6 967 595
970100194	C H L-D. BEAUPERTHUY	- 195	717 623	717 428
970100202	C H SAINTE-MARIE	577 415	3 067 422	3 644 837
970100228	C.H.U. DE POINTE A PITRE/ ABYMES	22 643 441	18 232 880	40 876 321
970100285	C.H. M. SELBONNE	- 849	1 049 606	1 048 757
<b>Total</b>		26 790 781	30 658 385	57 449 166

**Tableau 7 Martinique** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Dotations MIGAC 2006 des établissements de Martinique**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
970202131	CHG LOUIS DOMERGUE	769 755	5 957 062	6 726 817
970202156	HOPITAL DU MARIN	-	162 428	162 428
970202164	HOPITAL ST ESPRIT	-	210 109	210 109
970202206	C H DU CARBET	53 650	272 547	326 197
970202255	C H DU LAMENTIN	227 828	7 495 170	7 722 998
970202271	CHU DE FORT DE FRANCE	30 808 275	14 750 224	45 558 499
<b>Total</b>		31 859 508	28 847 540	60 707 048

**Tableau 7 Réunion** (Source : DHOS/SDF/Arbust MIGAC)  
**Total MIGAC 2006 des établissements de la Réunion**

Les données sont en €

**Etablissements ex-DG**

finess	Raison Sociale	Total MIG	Total AC	Total MIGAC
970400164	CLINIQUE SAINT BENOIT	1 060 976	2 061 367	3 122 343
970403606	C.H.I. ST ANDRE/ ST BENOIT	-	1 534 243	1 534 243
970403614	G.H. SUD-REUNION	15 161 004	17 396 493	32 557 497
970421004	C.H. F.GUYON	19 710 417	11 847 211	31 557 628
970421038	C.H. G. MARTIN	1 512 851	10 072 225	11 585 076
970423000	HOPITAL D'ENFANTS SAINT-DENIS	274 611	594 577	869 188
<b>Total</b>		37 719 860	43 506 116	81 225 976

**Etablissements ex-OQN**

finess	Raison Sociale	total MIG	total AC	total MIGAC
970404844	CLINIQUE SAINT VINCENT	-	168 073	168 073
970462024	CLINIQUE JEANNE D'ARC	18 000	161 327	179 327
970462065	CLINIQUE MEDICALE DE L'EST	-	277 953	277 953
970462073	CLINIQUE DURIEUX	-	294 716	294 716
970462081	CLIN JEANNE D'ARC Site Les Orchidées	-	31 459	31 459
97046210	CLINIQUE SAINTE CLOTILDE	443 600	588 325	1 031 925
970466751	CLINIQUE AVICENNE	-	18 296	18 296
<b>Total</b>		461 600	1 540 149	2 001 749

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MERRI de l'article D162-6 1° CSS

tableau 8: (source Arbust-MIG), Données en euros

**Part fixe des MERRI**

Nom de la mission d'intérêt général	part fixe des MERRI
-------------------------------------	---------------------

TOTAL ALSACE	56 649 533
TOTAL AQUITAINE	71 373 791
TOTAL AUVERGNE	26 315 318
TOTAL BRETAGNE	60 504 636
TOTAL BOURGOGNE	24 589 980
TOTAL CENTRE	39 751 521
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	26 011 661
TOTAL CORSE	-
TOTAL FRANCHE COMTE	21 143 134
TOTAL GUADELOUPE	15 680 392
TOTAL ILE DE France (hors AP-HP)	74 035 587
TOTAL AP-HP	398 935 466
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	68 711 132
TOTAL LIMOUSIN	21 781 255
TOTAL LORRAINE	51 298 708
TOTAL MARTINIQUE	20 010 121
TOTAL MIDI PYRENEES	66 104 401
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	72 271 159
TOTAL BASSE NORMANDIE	31 976 244
TOTAL HAUTE NORMANDIE	32 786 023
TOTAL PACA	126 204 557
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	61 787 678
TOTAL PICARDIE	25 973 477
TOTAL POITOU CHARENTE	19 190 723
TOTAL REUNION	15 144 186
TOTAL RHONE ALPES	177 399 711
<b>TOTAL</b>	<b>1 605 630 394</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MERRI de l'article D162-6 1°a)CSS

tableau 8A: (source Arbust-MIG), Données en euros

**recherche médicale et innovation, notamment recherche clinique**

Nom de la mission d'intérêt général	centres d'investigation clinique	centres d'investigation technologique	centres d'épidémiologie clinique	centres de ressources biologiques	Contrats INSERM/CHU	programmes de soutien aux techniques innovantes et coûteuses	conservation des tissus, tumeurs et produits humains à des fins de recherche	emploi de techniciens et d'ARC* pour la réalisation d'essais cliniques	projets de recherche entrant dans le cadre du PHRC	délégations interrégionales à la recherche clinique
<b>TOTAL CH</b>	378 136	-	17 331	301 599	101 008	847 090	346 381	607 651	-	-
<b>TOTAL CHRU</b>	16 468 085	749 438	10 279 315	3 276 416	3 327 818	18 587 147	8 025 180	847 839	-	6 500 276
<b>TOTAL CLCC</b>	26 240 871	7 181 687	3 020 427	2 931 766	594 593	5 080 913	1 260 003	726 445	-	-
<b>TOTAL CLINIQUES</b>	-	-	-	-	-	274 000	-	16 600	-	-
<b>TOTAL EBNL</b>	464 058	36 374	-	-	23 000	377 948	256 088	23 247	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>43 551 150</b>	<b>7 967 499</b>	<b>13 317 073</b>	<b>6 509 781</b>	<b>4 046 419</b>	<b>25 167 098</b>	<b>9 887 652</b>	<b>2 221 781</b>	-	<b>6 500 276</b>

<b>TOTAL ALSACE</b>	2 724 477	-	130 604	30 003	322 000	316 440	265 541	113 375	626 000	-
<b>TOTAL AQUITAINE</b>	2 072 294	2 057 981	518 591	-	230 000	1 851 945	357 080	157 707	1 508 000	685 704
<b>TOTAL AUVERGNE</b>	3 201 974	408 989	791 612	-	-	1 565 672	-	198 868	1 100 095	350 000
<b>TOTAL BOURGOGNE</b>	2 212 091	-	45 236	-	46 000	311 070	280 462	203 463	532 000	542 430
<b>TOTAL BRETAGNE</b>	2 583 874	1 077 138	531 280	133 914	46 000	489 860	892 995	0	898 000	-
<b>TOTAL CENTRE</b>	842 107	163 278	133 731	360 282	66 596	456 784	-	42 212	905 000	-
<b>TOTAL CHAMPAGNE ARDENNE</b>	289 211	-	114 221	-	247 500	773 085	-	128 254	196 000	-
<b>TOTAL CORSE</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL FRANCHE COMTE</b>	212 043	-	266 769	116 004	-	172 589	159 733	71 839	1 151 490	-
<b>TOTAL GUADELOUPE</b>	106 267	-	-	-	-	18 900	-	-	291 000	-
<b>TOTAL ILE DE France (hors AP-)</b>	3 254 996	718 835	1 379 547	159 446	386 000	2 183 717	868 928	-	905 000	-
<b>TOTAL AP-HP</b>	4 117 347	430 982	4 378 838	1 493	-	ND	3 784 665	-	ND	1 085 152
<b>TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON</b>	1 926 317	-	-	-	276 000	1 159 108	270 885	173 987	1 447 599	500 000
<b>TOTAL LIMOUSIN</b>	-	-	-	-	-	216 902	306 579	159 046	486 000	500 000
<b>TOTAL LORRAINE</b>	896 890	2 479 937	849 891	642 283	46 000	1 004 258	-	-	468 053	-
<b>TOTAL MARTINIQUE</b>	-	-	-	-	-	225 000	55 153	-	48 000	-
<b>TOTAL MIDI PYRENEES</b>	1 481 661	-	990 393	378 903	391 000	1 029 543	81 322	101 742	1 636 000	300 000
<b>TOTAL NORD PAS DE CALAIS</b>	4 129 646	-	1 274 179	572 087	207 000	4 692 279	517 660	-	322 760	-
<b>TOTAL BASSE NORMANDIE</b>	-	-	-	-	-	1 113 001	120 269	196 216	-	200 000
<b>TOTAL HAUTE NORMANDIE</b>	2 029 119	-	-	472 834	-	781 217	-	-	837 000	-
<b>TOTAL PACA</b>	5 254 177	630 359	986 343	1 615 150	828 000	1 624 235	-	273 747	4 352 999	764 806
<b>TOTAL PAYS DE LA LOIRE</b>	2 275 134	-	821 319	1 820 093	301 315	1 357 225	564 569	264 648	3088807	369 184
<b>TOTAL PICARDIE</b>	-	-	-	207 288	46 000	485 168	194 263	-	352 000	353 000
<b>TOTAL POITOU CHARENTE</b>	1 087 475	-	-	-	-	424 520	51 329	-	237 000	-
<b>TOTAL REUNION</b>	229 182	-	-	-	55 008	254 061	63 755	136 676	1 228 000	-
<b>TOTAL RHONE ALPES</b>	2 624 868	-	104 518	-	552 000	2 660 519	1 052 464	-	3 935 228	850 000
<b>TOTAL</b>	<b>43 551 150</b>	<b>7 967 499</b>	<b>13 317 073</b>	<b>6 509 781</b>	<b>4 046 419</b>	<b>25 167 098</b>	<b>9 887 652</b>	<b>2 221 781</b>	<b>26 552 031</b>	<b>6 500 276</b>

\*ARC: assistant de recherche clinique

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MERRI de l'article D162-6 1° b) et c) CSS

Tableau 8B (Source Arbust-MIG) Données en €

**Enseignement, expertise, référence et recours**

Nom de la mission d'intérêt général	centres mémoire de ressource et de recherche	stages de résidents et de radiophysiciens prévus dans le cadre de la politique nationale	centres de ressources sur les maladies professionnelles	centres d'information et de soins de l'immuno-déficience humaine (CISIH)	centres référents pour troubles spécifiques d'apprentissage du langage	centres de référence pour la prise en charge des maladies rares	actions de télé-enseignement et de télé-formation	centres de référence sur l'hémophilie	centres de ressource et compétences sur la mucoviscidose	centres de référence sur la sclérose latérale amyotrophique	centres de référence sur la mort subite du nourrisson	centres de ressource de l'autisme	centres de référence d'implantation cochléaire	centres de références hépatites C
-------------------------------------	--	--	---	--	--	---	---	---------------------------------------	--	---	---	-----------------------------------	--	-----------------------------------

TOTAL CH	129 444		700 883	433 507	124 288	2 619 508		13 166	527 446		107 495			3 951 620
TOTAL CHRUI	6 068 395	162 868	5 685 280	9 451 020	8 214 803	67 102 430	1 027 370	2 339 147	3 480 520	1 428 023	2 048 088	632 594	2 216 443	
TOTAL CLCC	44 756	785 685				7 969								
TOTAL CLINIQUES														
TOTAL EBNL	800 000				95 514	2 181 282								
<b>TOTAL</b>	<b>7 042 595</b>	<b>948 554</b>	<b>6 386 163</b>	<b>9 884 527</b>	<b>8 434 606</b>	<b>71 911 189</b>	<b>1 027 370</b>	<b>2 352 313</b>	<b>4 007 965</b>	<b>1 428 023</b>	<b>2 155 583</b>	<b>632 594</b>	<b>2 216 443</b>	<b>3 951 620</b>

TOTAL ALSACE	377 264	-	-	1 090 861	117 621	976 231	-	-	-	-	-	-	150 000	-
TOTAL AQUITAINE	210 193	20 750	221 871	182 312		1 078 045	-	-	-	-	107 481	-	-	-
TOTAL AUVERGNE	-	-	327 237	-	468 813	1 360 773	-	-	-	-	25 782	-	-	-
TOTAL BOURGOGNE	711 593	21 000	142 220	-	193 807	553 077	-	-	-	-	88 448	-	-	-
TOTAL BRETAGNE	165 284	36 373	315 919	736 260	130 415	2 560 301	-	-	173 976	-	203 574	-	-	-
TOTAL CENTRE		99 739	191 936	412 711	308 107	312 030	-	-	-	-	60 624	-	-	-
TOTAL CHAMPAGNE ARDENN	376 636	-	67 675	-	274 199	608 400	-	-	-	-	145 099	216 594	-	-
TOTAL CORSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FRANCHE COMTE	-	21 792	60 264	-	-	688 017	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GUADELOUPE	-	-	-	660 737	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Ile de France (hors AP-H)	800 000	172 743	405 065	-	-	2 664 813	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL AP-HP	994 268		1 175 714		2 624 695	38 616 514					377 889			
TOTAL LANGUEDOC ROUSSIL	281 400	62 725	18 176	273 878	425 675	809 288	-	1 367 386	479 211	503 752	325 339	-	517 630	3 489 235
TOTAL LIMOUSIN	244 400		15 314		144 183	1 135 953	-		48 797		46 884	-	-	-
TOTAL LORRAINE	508 185	122 985	277 889	164 179	66 956	575 784	-	176 907	529 883	79 905	107 495	-	-	95 065
TOTAL MARTINIQUE	-			729 374		541 734	125 820					-	-	23 935
TOTAL MIDI PYRENEES	768 394	72 069	565 353	514 455	866 386	1 923 830	32 806	313 877	1 763 166	826 821	49 227	-	1 047 142	302 372
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	-	21 000	773 191	334 246	421 491	4 083 491	-	-	-	-	196 908	-	-	-
TOTAL BASSE NORMANDIE		20 776	327 327	339 170	271 436	862 155		122 363	-	-	140 537	-	-	41 013
TOTAL HAUTE NORMANDIE	582 642	11 120	292 910	340 215	201 809	742 289	868 744	236 545	484 463	-	147 698	-	301 671	-
TOTAL PACA	387 329	120 457	421 842	1 722 429	513 836	4 479 564	-	-	-	-	24 184	-	-	-
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	81 807	42 000	340 610	1 403 577	125 637	2 526 904	-	9 760	-	-	6 532	-	200 000	-
TOTAL PICARDIE	24 787	-	46 881	-	90 259	152 983	-	105 562	175 000	-	292 247	416 000	-	-
TOTAL POITOU CHARENTE	265 844					249 359	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL REUNION			50 620	99 261	95 514	186 712	-	-	353 470	-	-	-	-	-
TOTAL RHONE ALPES	262 568	103 024	348 150	880 862	1 093 766	4 222 942	-	19 913	-	17 545	24 597	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>7 042 595</b>	<b>948 554</b>	<b>6 386 163</b>	<b>9 884 527</b>	<b>8 434 606</b>	<b>71 911 189</b>	<b>1 027 370</b>	<b>2 352 313</b>	<b>4 007 965</b>	<b>1 428 023</b>	<b>2 155 583</b>	<b>632 594</b>	<b>2 216 443</b>	<b>3 951 620</b>

remarque AP-HP : 9 720 226 euros notifiés au titre des centres de référence labellisés hors centres ci-dessus

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MERRI de l'article D162-6 1° d) CSS

Tableau 8C (source Arbust MIG) Données en €

**Activités innovantes et expérimentales**

Nom de la mission d'intérêt général	laboratoires d'oncogénétique	laboratoires de génétique moléculaire	médicaments sous ATU	actes dentaires hors nomenclature	laboratoires de neurogénétique	actes de biologie hors nomenclature	implants cochléaires	centres de référence pour le traitement de l'hypercholestérolémie majeure par épuration extracorporelle	laboratoires de cytogénétique	actes d'anatomocyto-pathologie hors nomenclature	organes artificiels
-------------------------------------	------------------------------	---------------------------------------	----------------------	-----------------------------------	--------------------------------	-------------------------------------	----------------------	---	-------------------------------	--	---------------------

TOTAL CH	781 402	2 060 945	4 994 948	2 309 379		12 274 074	206 364		857 358	940 448	
TOTAL CHRU	36 113 339	30 412 782	21 854 662	14 594 077	3 350 350	171 047 140	8 278 090	174 135		12 033 639	9 837 978
TOTAL CLCC	9 418 639	2 456 006	3 685 164	2 694 077		13 277 868				3 256 529	
TOTAL CLINIQUES	-		-			17 307					4 000
TOTAL EBNL	1 326 496	1 305 331	1 635 495	1 670 424		4 277 320				87 775	55 442
<b>TOTAL</b>	<b>47 639 875</b>	<b>36 235 063</b>	<b>32 170 269</b>	<b>21 267 957</b>	<b>3 350 350</b>	<b>200 893 710</b>	<b>8 484 454</b>	<b>174 135</b>	<b>857 358</b>	<b>16 318 391</b>	<b>9 897 420</b>

TOTAL ALSACE	503 249	623 334	375 080	31 757	358 089	8 628 932	1 287 681	-	-	-	-
TOTAL AQUITAINE	189 950	2 451 839	1 030 494	5 123 090	106 813	8 975 733	250 000	-	-	-	-
TOTAL AUVERGNE	329 489	1 949 087	156 750	1 398 762	139 575	705 086	310 000	-	-	1 311 812	-
TOTAL BOURGOGNE	316 472	330 815	718 323	88 506		2 338 925	132 906	-	-	-	240 321
TOTAL BRETAGNE	5 695 304	-	1 158 617	-	59 313	488 798	-	-	-	6 902 731	1 186 900
TOTAL CENTRE	236 220	250 791	2 025 732		162 216	3 609 190	859 296	-	-	-	-
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	287 967	1 203 382	608 380	238 628		3 881 952	656 042	-	-	-	-
TOTAL CORSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FRANCHE COMTE	-	-	343 308	-	-	2 746 841	170 538	-	-	139 260	416 322
TOTAL GUADELOUPE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Ile de France (hors AP-HP)	4 548 888	1 464 304	4 762 750	3 898 105	-	11 838 954	-	-	-	-	-
TOTAL AP-HP	15 870 772	4 587 183	3 521 377	7 998 016	1 760 348	76 451 516					
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	5 333 702		2 524 324	2 177 297	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL LIMOUSIN	49 209	891 934	70 997	2 413	-	3 915 991	-	-	-	-	-
TOTAL LORRAINE	14 928	4 192 416	1 322 542		-	7 665 066	-	-	-	-	-
TOTAL MARTINIQUE	-	-	343 936	8 413	-		162 518	-	-	-	-
TOTAL MIDI PYRENEES	488 694	-	509 311	-	-	4 968 086	240 230	-	-	3 951 253	294 713
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	794 612	9 843 365	2 960 724	-	75 145	3 539 520	667 747	-	-	1 118 426	955 442
TOTAL BASSE NORMANDIE	1 022 031	567 383	631 517	-	-	4 453 980	-	-	-	26 909	1 598 746
TOTAL HAUTE NORMANDIE	4 263 204		1 015 540	-	-	1 266 479	-	-	-	-	-
TOTAL PACA	4 582 121	481 000	1 212 384	205 311		25 429 214	790 000	-	-	1 067 166	4 681 213
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	498 192	469 445	1 107 363	-	286 037	7 465 364	1 733 475	-	-	-	-
TOTAL PICARDIE	53 755	833 551	33 070	-	-	2 853 826	-	-	-	-	-
TOTAL POITOU CHARENTE	174 211	832 832	120 255	-	-	5 624 645	-	-	-	-	-
TOTAL REUNION	-	-	353 216	-	-	995 428	-	-	857 358	-	-
TOTAL RHONE ALPES	2 386 906	6 201 292	5 950 895	97 659	402 814	13 050 186	1 224 022	174 135	-	1 800 834	523 764
<b>TOTAL</b>	<b>47 639 875</b>	<b>36 235 063</b>	<b>32 170 269</b>	<b>21 267 957</b>	<b>3 350 350</b>	<b>200 893 710</b>	<b>8 484 454</b>	<b>174 135</b>	<b>857 358</b>	<b>16 318 391</b>	<b>9 897 420</b>

Remarque : pour l'AP-HP : autres actes hors nomenclature : 3 239 641€; DMI : 6 951 169€

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D-162-6 2° a) CSS

Tableau 8D (source Arbust MIG) Données en €

**Veille et vigilance**

Nom de la mission d'intérêt général	OMIT - analyse des pratiques de prescription régionale en matière de médicaments et de produits et prestations	centres de coordination de la lutte contre infections nosocomiales	centres régionaux de pharmacovigilance et centres d'étude et d'information sur la pharmacodépendance	coordonnateurs régionaux d'hémovigilance	centres antipoison	centres et cellules de coordination des soins en cancérologie	centres nationaux de référence pour la lutte contre les maladies transmissibles	registres à caractère épidémiologique	antennes régionales des CCLIN
-------------------------------------	--	--	--	--	--------------------	---	---	---------------------------------------	-------------------------------

TOTAL CH	495 749	77143	347 166	1 838 562	-	10 715 069	-	-	139 018
TOTAL CHRU	1 519 888	5355068	20 602 044	6 841 600	8 219 558	13 702 740	8 182 072	762 236	1 233 827
TOTAL CLCC	412 159	-	-	21 182	-	7 152 140	-	-	-
TOTAL CLINIQUES	-	-	-	-	-	2 595 634	-	-	8 500
TOTAL EBNL	-	-	-	-	-	1 445 843	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 427 796</b>	<b>5 432 211</b>	<b>20 949 210</b>	<b>8 701 344</b>	<b>8 219 558</b>	<b>35 611 426</b>	<b>8 182 072</b>	<b>762 236</b>	<b>1 381 345</b>

TOTAL ALSACE	95 549	168709	904	194 186	417 869	1 026 608	-	-	-
TOTAL AQUITAINE	208 226	983837	368 335	306 285	494 342	1 519 852	-	-	-
TOTAL AUVERGNE	-	-	29 628	287 356	-	2 130 315	-	-	-
TOTAL BOURGOGNE	58 000	-	-	-	-	1 100 446	-	-	233 623
TOTAL BRETAGNE	45 009	504749	347 184	367 380	504 371	519 518	-	-	-
TOTAL CENTRE	326 058	-	611 989	203 595	-	2 205 878	-	-	226 723
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	-	-	290 188	583 567	-	433 418	-	-	180 263
TOTAL CORSE	-	-	-	-	-	41 465	-	-	-
TOTAL FRANCHE COMTE	44 194	128254	35 207	518 123	-	200 695	-	-	-
TOTAL GUADELOUPE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL Ile de France (hors AP-HP)	386 221	-	-	998 573	-	-	-	-	-
TOTAL AP-HP	-	1453658	12 206 914	451 890	1 339 588	2 625 730	7 567 603	169 957	-
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	85 397	173916	661 911	1 503 091	-	1 679 189	-	-	-
TOTAL LIMOUSIN	46 867	-	267 966	116 239	-	1 563 247	-	-	-
TOTAL LORRAINE	70 459	415800	39 694	188 227	587 592	1 759 717	-	-	320 233
TOTAL MARTINIQUE	25 593	220000	-	263 815	-	-	-	-	-
TOTAL MIDI PYRENEES	109 041	174993	473 331	315 868	776 936	1 649 250	27 101	-	-
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	-	-	856 110	541 637	1 236 049	5 753 564	-	-	-
TOTAL BASSE NORMANDIE	76 801	-	134 466	196 673	-	638 115	-	-	4 230
TOTAL HAUTE NORMANDIE	123 416	-	222 592	171 180	11 166	-	64 283	-	91 518
TOTAL PACA	152 000	90015	319 914	134 297	932 540	2 943 195	-	420 351	-
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	267 041	-	174 957	1 078 482	328 876	945 410	-	30 000	8 500
TOTAL PICARDIE	-	-	50 744	112 941	-	1 749 921	-	-	316 255
TOTAL POITOU CHARENTE	86 280	-	203 499	167 939	-	629 453	-	141 928	-
TOTAL REUNION	24 131	34525	-	-	-	776 726	-	-	-
TOTAL RHONE ALPES	197 513	1083755	3 724 091	-	1 590 229	3 719 714	523 085	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 427 796</b>	<b>5 432 211</b>	<b>20 949 210</b>	<b>8 701 344</b>	<b>8 219 558</b>	<b>35 611 426</b>	<b>8 182 072</b>	<b>762 236</b>	<b>1 381 345</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D162-6 2° b) CSS

Tableau 8E (source Arbust-MIG) Données en €

**Equipes pluridisciplinaires**

Nom de la mission d'intérêt général	équipes hospitalières de liaison en addictologie	équipes mobiles de gériatrie	équipes mobiles soins palliatifs	équipes de cancérologie pédiatrique	équipes mobiles de lutte contre la douleur
<b>TOTAL CH</b>	11 378 116	17 553 588	58 374 921	771 505	7 811 645
TOTAL CHRU	5 276 716	9 783 104	20 627 169	7 061 997	6 317 251
TOTAL CLCC	23 309	123 586	5 311 611	1 854 777	1 725 830
TOTAL CLINIQUES			651 628		525 038
TOTAL EBNL	221 118	1 141 789	5 894 551		1 069 892
<b>TOTAL</b>	<b>16 899 260</b>	<b>28 602 067</b>	<b>90 859 880</b>	<b>9 688 279</b>	<b>17 449 656</b>

TOTAL ALSACE	475 298	455 010	2 583 257	159 193	549 693
TOTAL AQUITAINE	819 509	1 022 759	3 746 116	476 845	858 342
TOTAL AUVERGNE	667 624	589 154	1 881 412	160 963	199 512
TOTAL BOURGOGNE	518 777	910 036	2 978 338	57 100	-
TOTAL BRETAGNE	938 242	826 663	2 117 054	269 972	375 874
TOTAL CENTRE	283 325	296 997	4 928 527	231 660	2 038 854
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	158 862	342 920	2 363 925	45 488	196 145
TOTAL CORSE	-	326 993	260 064	-	-
TOTAL FRANCHE COMTE	244 448	1 002 597	2 583 140	275 841	256 528
TOTAL GUADELOUPE	-	87 919	561 859		-
TOTAL Ile de France (hors AP-HP)	1 682 030	2 392 934	10 310 795	1 336 296	950 409
TOTAL AP-HP	2 339 253	3 158 564	6 339 081	2 106 983	2 669 074
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	882 982	1 842 723	4 685 962	257 280	10 833
TOTAL LIMOUSIN	-	1 102 518	995 961	76 051	-
TOTAL LORRAINE	179 200	192 011	4 903 753	253 061	680 029
TOTAL MARTINIQUE	430 304	281 168	254 266		508 240
TOTAL MIDI PYRENEES	257 080	2 461 925	3 669 226	301 990	968 895
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	974 567	1 851 804	3 998 383	281 000	422 095
TOTAL BASSE NORMANDIE	823 752	534 250	4 384 922	210 922	2 500 662
TOTAL HAUTE NORMANDIE	511 154	330 007	2 187 594	232 976	-
TOTAL PACA	918 038	3 622 195	6 801 613	758 420	1 703 171
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	719 127	702 640	2 617 379	1 064 892	163 467
TOTAL PICARDIE	1 229 012	96 775	3 686 937	-	-
TOTAL POITOU CHARENTE	-	1 367 694	3 336 919	184 569	1 078 451
TOTAL REUNION	379 044	575 521	1 093 338	208 079	90 074
TOTAL RHONE ALPES	1 467 632	2 228 290	7 590 058	738 698	1 229 307
<b>TOTAL</b>	<b>16 899 260</b>	<b>28 602 067</b>	<b>90 859 880</b>	<b>9 688 279</b>	<b>17 449 656</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D162-6 2° c) CSS

Tableau 8F (source Arbust MIG) Données en €

**Produits humains**

Nom de la mission d'intérêt général	lactariums mentionnés à l'article L. 2323-1 du CSP	recueil, traitement et conservation des gamètes ainsi que la conservation des embryons	banques de tissus	consultation fichier national ou fichiers internationaux de greffe de moelle et typage des donneurs potentiels	frais inhérents aux examens, hospitalisations, trajets et hébergement
-------------------------------------	--	--	-------------------	--	---

TOTAL CH	516 354	699 387	186 476	-	381 632
TOTAL CHRU	4 992 702	12 490 585	6 562 689	3 183 939	-
TOTAL CLCC		-	230 043	305 325	-
TOTAL CLINIQUES		25 756	-	-	-
TOTAL EBNL	290 097	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 799 153</b>	<b>13 215 728</b>	<b>6 979 209</b>	<b>3 489 264</b>	<b>381 632</b>

TOTAL ALSACE	639 848	486 600	-	-	-
TOTAL AQUITAINE	325 834	513 093	244 665	-	-
TOTAL AUVERGNE	4 321	941 338	-	305 325	-
TOTAL BOURGOGNE	72 008	687 079	-	-	-
TOTAL BRETAGNE	977 290	638 201	219 787	251 990	-
TOTAL CENTRE	368 447	2 140 753	-	-	-
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	519 853	203 957	1 754	-	-
TOTAL CORSE	-	-	-	-	-
TOTAL FRANCHE COMTE	-	350 665	191 533	-	-
TOTAL GUADELOUPE	-	-	-	-	-
TOTAL Ile de France (hors AP-HP)	290 097	-	-	-	-
TOTAL AP-HP		1 619 761	1 778 597	1 544 305	
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	118 923	448 484	412 119	-	-
TOTAL LIMOUSIN	-	-	86 792	154 326	-
TOTAL LORRAINE	-	429 864	1 107 185	-	-
TOTAL MARTINIQUE	-	-	-	-	-
TOTAL MIDI PYRENEES	-	1 681 816	54 824	371 332	133 068
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	1 372 157	304 257	261 557	562 774	-
TOTAL BASSE NORMANDIE	16 631	316 550	-	-	-
TOTAL HAUTE NORMANDIE	-	140 319	-	155 930	-
TOTAL PACA	-	584 906	229 173	-	-
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	343 926	89 678	291 984	-	-
TOTAL PICARDIE	80 648	106 817	38 998	-	248 564
TOTAL POITOU CHARENTE	332 729	-	-	-	-
TOTAL REUNION	-	-	-	143 282	-
TOTAL RHONE ALPES	336 441	1 531 590	2 060 241	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 799 153</b>	<b>13 215 728</b>	<b>6 979 209</b>	<b>3 489 264</b>	<b>381 632</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D162-6 2° d) à i) CSS

Tableau 8G (source Arbust MIG) Données en €

Prises en charge spécifiques

Nom de la mission d'intérêt général	PASS - permanences d'accès aux soins de santé	PASS mobiles - accompagnement social des patients en situation précaire	consultations de suivi post-greffes	maisons médicales	structures pluridisciplinaires spécialisées dans la prise en charge des adolescents	Réseaux de télésanté, notamment la télémédecine	CDAG - dépistage anonyme et gratuit et diagnostic VIH	actions de prévention et d'éducation relatives à la nutrition, à l'asthme et au diabète	gestion du risque nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique ou	consultations mémoire	emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans services de soins prévu	consultations hospitalières d'addictologie	structures spécialisées dans la prise en charge de la douleur chronique rebelle	consultations hospitalières de génétique	centres périnataux de proximité	la nutrition parentérale à domicile hors HAD	Dispositif d'annonce et réunions de concertation pluridisciplinaire dans le cadre de la lutte contre le
-------------------------------------	---	---	-------------------------------------	-------------------	---	---	---	---	---	-----------------------	---	--	---	--	---------------------------------	--	---

TOTAL CH	14 564 928	1 338 356	135 429	3 922 805	251 615	2 260 593	10 214 557	16 050 841	737 266	10 556 647	13 785 744	14 675 535	6 987 765	1 484 347	10 188 689	469 529	ND
TOTAL CHRU	10 946 130	447 683	508 008	174 703	6 165 197	2 641 446	8 123 958	46 431 866	3 584 376	7 445 945	5 470 639	10 994 769	21 200 015	20 929 207	2 571 139	27 519 401	ND
TOTAL CLCC				101 846	722 129	504 992		1 841 483			581 258	566 605	1 562 429	1 587 646		376 705	ND
TOTAL CLINIQUES	81 720	25 000	23 738			206 879		846 996		179 757	4 985 990	227 801	347 273	22 650	165 369		ND
TOTAL EBNL	1 178 796	40 000			5 741	37 953	243 290	1 417 789	710	1 691 679	1 257 845	987 926	3 690 316	246 035	1 650 958		ND
<b>TOTAL</b>	<b>26 771 574</b>	<b>1 851 039</b>	<b>667 175</b>	<b>4 199 353</b>	<b>7 144 682</b>	<b>5 651 863</b>	<b>18 581 805</b>	<b>66 588 975</b>	<b>4 322 351</b>	<b>19 874 029</b>	<b>26 081 477</b>	<b>27 452 636</b>	<b>33 787 797</b>	<b>24 269 885</b>	<b>14 576 155</b>	<b>28 365 635</b>	<b>43189809</b>

TOTAL ALSACE	521 959	-	-	-	-	-	551 170	160 909	244 322	378 391	563 214	1 108 337	2 009 913	421 764	295 067	831 777	287966
TOTAL AQUITAINE	1 139 404	387 638	195 572	-	-	207 693	213 807	566 692	269 065	1 357 961	1 470 426	1 801 277	969 359	571 686	263 962	201 309	1223972
TOTAL AUVERGNE	359 482	-	6 000	-	698	76 152	197 230	1 066 901	-	488 392	1 945 633	1 115 003	945 765	556 659	308 988	347 599	173170
TOTAL BOURGOGNE	497 661	-	-	93 413	-	186 491	78 293	555 886	-	374 434	793 650	669 212	672 333	322 480	-	-	732310
TOTAL BRETAGNE	1 383 956	0	0	0	3 672	0	676 476	686 332	259 663	957 742	806 781	696 663	1 104 280	1 743 256	1 566 222	831 501	2973512
TOTAL CENTRE	885 155	-	27 242	-	36 494	-	606 770	1 212 488	60 000	564 219	314 640	897 760	73 795	2 046 728	2 128 034	-	58601
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	189 585	-	-	-	396 233	-	857 868	1 406 816	64 890	267 586	1 175 921	487 218	309 875	275 999	-	-	753233
TOTAL CORSE	79 492	-	-	-	-	-	44 887	-	60 000	117 419	-	175 683	-	-	-	-	233758
TOTAL FRANCHE COMTE	279 028	-	-	-	-	167 914	113 440	1 430 498	-	405 150	391 003	652 499	1 496 732	403 950	580 587	-	331025
TOTAL GUADELOUPE							137 651	-	-	-	-	-	24 750	15 000	-	-	0
TOTAL Ile de France (hors	2 254 180	949 320	-	-	329 917	-	2 102 208	1 935 083	200 603	2 129 516	5 977 563	976 894	1 938 662	175 624	310 720	-	8317502
TOTAL AP-HP	3 027 946	-	-	-	6 130 772	0	1 498 459	16 380 142	-	823 463	562 962	2 762 522	5 522 819	7 544 377	-	15 562 318	10235327
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	1 070 237	885	-	-	-	-	1 649 722	1 742 439	36 469	1 235 184	348 883	2 364 871	1 132 620	3 113 638	-	306 935	591906
TOTAL LIMOUSIN	270 506	-	-	-	-	783 729	253 233	490 757	11 520	495 966	225 881	482 853	366 392	54 986	-	-	0
TOTAL LORRAINE	819 780	-	285 194	-	-	-	692 517	2 446 158	245 464	1 137 886	406 991	1 440 368	1 856 996	214 189	641 670	-	1006105
TOTAL MARTINIQUE	291 097	-	-	-	-	-	726	568 488	748 200	454 580	55 000	-	-	102 828	-	-	251240
TOTAL MIDI PYRENEES	2 747 891	447 683	-	79 171	-	502 182	1 002 128	12 531 207	358 480	222 630	571 264	1 107 090	963 042	562 935	1 605 108	586 142	4118436
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	1 845 353	-	-	232 057	-	82 095	298 569	3 327 757	523 494	1 516 983	1 543 620	3 201 472	2 154 820	777 713	-	3 768 037	1176024
TOTAL BASSE NORMANDIE	693 401	40 000	-	3 597 335	-	106 399	368 195	1 727 504	-	1 107 771	237 369	828 604	-	337 681	1 036 815	-	1235619
TOTAL HAUTE NORMANDIE	878 415	-	-	-	-	33 319	345 523	891 630	465 537	460 715	931 489	1 045 300	315 740	643 450	1 378 127	251 000	858694
TOTAL PACA	2 117 272	-	17 738	-	-	327 527	1 176 827	3 740 836	280 718	770 273	1 661 191	1 370 070	3 858 308	1 085 369	-	369 299	5599812
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	1 420 843	-	-	-	11 644	85 572	1 234 545	659 124	-	853 488	908 826	1 192 278	838 975	918 802	454 992	240 914	1005395
TOTAL PICARDIE	689 290	-	-	158 875	-	2 453 333	543 746	2 837 281	-	709 037	742 542	441 841	1 078 690	215 384	593 138	-	0
TOTAL POITOU CHARENTE	869 779	-	-	-	-	133 729	1 360 606	2 240 332	-	680 616	499 418	670 261	-	-	531 240	704 649	553820
TOTAL REUNION	295 292	25 000	-	-	235 252	-	403 480	1 068 587	251 155	371 178	126 755	278 099	724 384	645 720	147 183	-	129407
TOTAL RHONE ALPES	2 144 569	513	135 429	38 502	-	505 728	2 173 729	6 915 128	242 771	1 993 449	3 820 455	1 686 461	5 429 547	1 519 667	2 734 302	4 364 155	1342975
<b>TOTAL</b>	<b>26 771 574</b>	<b>1 851 039</b>	<b>667 175</b>	<b>4 199 353</b>	<b>7 144 682</b>	<b>5 651 863</b>	<b>18 581 805</b>	<b>66 588 975</b>	<b>4 322 351</b>	<b>19 874 029</b>	<b>26 081 477</b>	<b>27 452 636</b>	<b>33 787 797</b>	<b>24 269 885</b>	<b>14 576 155</b>	<b>28 365 635</b>	<b>43189809</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D162-6 2° j) CSS

Tableau 8H (source Arbust MIG) Données en €

**Aide médicale urgente**

Nom de la mission d'intérêt général	SAMU	SMUR	CCMM (centre de consultations médicales maritimes)
<b>TOTAL CH</b>	<b>93 600 437</b>	<b>419 658 431</b>	<b>192 317</b>
TOTAL CHRU	87 871 211	151 961 181	-
TOTAL CLCC	-	-	-
TOTAL CLINIQUES	-	616 667	-
TOTAL EBNL	221 795	4 856 146	-
<b>TOTAL</b>	<b>181 693 444</b>	<b>577 092 425</b>	<b>192 317</b>
<b>TOTAL ALSACE</b>	<b>5 001 367</b>	<b>13 242 334</b>	<b>-</b>
TOTAL AQUITAINE	8 439 603	28 139 724	-
TOTAL AUVERGNE	5 609 712	14 191 632	-
TOTAL BOURGOGNE	4 998 807	23 901 161	-
TOTAL BRETAGNE	7 428 346	29 705 660	-
TOTAL CENTRE	7 945 103	26 324 739	-
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	4 583 313	20 085 526	-
TOTAL CORSE	1 764 249	8 968 341	-
TOTAL FRANCHE COMTE	7 952 212	11 520 351	-
TOTAL GUADELOUPE	3 515 665	4 523 856	-
TOTAL Ile de France (hors AP-HP)	11 133 443	44 990 862	-
TOTAL AP-HP	18 416 311	34 325 065	-
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	8 590 245	17 718 999	-
TOTAL LIMOUSIN	3 122 454	8 428 269	-
TOTAL LORRAINE	5 558 632	21 534 601	-
TOTAL MARTINIQUE	1 732 044	2 267 541	-
TOTAL MIDI PYRENEES	11 228 157	32 848 730	192 317
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	7 297 809	31 638 974	-
TOTAL BASSE NORMANDIE	4 805 669	16 767 555	-
TOTAL HAUTE NORMANDIE	3 852 115	17 386 405	-
TOTAL PACA	12 718 888	45 455 073	-
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	8 431 275	23 773 499	-
TOTAL PICARDIE	4 980 381	23 661 986	-
TOTAL POITOU CHARENTE	6 024 563	24 001 853	-
TOTAL REUNION	1 792 262	6 390 528	-
TOTAL RHONE ALPES	14 770 819	45 299 161	-
<b>TOTAL</b>	<b>181 693 444</b>	<b>577 092 425</b>	<b>192 317</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D162-6 3° a) à c) CSS

Tableau 8 I (source Arbust MIG) Données en €

**Définition et mise en œuvre des politiques publiques**

Nom de la mission d'intérêt général	ENC - étude nationale de coûts	MAD auprès des services de l'Etat chargés de la définition et de	coordination des instances nationale de représentation des directeurs	MAD auprès des organisations syndicales nationales	actions de coopération internationale.	centres d'éthique
<b>TOTAL CH</b>	618 600	4 704 454	157 594	329 583	1 585 136	
TOTAL CHRU	396 506	2 332 096		481 779	306 931	2 147 887
TOTAL CLCC	134 915			272		
TOTAL CLINIQUES	971 815					
TOTAL EBNL	252 703	278 799	12 076	327 249	150 603	
<b>TOTAL</b>	<b>2 374 539</b>	<b>7 315 349</b>	<b>139 670</b>	<b>1 138 884</b>	<b>2 042 670</b>	<b>2 147 887</b>
TOTAL ALSACE	179 240	40 317	134 907	95 660	85 530	
TOTAL AQUITAINE	88 016	56 941				
TOTAL AUVERGNE	89 246			113 760		41 623
TOTAL BOURGOGNE	48 520	204 471				106 650
TOTAL BRETAGNE	219 552	-			-	74 335
TOTAL CENTRE	12 579	188 740		49 835		474 230
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	43 944					
TOTAL CORSE						
TOTAL FRANCHE COMTE				512		17 810
TOTAL GUADELOUPE						
TOTAL Ile de France (hors AP-HP)	260 598	4 189 041			1 735 739	
TOTAL AP-HP		1 177 752		56 014		1 078 431
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	247 241	222 526		52 441		220
TOTAL LIMOUSIN	77 920			33 609	50 000	
TOTAL LORRAINE	24 120	8 199		158 800		
TOTAL MARTINIQUE						
TOTAL MIDI PYRENEES	135 116	193 579		129 484	171 401	
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	103 258			81 607		7 819
TOTAL BASSE NORMANDIE	13 602	161 598		26 940		
TOTAL HAUTE NORMANDIE	81 024	165 263		73 527		
TOTAL PACA	83 281	140 614	12 076	164 437		252 966
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	309 372	312 462	22 687	- 3 067		23 277
TOTAL PICARDIE	52 130	55 861				
TOTAL POITOU CHARENTE	95 171	36 480		12 950		
TOTAL REUNION						
TOTAL RHONE ALPES	210 609	161 505		92 375		70 526
<b>TOTAL</b>	<b>2 374 539</b>	<b>7 315 349</b>	<b>169 670</b>	<b>1 138 884</b>	<b>2 042 670</b>	<b>2 147 887</b>

Dotations déléguées en 2006 par les ARH au titre des MIG de l'article D162-7 2° CSS  
 Tableau 8J (source Arbust MIG) Données en €  
**Soins aux détenus**

Nom de la mission d'intérêt général	UCSA (unités de consultations et de soins ambulatoires)	UHSI (Unités hospitalières sécurisées interrégionales)	chambres sécurisées pour détenus
-------------------------------------	---	--	----------------------------------

TOTAL CH	83 594 180	831 634	440 650
TOTAL CHRU	48 285 946	22 055 511	-
TOTAL CLCC	-	-	-
TOTAL CLINIQUES	-	-	-
TOTAL EBNL	45 000	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>131 925 127</b>	<b>22 887 145</b>	440 650

TOTAL ALSACE	3 580 134	-	-
TOTAL AQUITAINE	5 971 545	2 618 849	-
TOTAL AUVERGNE	2 663 702	-	-
TOTAL BOURGOGNE	3 347 610	-	-
TOTAL BRETAGNE	3 652 228	562 096	-
TOTAL CENTRE	4 944 362	-	-
TOTAL CHAMPAGNE ARDENNES	2 745 390	-	-
TOTAL CORSE	986 229	-	-
TOTAL FRANCHE COMTE	1 655 312	-	-
TOTAL GUADELOUPE	1 166 785	-	-
TOTAL Ile de France	17 718 072	-	-
TOTAL AP-HP	7 958 547	-	-
TOTAL LANGUEDOC ROUSSILLON	5 899 025	-	-
TOTAL LIMOUSIN	1 478 695	-	-
TOTAL LORRAINE	6 134 515	3 750 354	-
TOTAL MARTINIQUE	1 130 374	-	-
TOTAL MIDI PYRENEES	5 537 935	2 603 752	-
TOTAL NORD PAS DE CALAIS	12 029 775	3 954 623	-
TOTAL BASSE NORMANDIE	3 105 617	-	-
TOTAL HAUTE NORMANDIE	4 476 752	-	48 087
TOTAL PACA	15 221 519	5 767 611	25 000
TOTAL PAYS DE LA LOIRE	3 051 049	-	-
TOTAL PICARDIE	4 712 239	-	-
TOTAL POITOU CHARENTE	3 609 601	-	-
TOTAL REUNION	1 650 644	-	83 939
TOTAL RHONE ALPES	7 497 470	3 629 860	283 624
<b>TOTAL</b>	<b>131 925 127</b>	<b>22 887 145</b>	<b>440 650</b>

**Tableau 9****Réalisation régionale Aide à la Contractualisation 2006 pour l'ensemble des établissements**

source : arbust migac 2006/ DHOS/F2

en €	Développement de l'activité	Maintien d'une activité déficitaire identifiée dans le SROS	Amélioration de l'offre de soins existante (Renforcement de moyens)	Restructurations et soutien aux établissements déficitaires	Investissements	Autres
Alsace	1 191 395	0	1 867 493	9 690 423	36 433 033	4 261 822
Aquitaine	0	262 658	5 579 569	6 315 270	41 025 582	992 522
Auvergne	3 539 251	0	3 044 814	13 603 794	10 342 026	229 823
Bourgogne	3 968 623	0	6 533 469	4 766 389	22 568 221	124 085
Bretagne	9 546 710	0	6 200 281	3 421 663	27 411 164	3 953 214
Centre	3 050 500	2 094 028	2 125 116	8 765 004	39 589 044	872 611
Champagne-Ardenne	85 000	29 000	1 776 946	4 817 727	25 272 906	14 106 132
Corse	937 251	337 119	433 646	800 874	1 143 282	219 507
Franche-Comté	707 815	102 635	1 114 016	30 927 767	4 311 951	1 735 006
Ile-de-France hors AP-HP	51 844 240	0	0	83 996 769	90 790 114	7 932 749
Languedoc-Roussillon	3 268 545	1 058 409	798 109	651 730	15 824 836	461 497
Limousin	8 042 942	0	2 281 594	3 866 381	13 563 792	1 254 731
Lorraine	1 269 363	0	6 812 861	7 022 626	50 588 479	1 244 745
Midi-Pyrénées	4 156 950	480 000	4 128 676	3 011 064	28 979 189	8 826 737
Nord-Pas-de-Calais	2 864 385	0	11 615 554	29 500 000	55 761 162	-1 002 345
Normandie-Basse	2 752 126	300 000	2 419 104	4 488 147	18 283 508	5 124 762
Normandie-Haute	846 060	440 000	2 468 324	22 481 408	35 927 207	1 599 899
Pays-de-la-Loire	5 184 748	148 684	4 244 072	9 852 142	30 752 830	2 873 426
Picardie	4 937 511	0	3 475 467	21 452 558	23 099 476	4 428 335
Poitou-Charentes	4 069 943	158 356	1 378 756	1 434 043	23 850 488	412 429
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 122 670	4 031 757	10 126 877	36 762 900	46 272 545	-1 569 564
Rhône-Alpes	469 925	0	10 953 043	35 823 000	84 185 974	46 577 050
<b>sous-total métropole</b>	<b>114 855 953</b>	<b>9 442 646</b>	<b>89 377 786</b>	<b>343 451 679</b>	<b>725 976 809</b>	<b>104 659 173</b>
ZZ-Guadeloupe	627 000	10 501 288	2 210 964	16 881 693	980 359	-542 919
ZZ-Martinique	2 668 867	13 273 650	860 090	297 330	11 747 603	0
ZZ-Réunion	11 464 954	258 906	11 928 058	469 712	19 207 644	1 716 991
<b>sous-total DOM</b>	<b>14 760 821</b>	<b>24 033 844</b>	<b>14 999 112</b>	<b>17 648 735</b>	<b>31 935 606</b>	<b>1 174 072</b>
<b>Total</b>	<b>129 616 774</b>	<b>33 476 490</b>	<b>104 376 898</b>	<b>361 100 414</b>	<b>757 912 415</b>	<b>105 833 245</b>

**Tableau 9A**

**Poids des mesures nouvelles AC dans le total AC 2006**

source : arbust et arbust migac DHOS/F

Les données sont en euros

	Total Mesures Nouvelles AC notifiées en Non Reconductibles (en €)	Total Mesures Nouvelles AC notifiées en reconductibles (en €)	Total mesures nouvelles AC 2006 (en €)	Poids des mesures nouvelles dans total AC 2006
Alsace	21 942 450	4 329 076	26 271 526	49,16%
Aquitaine	10 631 182	7 380 167	18 011 349	33,25%
Auvergne	15 705 020	6 274 156	21 979 176	71,45%
Bourgogne	12 800 856	6 379 334	19 180 190	50,53%
Bretagne	17 750 009	4 988 548	22 738 557	45,00%
Centre	12 950 046	13 864 814	26 814 860	47,46%
Champagne-Ardenne	5 996 087	10 803 631	16 799 718	36,45%
Corse	1 028 302	1 770 748	2 799 050	72,30%
Franche-Comté	15 342 316	9 655 056	24 997 372	64,26%
Ile-de-France hors AP-HP	106 133 037	46 808 896	152 941 933	65,20%
Languedoc-Roussillon	3 599 822	8 613 477	12 213 299	55,36%
Limousin	10 794 327	9 059 983	19 854 310	68,44%
Lorraine	14 085 070	11 402 369	25 487 439	38,08%
Midi-Pyrénées	7 728 468	17 916 306	25 644 774	51,72%
Nord-Pas-de-Calais	15 279 276	32 985 902	48 265 178	48,88%
Normandie-Basse	10 505 633	10 208 982	20 714 615	62,08%
Normandie-Haute	28 870 835	6 032 634	34 903 469	54,74%
Pays-de-la-Loire	20 538 403	5 209 176	25 747 579	48,53%
Picardie	11 450 900	13 809 805	25 260 705	44,01%
Poitou-Charentes	1 941 815	9 571 810	11 513 625	36,78%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 185 850	19 230 022	38 415 872	39,30%
Rhône-Alpes	48 827 886	23 185 258	72 013 144	40,45%
<b>Sous-total métropole</b>	<b>413 087 589</b>	<b>279 480 149</b>	<b>692 567 739</b>	<b>49,91%</b>
ZZ-Guadeloupe	13 412 515	3 978 695	17 391 210	56,73%
ZZ-Martinique	12 286 260	7 759 559	20 045 819	69,49%
ZZ-Réunion	8 965 699	17 682 265	26 647 964	59,16%
<b>Sous-total DOM</b>	<b>34 664 474</b>	<b>29 420 519</b>	<b>64 084 993</b>	<b>61,29%</b>
<b>Total</b>	<b>447 752 063</b>	<b>308 900 668</b>	<b>756 652 732</b>	<b>50,70%</b>

## Annexe 1 : exemple de fiches par mission à destination des professionnels et des ARH

### Equipes hospitalières de liaison en addictologie

**Références juridiques :** Code de la santé publique (3ème partie livres III, IV et V) ; Circulaire DHOS/DGS N°2000-460 du 8 septembre 2000 relative à l'organisation des soins hospitaliers pour les personnes ayant des conduites addictives ; Plan addictologie 2007-2011

**Périmètre de la MIGAC :** Peuvent bénéficier d'un financement MIGAC les équipes hospitalières officiellement reconnues par les ARH comme équipe hospitalière de liaison en addictologie. Ces équipes de liaison remplissent des missions de formation, d'élaboration de protocoles de soins et de prise en charge, des actions de prévention, d'information et de sensibilisation, d'intervention (aux urgences, en hospitalisation, en consultations externes) auprès des personnes ayant des conduites addictives. Elles sont également chargées de recueils épidémiologiques et d'un rôle d'animation et de coordination des réseaux de prise en charge. L'activité de liaison de ces équipes ne doit pas se confondre avec l'activité de prise en charge en hospitalisation ou en consultations de patients dépendants. Il existe d'ailleurs une autre MIG "consultations hospitalières d'addictologie".

**Eléments d'allocation budgétaire :** Il vous est rappelé la composition type d'une équipe de liaison (temps partiel de PH ; 2 à 3 ETP de PNM (IDE, diététicienne, psychologue...) ; un temps de secrétariat). Les données présentées par l'établissement (par exemple RTC pour les ex-DG ou données comptables pour les privés) devront être expertisées à votre niveau en fonction de cette composition type. Devront être déduites les recettes issues des GHS et des consultations externes (si les équipes de liaison ont pris en charge des hospitalisations et des consultations ce qui doit rester exceptionnel) ainsi que les éventuelles subventions perçues (associations, collectivités territoriales). Le financement MIGAC se limite aux surcoûts non financés de l'activité de ces équipes de liaison. Par ailleurs, des mesures nouvelles sont prévues dans le cadre du plan addictologie 2007-2011.

#### Conditions d'exécution et modalités d'évaluation :

Activité	Suivi annuel des patients pour lesquels l'équipe de liaison a été sollicitée, des actions de formation, des données épidémiologiques
Qualité	Un fonctionnement en réseau est nécessaire afin de favoriser le suivi médico-psycho-social des personnes prises en charge.

**Commentaires :** L'objectif prioritaire de ces équipes est de rapprocher les compétences d'alcoologie, de toxicomanie et de tabacologie au sein des établissements de santé et d'accompagner les évolutions en cours en matière d'addictologie en particulier chez les jeunes consommateurs. La fiche MIG "consultations hospitalières d'addictologie" pourra utilement être consultée afin d'éviter les doubles financements.

## **Annexe 1 : exemple de modélisation du financement d'une MIG**

**CCLIN** : centres de coordination de la lutte contre les infections nosocomiales

### **a) Contexte :**

Les centres de coordination de la lutte contre les infections nosocomiales (CCLIN) ainsi que les antennes régionales de CCLIN sont financées par la dotation MIGAC, sur la base, principalement, des déclarations des charges identifiées au titre de cette activité faites par les établissements siège de CCLIN ou d'antennes.

L'arrêté du 17 mai 2006 (JO du 02 septembre 2006) détermine les missions devant être réalisées par les antennes de CCLIN. Il sera prochainement suivi de la mise à jour de celui en date du 3 août 1992 décrivant l'activité des CCLIN. La lecture de ce dernier arrêté et les documents ultérieurs montrent que le dimensionnement des équipes nécessaires au fonctionnement d'un CCLIN n'a jamais été défini par le ministère de la santé contrairement au nouvel arrêté sur les antennes qui précise que les compétences nécessaires au fonctionnement d'une antenne sont au minimum « d'un médecin ou pharmacien compétent en hygiène et d'un temps infirmier ou cadre de santé formé en hygiène ».

Un groupe de travail regroupant les sous-directions E et F a convenu de procéder à deux modélisations distinctes, pour les CCLIN et pour les antennes de CCLIN. De plus ayant constaté que certaines antennes sont financées directement par l'ARH alors que d'autres voient leur financement « transiter » par le CCLIN, le groupe de travail a décidé de scinder dans l'arrêté MIG 2007 les CCLIN et les antennes de CCLIN et de demander aux ARH d'individualiser les financements et de financer directement les antennes. Pour les CCLIN, le modèle de financement suivant est proposé.

### **b) Modèle :**

Le groupe de travail a retenu le principe d'une corrélation entre le financement accordé au titre des CCLIN et le nombre total de lits existants dans les régions couvertes, toutes catégories de lits confondues : MCO, SSR, psychiatrie y compris les lits d'EHPAD, ces derniers étant nouvellement couverts par les CCLIN. L'éventualité d'une pondération des lits d'EHPAD versus lits MCO n'a pas été retenue en raison du poids homogène sur tous les CCLIN des lits d'EHPAD (entre 15 et 19% du total des lits).

Les comparaisons des dépenses déclarées par chaque CCLIN ramenées au nombre de lits montrent de grandes divergences entre CCLIN (rapport de 1 à 2,6) sans justification particulière autre que l'historique du développement de chaque CCLIN.

Il a donc été décidé de choisir un CCLIN de référence. Le CCLIN sud-est a été retenu pour plusieurs raisons : connaissance des charges déclarées dans le RTC 2004 à la fois pour le CCLIN et les antennes, nombre de lits couverts le plus élevé, nombre non négligeable de grandes villes aux structures sanitaires publiques et privées importantes, dispersion géographique avec diversité des accès (littoral, zones rurales ou/et montagneuses difficiles d'accès), part des +75

ans dans la population couverte dans la moyenne, participation active aux réseaux de surveillance, financement déclaré par l'ARH parmi les plus élevés.

Le croisement de l'ensemble de ces données garantit un modèle de financement adapté aux CCLIN (hors antenne), aux effets revenus limités pour les CCLIN et sans caractère inflationniste.

La première étape consiste à défalquer des financements MIGAC alloués pour les CCLIN, les financements des antennes qui « transitent » par les CCLIN pour ne retenir comme base que les financements spécifiques des CCLIN. Dans un second temps, il a été retenu comme base 100 les capacités couvertes (nombre de lits) par le CCLIN du Sud Est et calculé le rapport pour les autres CCLIN (celui-ci varie entre 53 et 100). Dans un troisième temps, l'application directe de ce rapport au financement du CCLIN sud-est permet de fixer la base du financement de chaque CCLIN. Enfin, afin de tenir compte des frais particuliers engagés par les CCLIN assurant le suivi des DOM, il est proposé d'allouer un complément de financement forfaitaire de 10000€ par DOM suivi. Pour mémoire, Saint-Pierre-et-Miquelon est rattaché au CCLIN ouest, la Réunion au CCLIN sud-est, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe au CCLIN sud-ouest.

### **c) Résultats :**

Cette méthode conduit à un modèle de financement d'un montant global de 4 139 506€ réparti de la manière suivante :

CCLIN Est : 572 211€

CCLIN Ouest : 728 203€ dont 10 000€ pour St Pierre et Miquelon (frais de mission)

CCLIN Nord : 1 078 211€

CCLIN Sud-Est : 1 089 241€ dont 10 000€ pour la Réunion (frais de mission)

CCLIN Sud-Ouest : 671 640€ dont 30 000€ pour les DFA (frais de mission)

*Rappel : la comparaison pour chaque CCLIN de la simulation avec les charges déclarées dans le RTC se révèle délicate dans la mesure où, dans la base de comparaison, les données relatives aux CCLIN et celles portant sur les antennes sont souvent regroupées sous un même chiffre sans répartition entre les deux types de structures.*

Le détail des calculs du modèle figure dans le tableau page suivante.

MODELISATION DU FINANCEMENT DES CCLIN : REFERENCE CCLIN SUD EST

raison sociale de l'établissement de rattachement du CCLIN	Zone	Données économiques				Données géo + lits couverts				
		Charges 2004 (encadrées) déclarées au titre du CCLIN et des antennes régionales	Charges 2004 (encadrées) déclarées au titre de l'antenne régionale	Charges totales 2004 déclarées (dépenses encadrées)	Financement fin 2005 (MIGAC) au titre du CCLIN hors antennes	Superficie couverte (Insee)	Rattachement des DOM	Nombre de lits couverts (SAE 2004)	Nombre de lits couverts (y compris Ehpad) en 2004	poils lits EPHAD dans total Lits
CHU DE NANCY	Est	662 186	127 825	790 011	505 947	105 212		65 747	89 991	16%
C.H.U. DE RENNES	Ouest	1 177 786		1 177 786	838 261	116 031	St Pierre et M	79 993	112 951	17%
ASSISTANCE PUBLIQUE AP-HP	Nord	2 503 096	-	2 503 096	1 263 541	56 142		125 391	169 569	15%
HOSPICES CIVILS DE LYON	Sud Est	849 210	829 261	1 678 472	1 079 241	139 674	Réunion	121 664	169 731	16%
CHU HOPITAUX DE BORDEAUX	Sud Ouest	955 299	-	955 299	572 452	215 727	3 DFA	69 354	100 910	19%
<b>Total</b>				<b>7 104 664</b>	<b>4 259 442</b>	<b>632 786</b>		<b>462 149</b>	<b>643 152</b>	

Pour le CCLIN Sud Est (1 079 241€), les financements 2005 des antennes régionales ont été retirés (156 483 €) 24 244  
 Pour le CCLIN Ouest (838 261€), les financements 2005 des antennes, Creno et appels à projets, ont été retirés soit 210 260 € 32 958  
 Pour le CCLIN Sud Ouest (572 452€), les financements 2005 des antennes ont été retirés soit 387 113 € 44 178  
 Pour le CCLIN Est (505 947€), les financements 2005 des antennes ont été exclus soit 130 000 € 48 067  
 Pour le CCLIN Nord (1 263 541€), les financements 2005 de l'antenne de Haute Normandie ont été retirés (soit 28 100 €) 31 556

raison sociale de l'établissement de rattachement du CCLIN	Zone	Simulation : "alignement" sur le CCLIN du Sud Est						
		rapport charges	rapport financements	rapport nombre de lits (ehpad inclus)	Application directe du rapport nombre de lits aux financements accordés	Prise en compte des DOM (forfait de déplacement)	Simulation finale	écart financement théorique et accordé fin 2005
CHU DE NANCY	Est	0,47	0,47	0,53	572 211		572 211	66 264 13,10%
C.H.U. DE RENNES	Ouest	0,70	0,78	0,67	718 203	10 000	728 203	-110 058 -13,13%
ASSISTANCE PUBLIQUE AP-HP	Nord	1,49	1,17	1,00	1 078 211		1 078 211	-185 330 -14,67%
HOSPICES CIVILS DE LYON	Sud Est	1,00	1,00	1,00	1 079 241	10 000	1 089 241	10 000 0,93%
CHU HOPITAUX DE BORDEAUX	Sud Ouest	0,57	0,53	0,59	641 640	30 000	671 640	99 188 17,33%
<b>Total</b>					<b>4 089 506</b>	<b>50 000</b>	<b>4 139 506</b>	<b>-119 936 -2,82%</b>

## **Annexe 2 : annexe juridique**

### **Code de la sécurité sociale**

#### **1. Article L. 162-22-13**

(Loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 art. 25 I Journal Officiel du 19 décembre 2003 en vigueur le 1er janvier 2005)

*(Loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 art. 18 Journal Officiel du 21 décembre 2004)*

*(Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 art. 45 Journal Officiel du 20 décembre 2005)*

Il est créé, au sein de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie prévu au 4° du I de l'article LO 111-3, une dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation des établissements de santé mentionnés aux a, b, c et d de l'article L. 162-22-6. Cette dotation participe notamment au financement des engagements relatifs aux missions mentionnées à l'article L. 6112-1 du code de la santé publique, à ceux relatifs à la mise en oeuvre des orientations du schéma régional d'organisation sanitaire, à ceux visant à améliorer la qualité des soins ou à répondre aux priorités nationales ou locales en matière de politique sanitaire, par dérogation aux dispositions de l'article L. 162-1-7, à ceux relatifs à la mise en oeuvre de la politique nationale en matière d'innovation médicale ou au rôle de recours dévolu à certains établissements. Par dérogation aux dispositions de l'article L. 162-22-6, cette dotation participe également au financement des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques. Ces engagements sont mentionnés au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 6114-2 du code de la santé publique ou, à défaut, dans un engagement contractuel spécifique. L'Etat détermine, en fonction de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, le montant de la dotation nationale et fixe, après avis des organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé publics et privés, le montant des dotations régionales et la part des dotations régionales affectée à l'ensemble des missions d'intérêt général ou à une ou plusieurs de ces missions ainsi que les critères d'attribution aux établissements.

En vue de permettre un suivi des dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation, un bilan élaboré sur la base des données transmises par chaque agence régionale de l'hospitalisation est transmis avant le 15 octobre de chaque année au Parlement et aux organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé publics et privés. Ce bilan contient notamment une analyse du bien-fondé du périmètre des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation des établissements de santé mentionnés au premier alinéa, de l'évolution du montant annuel de la dotation nationale de financement de ces missions de celle du montant des dotations régionales et de celle du montant des dotations attribuées à chaque établissement, ainsi que des critères d'attribution de ces dernières aux établissements.

Un décret, pris après avis des organisations nationales les plus représentatives des établissements de santé, fixe la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques susceptibles de donner lieu à l'attribution d'une dotation.

#### **2. Article L. 162-22-14 1<sup>er</sup> alinéa**

Le montant annuel de la dotation de chaque établissement est fixé par l'Etat en fonction des missions d'intérêt général, des activités de soins dispensés à des populations spécifiques et des objectifs et des orientations prévus dans le cadre de son contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens et de leur état d'avancement, ou, à défaut, dans le cadre de l'engagement contractuel spécifique prévu à l'article L. 162-22-13.

### **3. Article D. 162-6**

*(Décret n° 2005-246 du 14 mars 2005 art. 2 Journal Officiel du 18 mars 2005 en vigueur le 1er janvier 2005)*

*(inséré par Décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 art. 1 Journal Officiel du 10 avril 2005)*

Peuvent être financées par la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 les dépenses correspondant aux missions d'intérêt général suivantes :

1° L'enseignement, la recherche, le rôle de référence et l'innovation. Notamment, à ce titre :

- a) La recherche médicale et l'innovation, notamment la recherche clinique ;
- b) L'enseignement et la formation des personnels médicaux et paramédicaux ;
- c) La recherche, l'enseignement, la formation, l'expertise, la coordination et l'évaluation des soins relatifs à certaines pathologies et réalisés par des structures spécialisées ainsi que les activités hautement spécialisées assurées par des structures assumant un rôle de recours ;
- d) Les activités de soins réalisées à des fins expérimentales ou la dispensation des soins non couverts par les nomenclatures ou les tarifs ;

2° La participation aux missions de santé publique mentionnées ci-dessous :

- a) La vigilance, la veille épidémiologique, l'évaluation des pratiques et l'expertise réalisées par des centres de référence au bénéfice des autorités de santé publique, des établissements de santé ou du public ;
- b) La formation, le soutien, la coordination et l'évaluation des besoins du patient réalisés par des équipes pluridisciplinaires intervenant auprès des équipes soignantes ;
- c) La collecte, la conservation et la distribution des produits d'origine humaine, à l'exception de la part de cette activité couverte par les tarifs de cession ;
- d) L'assistance aux patients pour l'accès aux droits sociaux et les dispositifs ayant pour objet de favoriser le maintien des soins de proximité et l'accès à ceux-ci ;
- e) Le dépistage anonyme et gratuit effectué dans les conditions prévues à l'article L. 3121-2 du code de la santé publique ;
- f) La prévention et l'éducation pour la santé ;
- g) Le conseil aux équipes hospitalières en matière d'éthique, de bioéthique et de protection des personnes ;
- h) La veille sanitaire, la prévention et la gestion des risques sanitaires liés à des circonstances exceptionnelles ;
- i) L'intervention d'équipes pluridisciplinaires pour la prise en charge de certaines pathologies en consultation ou en hospitalisation ;
- j) L'aide médicale urgente réalisée par les services d'aide médicale urgente et les services mobiles d'urgence et de réanimation respectivement mentionnés aux articles L. 6112-5 et R. 712-71-1 du code de la santé publique ;

3° La participation à la définition et à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines suivants :

- a) La politique hospitalière ;
- b) Le développement du dialogue social dans le secteur hospitalier ;
- c) La coopération internationale en matière hospitalière.

#### **4. Article D. 162-7**

*(Décret n° 2005-246 du 14 mars 2005 art. 2 Journal Officiel du 18 mars 2005 en vigueur le 1er janvier 2005)*

*(inséré par Décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 art. 1 Journal Officiel du 10 avril 2005)*

Peuvent également être financées par la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 les dépenses correspondant aux activités de soins dispensés à des populations spécifiques dans les conditions suivantes :

1° Prise en charge des femmes enceintes dans les centres périnatals de proximité ;

2° Prise en charge des détenus dans des unités hospitalières spécialisées ou dans les établissements pénitentiaires ;

3° Prise en charge des populations en difficulté par des équipes hospitalières à l'extérieur des établissements de santé.

#### **5. Article D. 162-8**

*(Décret n° 2005-246 du 14 mars 2005 art. 2 Journal Officiel du 18 mars 2005 en vigueur le 1er janvier 2005)*

*(inséré par Décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 art. 1 Journal Officiel du 10 avril 2005)*

Un arrêté précise la liste des structures, des programmes et des actions ainsi que des actes et produits pris en charge par la dotation nationale mentionnée à l'article L. 162-22-13 au titre des missions mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7.

Cette dotation participe au financement de ces missions dans la limite des dépenses y afférentes à l'exclusion de la part incombant à d'autres financeurs en application de dispositions législatives ou réglementaires et de celle déjà supportée par l'assurance maladie en application des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la prise en charge des soins.

*NB : le dernier arrêté en date est l'arrêté du 27 mars 2007 mais l'arrêté en vigueur en 2006 est l'arrêté du 12 avril 2005 modifié par les arrêtés du 05 mars et 9 octobre 2006. L'arrêté figurant ci-dessous est celui du 27 mars 2007 de manière à permettre au Parlement de disposer des derniers textes en vigueur.*

#### **6. Article R. 162-42-4**

*(inséré par décret N° 2004-1539 du 30 décembre 2004 art. 4)*

Dans un délai de quinze jours suivant la publication des arrêtés mentionnés aux articles R. 162-42-1 et R. 162-42-3, le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation arrête, pour chaque établissement, .../...le montant annuel de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-14 dans le respect de sa dotation régionale.

## **Code de la santé publique**

### **7. Article D.6114-2**

*(Décret n°2006-1322 du 2 novembre 2006 journal officiel du 3 novembre)*

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu par l'article L.6114-1 détermine pour tout titulaire de l'autorisation :

.../...

3° les missions d'intérêt général et les activités de soins dispensés à des populations spécifiques mentionnées à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale, assurés par l'établissement de santé, en précisant les conditions de leur exécution et les modalités de leur évaluation ;

### **8. Article D.6114-5**

*(Décret n°2006-1322 du 2 novembre 2006 journal officiel du 3 novembre)*

Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévoit des engagements précis et mesurables du titulaire de l'autorisation en vue d'améliorer le service rendu au patient et de renforcer l'efficacité de sa gestion par une meilleure utilisation de ses ressources et le développement d'outils de gestion. Le contrat peut prévoir des actions d'accompagnement et des mesures d'intéressement.

Liste des activités MIG issue de l'arrêté du 23 mars 2007

MERRI de l'article D.162-6 1° a) CSS : Recherche médicale et innovation	Commentaires
Centres d'épidémiologie clinique (CEC)	autre appellation CIC-EC comme Epidémiologie Clinique
Centre d'investigation clinique (CIC)	autre appellation CIC-P comme Pluri-thématique. Il existe par ailleurs des CIC orientés en bio-thérapie (cellulaire, génique, vaccinologie, greffes)
Centres d'investigation technologique (CIT)	appellation exacte : centre d' <b>innovation</b> technologique. Autre appellation CIC-IT
Centres de ressources biologiques	
Actions de recherche faisant l'objet d'un contrat entre les établissements publics à caractère scientifique et les établissements de santé	
PHRC (programmes hospitaliers de recherche clinique)	
STIC (programmes de soutien aux techniques innovantes et coûteuses)	
Conservation des tissus, tumeurs et produits humains à des fins de recherche	
L'emploi de techniciens et d'assistants de recherche clinique pour la réalisation d'essais cliniques dans les services de soins prévu dans les cadre de la politique national de lutte contre le cancer	
Les délégations interrégionales à la recherche clinique (DIRC)	

MERRI de l'article D.162-6 1° b) CSS : Enseignement et formation	Commentaires
Actions de téléenseignement et de téléformation	
Stage de résident de radiophysiciens prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le cancer	

MERRI de l'article D.162-6 1° c) CSS : Enseignement, Expertise, Référence	Commentaires
Centres mémoire de ressources et de recherche	
COREVIH (comités de coordination de la lutte contre l'infection par le VIH)	
Centres référents pour les troubles spécifiques d'apprentissage du langage	
Centres de références pour la prise en charge des maladies rares	
Centres de référence sur l'hémophilie	
Centres de ressources et de compétences sur la mucoviscidose	
Centres de référence sur la sclérose latérale amyotrophique	
Centres de référence sur la mort subite du nourrisson	
Centres de référence d'implantation cochléaire	pour ce qui concerne le suivi et la réhabilitation des patients
Centres de ressources sur les maladies professionnelles	
Centre national d'aide à la prise en charge des encéphalopathies spongiforme subaiguës	
Pôles de référence hépatite C	
Centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal	
Centres nationaux de référence pour la lutte contre les maladies transmissibles mentionnés à l'article L.1413-4 CSP	

MERRI de l'article D.162-6 1° d) CSS : Activités innovantes, expérimentales	Commentaires
Laboratoires d'oncogénétiques, de génétique moléculaire, de cytogénétique et de neurogénétique	
Centres de référence pour le traitement de l'hypercholestérolémie majeure par épuration extracorporelle	
Médicaments bénéficiant d'une ATU en application des dispositions de l'article L.5121-12 CSP	
Actes dentaires, les actes de biologie et les actes d'anatomocyto-pathologie non inscrits sur la liste prévue à l'article L.162-1-7 CSS	
Implants cochléaires	Cette MIG disparaîtra dès inscription sur la LPP des implants cochléaires (prévue en 2007)
Dispositifs innovants en matière de thérapie cellulaire et tissulaire	Création 2007 en remplacement de la MIG banque de tissus
Organes artificiels	

MIG de l'article D.162-6 2° a) CSS : Veille, Vigilance	Commentaires
Comités régionaux chargés du suivi et de l'analyse des pratiques de prescription régionales en matière de médicaments, et de produits et prestations	
Centres de coordination de la lutte contre les infections nosocomiales mentionnés aux articles 6 et 7 de l'arrêté du 3 août 1992 modifié relatif à l'organisation de la lutte contre les infections nosocomiales	
Antennes régionales de lutte contre les infections nosocomiales mentionnées dans l'arrêté du 17 mai 2006 relatif aux antennes régionales de lutte contre les infections nosocomiales	
Centres régionaux de pharmacovigilance et les centres d'études et d'information sur la pharmacovigilance mentionnés à l'article R.5121-167 et R.5132-99 CSP	
Coordonnateurs régionaux d'hémovigilance mentionnés à l'article R.1221-32 à 1221-35 CSP	
Centres antipoison mentionnés à l'article L.6141-4 du CSP	
Registres à caractère épidémiologique mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié relatif au comité national des registres	
Centres de coordination des soins en cancérologie	
Centre national de ressources de la douleur	
Centre national de ressources pour les soins palliatifs	

MIG de l'article D.162-6 2° b) CSS : Equipes pluridisciplinaires	Commentaires
Equipes hospitalières de liaison en addictologie	
Equipes mobiles de gériatrie	
Equipes mobiles de soins palliatifs	
Equipes de cancérologie pédiatriques	

MIG de l'article D.162-6 2° c) CSS : Produits humains	Commentaires
Lactariums mentionnés à l'article L.2323-1 du CSP	
Recueil, le traitement et la conservation des gamètes ainsi que la conservation des embryons dans les conditions prévues aux articles L.1244-5 et R.1244-1 CSP	
Prélèvements de tissus lors de prélèvements multi-organes et à cœur arrêté	Création 2007 en remplacement de la MIG "banque de tissus"

MIG de l'article D.162-6 2° d) CSS : Missions d'assistance aux patients	Commentaires
Permanence d'accès aux soins de santé mentionnées à l'article L.6112-6 CSP	
La prise en charge des patients en situation précaire par des équipes hospitalières à l'extérieur des établissements de santé	
Réseaux de télésanté, notamment la télé-médecine	
La mise à disposition par l'établissement de santé de moyens au bénéfice des maisons médicales mentionnées à l'article L.162-3 CSS	
Unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes	Création 2007

MIG de l'article D.162-6 2° e) CSS : Dépistage anonyme et gratuit	Commentaires
Consultations destinées à effectuer la prévention, le dépistage et le diagnostic de l'infection par le VIH mentionnées à l'article L.3121-2 CSP	

MIG de l'article D.162-6 2° f) CSS : Prévention et éducation pour la santé	Commentaires
Les actions de prévention et d'éducation thérapeutique relatives aux maladies chroniques, et notamment aux pathologies respiratoires, aux pathologies cardiovasculaires, à l'insuffisance rénale, au diabète et à l'infection par le VIH	Ajout infection par le VIH

MIG de l'article D.162-6 2° g) CSS : Ethique et bioéthique	Commentaires
Centres d'éthique nationaux	

MIG de l'article D.162-6 2° h) CSS : Gestion des risques	Commentaires
Actions de prévention et de gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles	
La rémunération, les charges sociales, frais professionnels et avantages en nature des agents mis à disposition auprès des services de l'Etat chargés de la prévention et de la gestion des risques liés à des circonstances exceptionnelles	
Structures spécialisées dans la gestion du risque nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique ou d'une crise sanitaire majeure	

MIG de l'article D.162-6 2° i) CSS : Equipes pluri-disciplinaires	Commentaires
Consultations mémoires	
Les consultations hospitalières d'addictologie	
L'emploi de psychologues ou d'assistantes sociales dans les services de soins prévu par les plans nationaux de santé publique	Nouvel intitulé issu de l'arrêté du 5 mars 2006
Structures spécialisées dans la prise en charge de la douleur chronique rebelle	Le financement recouvre dorénavant les champs suivants : consultation, formation, coordination, soutien et évaluation
Les consultations hospitalières de génétique	
La nutrition parentérale à domicile, à l'exception des cas où le patient est pris en charge par une structure d'HAD	
Les structures pluridisciplinaires spécialisées dans la prise en charge des adolescents	
Les dispositifs d'annonce et les réunions de concertation pluridisciplinaire prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le cancer	

MIG de l'article D.162-6 2° j) CSS : Aide médicale urgente	Commentaires
Services d'aide médicale urgente mentionnés à l'article L.6112-5 CSP y compris les centres d'enseignement aux soins d'urgences	
Les services mobiles d'urgence et de réanimation mentionnés à l'article R.6123-10 CSP	
Le centre de consultations médicales maritimes	

MIG de l'article D.162-6 3° a) à c) CSS : déf. et mise en œuvre des politiques publiques	Commentaires
La contribution aux actions expérimentales et à l'élaboration des outils de régulation, notamment les études nationales de coûts	
La rémunération, les charges sociales, frais professionnels et avantages en nature des agents mis à disposition auprès des services de l'Etat chargés de la définition et de la mise en œuvre de la politique hospitalière ainsi que de la gestion des crises sanitaires	
La coordination des instances nationales de représentation des directeurs d'établissements hospitaliers et des présidents de CME et de conférences médicale mentionnées aux articles L.6144-1, L.6161-2 et L.6161-8 CSP	
La rémunération, les charges sociales des personnels mis à disposition auprès des organisations syndicales nationales représentatives des personnels des établissements de santé mentionnés aux a, b et c de l'article L.162-22-6 CSP	
Les actions de coopération internationale	

MIG de l'article D.162-7 2° CSS : Soins aux détenus et aux femmes enceintes	Commentaires
Les unités hospitalières sécurisées interrégionales	
Les unités de consultations et de soins ambulatoires	
Les centres périnataux de proximité mentionnés à l'article R.6123-50 CSP	
Les chambres sécurisées pour détenus	

### **Annexe 3 : Liste des sigles utilisés :**

AC : aide à la contractualisation  
ARH : agence régionale d'hospitalisation  
CCAM : classification commune des actes médicaux  
CCLIN : centre de coordination de la lutte contre les infections nosocomiales  
CDAG : centre de dépistage anonyme et gratuit  
CHR : centre hospitalier régional  
CHU : centre hospitalier universitaire  
CLCC : centre de lutte contre le cancer  
COREVIH : comité de coordination régionale de la lutte contre l'infection par le VIH  
CPOM : contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens  
CSS : code de la sécurité sociale  
DARH : directeur (trice) d'agence régionale d'hospitalisation  
DOM : département d'outre mer  
DG : dotation globale  
GHS : groupe homogène de séjour  
MIG : mission d'intérêt général  
MIGAC : mission d'intérêt général et aide à la contractualisation  
MERRI : mission d'enseignement de recherche, de référence et d'innovation  
MT2A : mission tarification à l'activité  
PHRC : programme hospitalier de recherche clinique  
PMSI : programme de médicalisation du système d'information  
PSPH : participant au service public hospitalier  
ODMCO : objectif de dépenses pour le secteur médecine chirurgie obstétrique  
ONDAM : objectif national des dépenses d'assurance maladie  
OQN : objectif quantifié national  
SAMU : service d'aide médicale urgente  
SMUR : service mobile d'urgences et de réanimation  
SROS : schéma régional d'organisation sanitaire  
STIC : soutien aux techniques innovantes et coûteuses  
T2A : tarification à l'activité  
UCSA : unité de consultation et de soins ambulatoires  
UHSI : unité hospitalière sécurisée interrégionale